

REGARD

Magazine francophone de Roumanie

Sur le marché du travail en Roumanie

QUEL EMPLOI ?

SOCIÉTÉ

Le poisson qui valait
des millions

ÉCONOMIE

2012, l'imprévisible

CULTURE

Hollywood fait
l'écran

Regard 53 / 15 décembre 2011 - 15 mars 2012 / 5 lei



6 428586 000012

Nu transformați canalizarea orașului în groapă de gunoi!



REGARD

Magazine francophone de Roumanie

Sur le marché du travail en Roumanie

QUEL EMPLOI ?

SOCIÉTÉ Le poisson qui valait des millions
ÉCONOMIE 2012, l'imprévisible
CULTURE Hollywood fait l'écran

ISSN 1843 - 7567

Photo de couverture : Mihai Barbu

RENCONTRE

Petre Roman, ancien Premier ministre de la Roumanie

4

SOCIÉTÉ

Le poisson qui valait des millions
Entretien avec le politologue Alfred Bulai
Ce regard sur la femme

8

12

18

A LA UNE

Sur le marché du travail en Roumanie – Quel emploi ?

22

ECONOMIE

2012, l'imprévisible
Entretien avec l'homme d'affaires Marius Ghenea
Une passion au devenir rentable

46

48

50

CULTURE

Hollywood fait l'écran
Un défilé saisissant
Cartographie de la culture en Roumanie

56

60

63

CHRONIQUES

Isabelle Wesselingh
Nicolas Don
Matei Martin
Luca Niculescu

15

21

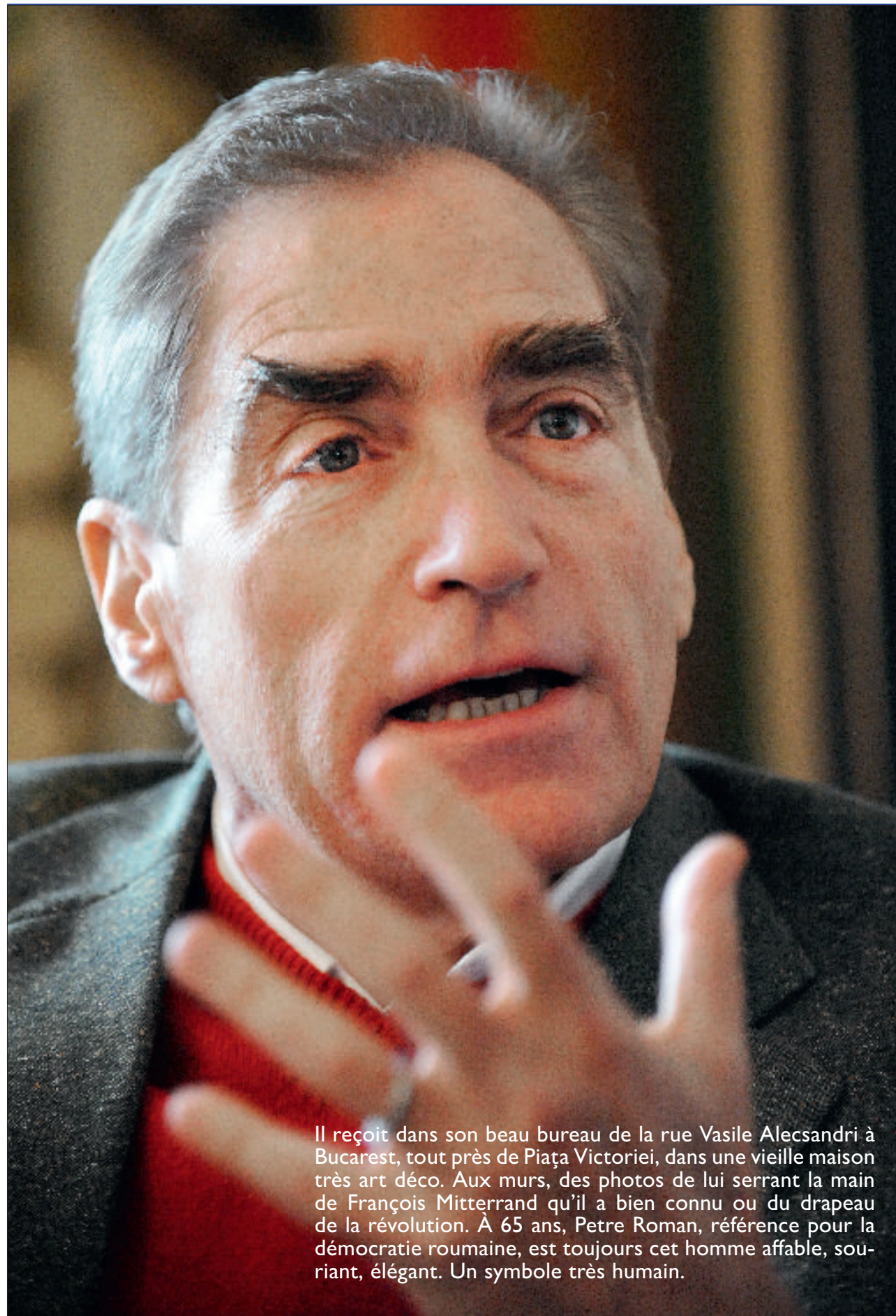
67

70

Laurent Couderc

2012

Année électorale dans plusieurs pays, olympique à Londres, 2012 s'annonce rebondissante. Pour la Roumanie, voici quelques souhaits, pêle-mêle... D'abord, j'espère que les Roumains qui ont du mal à joindre les deux bouts, et ceux qui n'y arrivent pas du tout, trouveront davantage de réconfort, d'aide, de solutions pour surmonter un quotidien difficile. Que les jeunes auront envie de créer, de s'impliquer, et que les plus âgés pourront vivre dignement. J'espère aussi que le budget de la santé augmentera – il est de moins de 4% du PIB, alors que la moyenne européenne est à environ 10%. Que la Roumanie absorbera mieux les fonds européens et que les entrepreneurs seront moins freinés par la bureaucratie. Il serait bien par ailleurs que ceux qui montrent du doigt et jugent sans savoir, s'apaisent, s'adoucissent. Je n'ai pas beaucoup d'espace, passons aux choses moins sérieuses. J'espère que Mircea Geoană ne formera pas un nouveau parti avec Elena Udrea, Vadim Tudor et Dan Diaconescu. C'est peu probable, mais on ne sait jamais. J'espère aussi que Gigi Becali et Radu Mazăre, le maire de Constanța, auront une révélation et partiront vivre ensemble dans un monastère de Bucovine. Et que Dinu Patriciu donnera la moitié de sa fortune à des œuvres caritatives, façon Bill Gates. J'espère que les vieilles demeures de Bucarest (et d'autres villes) ne seront pas toutes rasées pour laisser place à des immeubles neufs mais sans âme. Ceux qui préfèrent Las Vegas à Bucarest n'ont qu'à aller vivre à Las Vegas. Et j'espère aussi que les hommes bien portants qui traversent la Roumanie en Bentley blanche liront George Orwell. Peut-être intégreront-ils le concept de « common decency ». Peut-être. Autre chose, bien que je comprenne le problème des chiens errants – la loi sur l'euthanasie vient d'être approuvée – j'espère que les deux chiens qui vivent dans mon bloc ne seront pas tués. Ils sont gentils. Dans le registre « hygiène », qu'on laisse un peu vivre ceux qui font leur propre *țuică* dans les campagnes. Bruxelles normalise, mais on n'est pas tous végétariens et buveurs d'eau plate. Je souhaite aussi que certains Roumains respectent davantage leur environnement, il y a des poubelles qui doivent bien servir à quelque chose. Et dans la rue, si les policiers pouvaient davantage verbaliser ceux qui roulent à 100 km/h en plein centre ville, ce serait bien. Le grand prix de Monaco est à Monaco. Je m'arrête là, c'est un peu trop facile. D'autant que j'ai surtout beaucoup d'espoir tout court pour la Roumanie et sa jeunesse. Un dernier mot, qui n'est pas un souhait : je tiens une nouvelle fois à remercier les partenaires de *Regard* pour soutenir l'indépendance éditoriale de son équipe de journalistes. C'est devenu rare, cette indépendance est pourtant indispensable si un média se veut crédible. Merci de votre confiance.



Il reçoit dans son beau bureau de la rue Vasile Alecsandri à Bucarest, tout près de Piața Victoriei, dans une vieille maison très art déco. Aux murs, des photos de lui serrant la main de François Mitterrand qu'il a bien connu ou du drapeau de la révolution. À 65 ans, Petre Roman, référence pour la démocratie roumaine, est toujours cet homme affable, souriant, élégant. Un symbole très humain.

Après avoir été ce Premier ministre « révolutionnaire » de 1990 à 1991, Petre Roman est devenu tour à tour député, président du Sénat et ministre des Affaires étrangères. Aujourd'hui, il ne fait plus de politique, s'exprime peu, mais sa voix est écoutée. Observateur très lucide de la société roumaine, il parle ici du passé, de « comment ça s'est passé », du présent, un présent « trop affairiste », mais aussi de la notion de pouvoir.

« SANS CONFIANCE PUBLIQUE, UN HOMME POLITIQUE NE VAUT PAS GRAND-CHOSE »

Regard : Qu'est devenu Petre Roman ?
C'est une question récurrente, notamment en France. Et vous y répondez par ?...

Petre Roman : Je commencerai à vous répondre en disant que je viens de rentrer de Bordeaux, plus précisément de Pessac, où il y a un festival international très réputé sur le film historique, arrivé à sa 22ème édition. On m'y a invité pour participer à un débat sur un film documentaire réalisé par une journaliste roumaine qui vit en France, Marcela Feraru. Un film sur la révolution roumaine intitulé *7 jours à Bucarest*. Il porte non pas sur la révolution mais sur un groupe de sapeurs-pompiers français qui est arrivé à Bucarest le 22 décembre 1989 pour aider la population. C'est un très beau film. Mais je reviens à votre question qui m'a été posée plusieurs fois. La première chose que je voudrais dire est que je ne suis plus un politique. En 2004, j'ai fondé un parti, Force démocrate, dont l'objectif était de représenter la société civile. Mais je me suis rendu compte que, malheureusement, cette société civile roumaine n'était pas et n'est toujours pas homogène. Elle n'arrive pas à avoir une voix dans le déroulement des affaires du pays et c'est bien dommage. Certaines personnes comme moi sont d'ailleurs très préoccupées par ce qui se passe ici, parce que les choses fonctionnent mal, la justice, les pouvoirs locaux, il ne s'agit que d'affairisme.

Nous allons parler du présent de la société roumaine, mais je voudrais revenir sur ce qui s'est passé juste après la révolution. Vous êtes à ce moment-là Premier ministre et vous créez le Parti démocrate. Traian Băsescu est alors à vos côtés, mais que s'est-il passé après ?

Concernant Băsescu, je le nomme d'abord ministre des Transports en 1991. Puis, avant les élections de 1992, il y a eu une scission au sein du Front du salut national. Iliescu est parti avec son équipe, des nouveaux politiciens dont nombreux étaient en fait des anciens politiciens liés à l'ancien régime. C'est à ce moment-là que je fonde le Parti démocrate, en mars 1992. Avec d'autres, Băsescu m'accompagne et mène une carrière politique à mes côtés pendant plus de dix ans. Ensuite, nous avons divergé de points de vue, notre séparation ne fut pas très jolie. Mais pour moi, il n'y avait pas d'autres options, je ne pouvais pas rester dans le Parti démocrate tel qu'il s'est développé jusqu'à aujourd'hui, c'est-à-dire avec un chef et ses serviteurs. Depuis donc plusieurs années je ne suis plus un politique, mais je m'exprime quand je le juge nécessaire.

Comment se fait-il tout de même que vous n'ayez pas pu concrétiser votre pouvoir tout au long des années 1990 ? Vous étiez très populaire...

Les réformes que j'ai entreprises dans les années 1990 et 1991 sont à la base de ce qui est aujourd'hui la Roumanie, et politiquement, et économiquement. Il fallait mettre en place les fondements d'une démocratie. Par exemple, la loi fondamentale 31 de 1990 sur le fonctionnement des sociétés commerciales est restée la même. J'ai par ailleurs fondé beaucoup d'institutions, la gendarmerie, l'Académie de police, dix-sept universités, la Cour des comptes, et j'en passe. Ce qui n'a pas abouti fut la continuation du cours des réformes, à cause d'un coup de force, en 1991, comme un coup d'État, monté de l'intérieur avec l'appui du SRI, les services secrets roumains, remplis d'anciens de la Securitate. C'est un fait aujourd'hui historiquement prouvé. Et c'est Iliescu qui les a utilisés afin d'asseoir son emprise politique sur le pays. Malheureusement, beaucoup de réformes entamées n'ont pas pu être menées à bien. Ce qui ne s'est pas produit dans d'autres pays ex-soviétiques.

Vous avez eu le pouvoir et vous l'avez perdu, sans jamais le retrouver. Pourtant, on ne sent aucune amertume, aucune aigreur de votre part. Comment l'expliquez-vous ?

Je me suis souvent posé cette question... (silence)... Mais un politique ne peut pas être amer, tout comme il ne peut pas être malade. Je suis parfaitement en paix avec

moi-même. D'autant qu'en tant que Premier ministre, j'ai passé la période la plus difficile, de loin la plus difficile, remplie de tensions, de surprises, c'était explosif... Tous ces changements qui ont eu lieu tout à la fois, dans une liberté quasiment totale mais aussi dans un respect presque nul des institutions, ne m'ont pas empêché de poursuivre le programme des réformes. Comment ? Parce que la population avait une confiance immense en moi, la population croyait et voulait croire au changement. Jusqu'en 1991. Il faut dire aussi que le président Iliescu avait gagné en 1990

les élèves de l'Académie militaire, toujours aux ordres de Ceaușescu, tirent sur nous peu avant minuit le 21 décembre, 39 de mes camarades sont tués, j'aurais pu être l'un d'entre eux. C'est à partir de ce moment-là qu'un grand élan populaire fera tomber Ceaușescu et qu'en quelques heures tout le régime s'effondrera. Vous appelez cela un coup d'État ? Il y avait, de Timișoara à Bucarest, une véritable soif de liberté qui n'a pas pu être muselée par le régime. Mais il faut ajouter que Ceaușescu fut aussi un parfait bouc émissaire pour les apparatchiks qui

collectif, pas du tout personnalisé. Mais en général, ceux qui arrivent au pouvoir commencent à ne plus douter. Car tout devient très facile, tout le monde vous obéit, on est tout d'un coup le privilégié des privilégiés. Le pouvoir est d'un côté aimé par celui qui le détient mais de l'autre, il fait peur, on le redoute. Et cela ne va qu'en empirant. Celui qui a le pouvoir a le sentiment qu'il en a toujours plus et les autres le redoutent chaque fois plus. Dans un monde idéal, le pouvoir devrait simplement servir à faire des choses, à améliorer la vie des gens, être responsable,

utilisé le pouvoir pour un intérêt personnel, le critère, ou disons, l'équation est la suivante : un homme politique, un leader, a autant de pouvoir que de confiance publique. Quand vous avez la confiance publique, vous pouvez tout faire. Pour le bien ou pour le mal. Quand j'ai été investi en tant que Premier ministre, j'ai bénéficié d'une confiance publique immense. Le premier parlement libre de l'après Ceaușescu avait voté à l'unanimité en faveur de mon gouvernement. Pourquoi ? Parce que la confiance publique était telle que personne n'avait envie de voter contre. Quand un homme politique n'a pas cette confiance publique, il ne vaut pas grand-chose.

Et aujourd'hui, qu'est-ce qui donne confiance ?

L'économie, le bien-être économique. Mais il faut se rappeler que la confiance est une valeur très volatile, qui peut disparaître en quelques semaines suivant les circonstances. Gérer une confiance publique n'est pas simple. Il y a cette phrase de l'ancien Premier ministre espagnol Felipe Gonzalez qui me plaît beaucoup et qui dit que gouverner, c'est gérer les attentes. C'est tellement vrai, gouverner c'est gérer l'expectative.

Comment avez-vous perdu votre confiance publique ? Et pourquoi l'espoir s'est délité dans la société roumaine ?

Ce qui a provoqué la destruction de tout un système de confiance, et il ne s'agit pas de la seule confiance que la population m'a accordée à un moment donné, c'est l'utilisation par certains de l'argent public à des fins personnelles. L'équation, l'équilibre politique est alors brisé, c'est terminé. Les gens deviennent suspicieux pour tout et n'importe quoi. On vit en ce moment en Roumanie cette période extrêmement dangereuse où tout est susceptible d'être faux, mensonger, corrompu. Et cela empire. Cet affairisme politique ou si vous voulez cette politique affairiste s'est accentuée à partir de 2009. Ce n'est pas qu'un sentiment, des faits montrent très clairement que le pouvoir est utilisé pour faire des affaires. Je ne vois pas, ou très peu, de dirigeants responsables, ils n'ont qu'une seule priorité : gérer l'argent pour



leur enrichissement personnel. Et les jeunes qui entrent maintenant en politique ne sont souvent que des opportunistes. Je ne veux pas généraliser, mais j'en ai vu tellement...

Que pensez-vous de la crise actuelle ?

Aujourd'hui on reconnaît que l'analyse de Marx sur le capitalisme était très pertinente, mais ses projections sur le communisme fausses, complètement fausses. On ne peut pas revenir à un fonctionnement du monde sans marché. D'un autre côté, si une société humaine n'est pas solidaire, elle est vouée au désastre. Ce qui est en cause aujourd'hui, c'est que la politique est trop liée aux affaires, qu'elle ne sait plus reconnaître ses responsabilités. Et les hommes d'affaires ne veulent qu'une chose : la stabilité à travers les pouvoirs publics pour asseoir leur monopole. Le grand historien français Fernand Braudel disait que l'économie de marché était concurrentielle mais que le capitalisme était monopolistique. Le problème, c'est la cupidité, la cupidité sans limite, à bouche ouverte, « desbocada » comme on dit en espagnol. La croissance d'un pays développé sera maximum de 2, voire 3%, alors comment et pourquoi les hommes d'affaires veulent toujours plus ? Si je suis en faveur de la liberté de marché, qui est fondamentale, la politique porte la responsabilité d'équilibrer la société. Mais quand la politique est affairiste, c'est terminé, il n'y a plus de transparence, que ce soit en Roumanie ou ailleurs.

Ce qui vous rend tout de même optimiste pour la Roumanie ?

C'est un pays plein d'avenir en termes de croissance économique, et d'opportunités pour les investisseurs. Mais il faut le remettre au travail.

Que pensez-vous de Nicolas Sarkozy et de François Hollande ?

Je connais bien François Hollande et je connais assez Nicolas Sarkozy. Je pense que lorsque les Français ont élu Sarkozy, sans l'avouer, ils se sont dit qu'ils allaient le laisser faire ses réformes, mais en tournant le dos. Car il faut moderniser l'État français. Mais il n'a pas réussi. À mon avis, il a trop personnalisé la politique, ou bien il ne savait pas faire autrement. François Hollande lui n'est pas encore dans la peau d'un chef des Français. Il doit vraiment travailler là-dessus pour gagner cette confiance dont nous parlions précédemment, pour que les gens se disent qu'il a la carrure, l'envergure nécessaire. J'ai eu la joie et la fierté d'avoir très bien connu François Mitterrand. Il m'appréciait et jusqu'à la fin, chaque fois que je demandais à le voir il me recevait. Il avait une capacité formidable à se faire comprendre par les Français et à se faire respecter par les Français.

Propos recueillis par Laurent Couderc.
Photos : D. R.



l'élection présidentielle avec 85% des voix, il y avait entre lui et moi comme une image d'équilibre entre le passé et le futur.

Pourquoi n'y a-t-il alors pas eu une deuxième révolution en 1991 ?

Votre question est juste, mais c'est plus tard que les gens ont compris que l'éviction de mon gouvernement signifiait le grand retour de la politique politicienne. L'espoir allait disparaître et ce jusqu'à aujourd'hui.

1989 fut selon vous une vraie révolution du peuple ?

Il n'y a aucun doute là-dessus, j'étais moi-même aux barricades, personne ne peut remettre en question ce que j'ai vécu. Quand

voulaient rester aux commandes. D'autant qu'il y avait encore plus d'un million de collaborateurs directs de la Securitate. Il y a eu comme un détournement de la politique, la société roumaine n'a pas pu continuer son chemin vers la démocratie sans se heurter à des obstacles parfois très difficiles.

Revenons à la notion de pouvoir. Comment expliquez-vous qu'un homme politique, où qu'il soit, s'accroche autant au pouvoir ?

C'est comme une drogue. Les gens qui arrivent au pouvoir, au bout de quelque temps, ne sont plus les mêmes. Cela n'a pas été mon cas tout simplement parce que je n'ai pas eu le temps de jouir du pouvoir, je n'ai fait que servir, j'étais dans l'urgence. C'était aussi un pouvoir en quelque sorte

transparent et surtout prêt à rendre des comptes. J'ai un critère. Qui n'est ni exhaustif, ni définitif, ni unique. Pour moi, en tant que démocrate convaincu et qui n'a jamais

« Je suis parfaitement en paix avec moi-même. D'autant qu'en tant que Premier ministre, j'ai passé la période la plus difficile, de loin la plus difficile, remplie de tensions, de surprises, c'était explosif... »

tif, ni définitif, ni unique. Pour moi, en tant que démocrate convaincu et qui n'a jamais

Autrefois grande exportatrice de caviar, la Roumanie a interdit la pêche de l'esturgeon, menacé de disparition, en 2006. Aujourd'hui, l'avenir du caviar made in Roumanie dépend de l'aquaculture et de la réussite des programmes de préservation de l'espèce dans le Danube. Un défi difficile à relever, tant l'or noir des esturgeons suscite des convoitises.

LE POISSON QUI VALAIT DES MILLIONS



ROBERT RADUTA S'ARRETE AU MILIEU d'un chemin de terre, face à un banal hangar gris. Rien ne le laisse présager mais derrière ce portail dort un véritable trésor : 200.000 esturgeons, le poisson le plus précieux au monde. Celui dont les œufs noirs valent de l'or. Passionné de pêche, Robert Răduță a ouvert cette ferme piscicole il y a cinq ans, à

Tămădău, à une trentaine de kilomètres au sud-est de Bucarest. Ici, chaque printemps, plus d'une centaine de milliers de jeunes esturgeons – esturgeon étoilé, russe, béluga, esturgeon du Danube – sont conçus artificiellement. La majeure partie est censée être relâchée dans le Danube, pour venir grossir les rangs des estur-

geons sauvages menacés, tandis qu'un petit pourcentage est destiné à la vente. « J'avais une concession dans le Delta, où se pratiquait la pêche à l'esturgeon jusqu'au moratoire de 2006. En 2005, on a créé une station de reproduction artificielle. J'étais certain que c'était une affaire très prometteuse », explique-t-il en faisant le tour du propriétaire.

Dans ces dizaines de bassins, des milliers d'esturgeons, âgés de quelques mois à cinq ans, attendent donc d'être libérés dans le Danube ou vendus pour leur chair. Mais pour le caviar, il va encore falloir patienter un peu. « Dans un an on pourra collecter les œufs des femelles cegă (sterlet en français, ndlr) », l'espèce qui arrive le plus tôt à maturité sexuelle. 70 tonnes d'esturgeons, stockés dans une autre ferme, dans l'Olt (au sud du pays), sont d'ores et déjà destinées à la production de caviar. « Je n'ai pas encore eu le temps de réfléchir à une marque, une stratégie, avoue le dynamique quinquagénaire, mais nous allons devenir un acteur important dans le secteur. Nous avons 120.000 béluga, dont le caviar est le plus recherché. Nulle part ailleurs vous n'en trouverez autant au même endroit. » Sachant qu'une femelle peut pondre plusieurs millions d'œufs et que le kilo de caviar de béluga se vend 6000 euros, Robert Răduță est sans aucun doute assis sur un trésor.

LA PECHE INTENSIVE A FAIT FONDRE L'ESPECE

Sa station de reproduction contribue aussi à sauver l'esturgeon de Roumanie. Certes, le pays dispose toujours de la plus importante population d'Europe. Mais le poisson aux œufs précieux est en danger. Après la révolution, l'esturgeon est en effet devenu

une proie privilégiée, dont la capture et le commerce ont échappé à tout contrôle. Le nombre de pêcheurs sous licence a explosé, le braconnage aussi et les stocks de poissons ont dangereusement fondu. À partir de 1998, l'esturgeon a rejoint la liste des espèces menacées établie par la CITES (Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction) et un système de quotas devait

« C'est dur de tout contrôler. Le fleuve est immense, les braconniers pêchent la nuit, par mauvais temps... On trouve même du béluga sauvage à la carte dans certains restaurants ! »

régir le commerce du caviar. En vain. La surexploitation continue, accentuée à partir de 2001 par le système de concessions privées mis en place dans le Danube et qui permet au braconnage de fleurir.

Coordonnateur du département de préservation des esturgeons à l'Institut national du

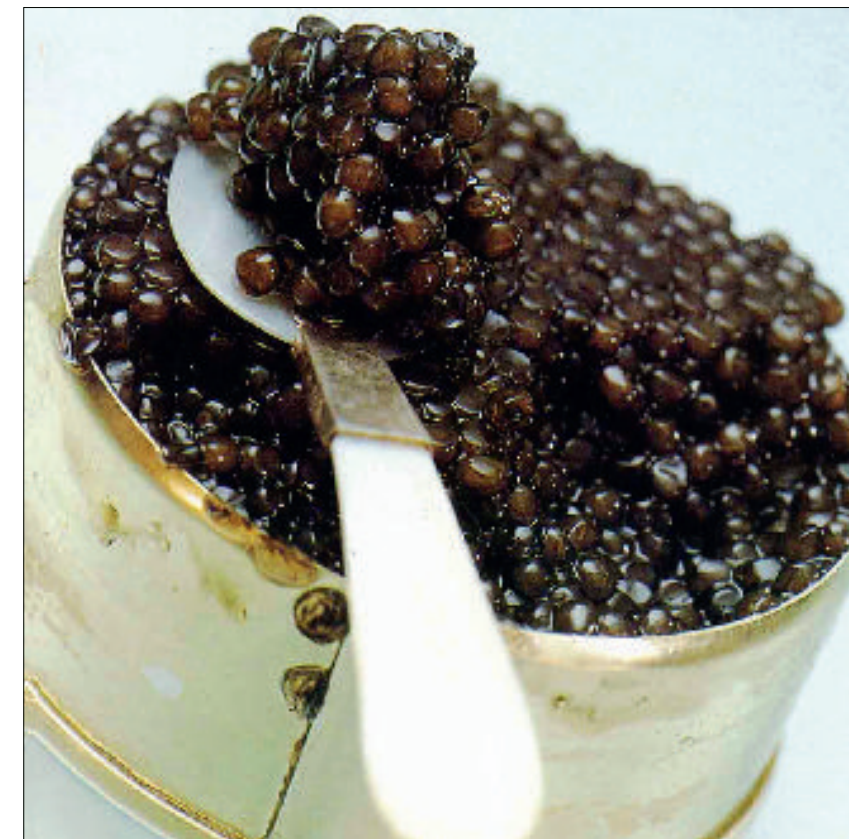
delta du Danube de Tulcea (INDD), Radu Suciu n'a pas oublié ce jour de mai 2004. Lorsqu'il a ouvert le fichier CITES recensant les esturgeons exportés, il a découvert une longue liste de captures « accidentelles » en période de reproduction, quand la pêche est interdite. « Un premier poisson pêché accidentellement avait obtenu l'autorisation d'être vendu, et comme par hasard, le nombre de prises involontaires, surtout de femelles renfermant des kilos de caviar, avait explosé, se souvient le scientifique. Ce n'était que la partie visible. De nombreux pêcheurs braconnaient et vendaient un kilo de caviar 100 euros. Le négociant le revendait 1000 euros. C'était tentant... »

À l'époque, le caviar roumain est de plus en plus recherché, car les esturgeons de la mer Caspienne, surexploités, disparaissent. La Roumanie devient même le principal exportateur mondial. Mais, au fond du Danube et de la mer Noire, l'esturgeon se meurt, la reproduction sur le long terme n'est plus assurée. Il y a urgence.

Radu Suciu alerte le ministère de l'Environnement. Un an plus tard, les autorités décident d'interdire la pêche pour dix ans et lancent ces programmes de repeuplement. « Il fallait compenser les générations perdues, explique-t-il, et atteindre à nouveau le seuil nécessaire à la perpétuation naturelle de l'espèce. »

FAUTE D'ARGENT, LE REPEUPLEMENT EST SUSPENDU

Entre 2006 et 2009, 412.000 jeunes esturgeons ont été relâchés dans le Danube, la plupart nés chez Robert Răduță. Principale station de reproduction du pays, sa société a signé un contrat d'un million d'euros par an avec le ministère de l'Agriculture. L'accord prévoit que 100.000 spécimens, élevés à partir de la semence des « reproducteurs capturés par les pêcheurs et relâchés vivants », soient introduits dans les eaux du Danube, après avoir été scrupuleusement bagués par l'INDD, qui supervise ce programme. Mais depuis 2009, le projet a été suspendu par le ministère de l'Agriculture, faute de fonds suffisants. Une décision dangereuse pour l'avenir de l'espèce. « Le programme devait permettre de reconstituer dix générations, nécessaires pour un développement sur le long terme. Ce qui a été fait est insuffisant... Le béluga, par exemple, arrive à maturité à 14-15 ans, explique Radu Suciu. On va toujours avoir un trou dans les générations. Le ministère souhaite que l'on fasse une étude sur les résultats, le taux de survie, avant de poursuivre. Mais il ne la finance pas... L'an dernier, dans une affaire de braconnage, on a trouvé l'un de nos petits, qui avait une bonne croissance. C'est encourageant.



Mais d'autant plus dommage que le programme a été suspendu... »

Robert Răduță, lui, est en colère. « Je me retrouve avec 150.000 poissons sur les bras, qu'il faut entretenir. Cette décision est incohérente et dangereuse. La Roumanie a la chance d'avoir une richesse incroyable, il ne faut pas la gâcher, lâche-t-il. Un million d'euros, ce n'est rien comparé au potentiel. En 2009, 150.000 esturgeons ont été relâchés. Imaginons que 5000 femelles reviennent migrer dans le Danube et que les pêcheurs soient autorisés à en capturer 1000. Leurs œufs vont valoir des millions de dollars ! Et malgré ça, ils ont tout arrêté... »

LE DANGER DU MARCHÉ NOIR

Un autre danger menace aussi l'avenir de l'esturgeon roumain : le braconnage. Car la pêche illégale et la commercialisation du caviar au marché noir n'ont pas cessé malgré le moratoire de 2006. Fin octobre, à Galați, un jeune homme a été arrêté alors qu'il tentait de vendre pas moins de trois kilos de caviar de béluga. « Bien sûr que le marché noir existe, confirme Radu Suci. C'est dur de tout



L'AVENIR DANS L'ELEVAGE

Comme en Russie, le salut de l'esturgeon roumain se trouve sans doute dans le caviar d'élevage. Depuis 2006, l'aquaculture est encouragée et commence doucement à se développer. « Pour le moment, il existe cinq sociétés spécialisées dans l'élevage d'esturgeons », affirme le professeur Neculai Patriche, expert à l'Institut de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture de Galați. « Outre celle de Robert Răduță, il y a une ferme à Constanța qui a récolté son premier kilo de caviar cette année mais ne le commercialise pas encore; Kaviar House, qui a plusieurs fermes piscicoles dans la région du Delta, ainsi que deux

autres entreprises, à Făgăraș et à Timișoara. » Par ailleurs, « d'autres sociétés, une dizaine, ont déposé des projets, souvent en demandant des fonds européens, pour ouvrir à leur tour des fermes piscicoles », ajoute Neculai Patriche. Parmi elles, celle de Robert Răduță, encore lui, qui vient de déposer un projet pour une ferme de 5 millions d'euros dédiée uniquement à l'élevage de 300 tonnes d'esturgeons. Encore balbutiante, l'aquaculture des esturgeons est promise à un bel avenir. Dans une dizaine d'années, Neculai Patriche est certain que la Roumanie dépassera ses voisins bulgares et hongrois, qui ont pris plus tôt le virage de l'élevage. Radu Suci, lui, espère que ce développement va réduire la pression sur les esturgeons sauvages. D'autant qu'en 2015, l'État roumain va devoir décider s'il autorise ou non la reprise de la pêche. Radu Suci n'y est pas opposé, mais sous conditions. « Il faudrait que le programme de soutien au repeuplement reprenne et que les quotas de pêche soient vraiment réduits, pour ne pas mettre de nouveau l'espèce en péril et ne pas briser un équilibre fragile. »

Marion Guyonvarch
Photos : M. G. et D. R.

« Il faudrait que le programme de soutien au repeuplement reprenne, et que les quotas de pêche soient vraiment réduits, pour ne pas mettre de nouveau l'espèce en péril »

contrôler. Le fleuve est immense, les braconniers pêchent la nuit, par mauvais temps... On trouve même du béluga sauvage à la carte dans certains restaurants ! »

En novembre, le World Wildlife Fund (WWF) a d'ailleurs tiré la sonnette d'alarme et sommé les autorités roumaines – et bulgares – d'appliquer avec plus de fermeté les interdictions. Selon un rapport de l'organisation, 14 saisies de 52,5 kg de caviar illégal en provenance de Bulgarie et de Roumanie ont été réalisées entre 2000 et 2009 par les autorités de l'UE. Aucun des deux pays n'a, par contre, déclaré la moindre saisie de caviar illégal... « Les quantités saisies ne sont pas importantes, mais il faut savoir que le volume réel du commerce illégal est bien plus élevé », soutient Katalin Kecse-Nagy, l'auteur du rapport.

L'ESTURGEON ET LE DANUBE

Quatre espèces sont répandues dans le fleuve et la mer Noire : le *morun* (béluga), la *păstrugă* (esturgeon étoilé), le *nisetru* (esturgeon russe) et la *cegă* (sterlet). Ces poissons préhistoriques sont recherchés pour leurs œufs noirs – le caviar de béluga peut se vendre plus de 6000 euros le kilo sur le marché européen (encore plus cher pour le caviar sauvage vendu au noir) – mais aussi pour leur chair. Ils sont pêchés en mer Noire et dans le delta du Danube. Entre 1990 et 2005, les stocks d'esturgeons de la mer Noire, qui viennent se reproduire dans le Danube, ont diminué de près de 50% en moyenne, selon l'INDD. La baisse atteint même 90% pour le *nisetru*, l'espèce la plus menacée, 75% pour le *morun*, 65% pour la *păstrugă*. La population de *cegă*, au contraire, a augmenté de 30% environ, grâce à la baisse de la pollution chimique dans le Danube depuis vingt ans.

LA SCIENCE PISTE L'ESTURGEON

L'INDD de Tulcea, chargée avec l'Institut de la pêche et de l'aquaculture de Galați d'étudier et de veiller sur l'esturgeon roumain, a lancé plusieurs programmes pour mieux connaître ce poisson, sa migration, ses zones de reproduction, d'hibernation. Chaque printemps, l'INDD capture ainsi des jeunes esturgeons sauvages, « qui sont pesés, mesurés, et surtout bagués afin de pouvoir suivre l'évolution du poisson », explique Marian Paraschiv, chercheur. « Cela nous offre des indications précieuses sur la répartition des espèces, les stocks... » Un programme de suivi par satellite d'une dizaine d'esturgeons, financé par la Norvège, a été mis en place. Et a permis de suivre en temps réel l'odyssée d'Harald, un esturgeon libéré en 2009 dans le Danube qui a terminé dans l'assiette d'un client de la ville de Novofedorivka, en Ukraine. L'INDD a démarré une étude pour mesurer l'impact des travaux prévus par le ministère des Transports pour améliorer la circulation dans le Danube. Des émetteurs à ultra-sons vont enregistrer les routes de migration des esturgeons et permettre de voir si elles seront affectées. Enfin, l'INDD gère une station de contrôle des esturgeons, à Isaccea, sur le Danube, destinée à accueillir des chercheurs du monde entier, et suivre au mieux le parcours et l'évolution des stocks de poissons.



Lafarge este lider mondial in industria materialelor de constructii, detinand pozitii de varf cu toate diviziile sale: Ciment, Agregate & Betoane si Gips.

In 2010 si pentru al saselea an consecutiv, Lafarge a fost clasificata printre „cele mai durabile 100 de corporatii din lume”.

Prin intermediul celui mai important centru de cercetare in domeniul materialelor de constructii din lume, Lafarge plaseaza inovatia in centrul prioritatilor sale, intr-un demers de a asigura constructii durabile si crestintate arhitecturala.

LAFARGE
dan Viată materialelor

« CETTE ANNEE ELECTORALE SERA SPECTACULAIRE »

Des élections législatives et locales sont prévues dans les mois à venir. Dans quelle situation se trouve la scène politique roumaine ? Qui sont les favoris ? Le politologue Alfred Bulai, professeur à l'École nationale de sciences politiques de Bucarest, démêle le jeu politique en cours et à venir.

Regard : Quelles chances donnez-vous à l'Union sociale libérale (USL), la grande alliance de l'opposition entre le Parti social démocrate (PSD) et le Parti national libéral (PNL) pour les prochaines élections législatives et locales ?

Alfred Bulai : En ce moment, selon les sondages d'opinion, l'USL obtiendrait autour de 50% d'opinion favorable, mais on ne peut avoir qu'une confiance limitée dans ce pourcentage à un an des élections, un scandale est vite arrivé... D'autre part, on a observé que tous les sondages qui ont été réalisés un an avant des élections se sont avérés très inexacts par rapport aux résultats finaux. Quoi qu'il en soit, une chose me semble assez certaine : l'USL gagnera les élections. Le Parti démocrate libéral (PDL, aujourd'hui au pouvoir, ndlr) n'a aucune chance, soyons réalistes. Pour l'USL, le souci est de gagner avec un pourcentage au-dessus de la barre des 50%, afin qu'il puisse poser problème au gouvernement.

Il y a cette habitude de changer la législation électorale avant chaque élection. Qu'en est-il aujourd'hui notamment avec l'idée de réorganisation administrative ?

La réorganisation administrative est la première des réformes qui a des chances de devenir réalité, je pense. Il y a des discussions entre les partis et il se peut que l'on arrive à une entente. La deuxième chose dont on parle est la modification du seuil électoral, qui passerait de 5 à 3%. Ce qui permettrait à des formations plus petites d'entrer au Parlement et qui conviendrait au PDL, parce que cela lui donnerait plus de capacité de négociation et réduirait le nombre de places pour l'USL.

Et si l'on définit un autre système de vote pour les élections locales également, en partant de l'idée que les maires seront élus dès le premier tour, il est clair que les élus actuels ont toutes les chances de rester à leur poste, quel que soit le parti auquel ils appartiennent. Enfin, il y a la question des collèges électoraux, qui se forment par décision du gouvernement. À Bucarest par exemple, si les élections ont lieu suivant l'ancien modèle, avec deux tours de scrutin, l'USL a des chances de gagner toutes les élections, à partir du moment qu'il arrive à se mettre d'accord avec le maire général de la capitale Sorin Oprescu. Avec un changement du système, l'USL peut espérer, dans le meilleur des cas, trois secteurs à Bucarest, car ils ont déjà perdu les maires des secteurs 2 (Nicolae Onțanu) et 4 (Cristian Popescu Piedone). Liviu Negoită du secteur 3 gagnera au moins le premier tour. De plus, on ne sait pas si les élections locales auront lieu en été ou en même temps que les élections parlementaires, ce qui créerait des confusions supplémentaires.

L'USL ne semble pas avoir en ce moment l'impact que beaucoup espéraient. Avant



que cette alliance apparaisse, le PSD et le PNL avaient 58% d'intentions de vote. Maintenant, à travers l'USL, ils n'obtiennent que 52%...

Ces sondages ne disent pas ce qu'il va arriver. L'enjeu, pour l'USL, est d'obtenir plus de 50% afin de pouvoir imposer un Premier ministre, ce qui ne sera pas simple. Le PDL gagnera, sans très grands efforts, entre 15 et

20% parce qu'il peut récupérer les voix de ceux qui n'ont pas trop souffert de la crise, et qui sont d'accord avec l'idée que ceux qui ne travaillent pas ne sont que des assistés. D'autre part, on a tendance à oublier une chose importante. Aucun parti au pouvoir n'a gagné les élections qu'il a organisées. Je ne parle pas évidemment des premières élections de 1990 ou 1992. À partir de 96, les partis qui ont organisé les élections les ont systématiquement perdues. Car tout ce qui peut influencer le résultat des élections se passe quelques mois avant le vote. En 1999, un an avant l'élection de 2000, personne ne soupçonnait que deux des personnalités les plus solides à la présidence, en l'occurrence Theodor Stolojan et Mugur Isărescu, allaient se retrouver dans la posture de candidat.

De nouvelles formations peuvent-elles encore apparaître ? Toute l'intelligentsia dont Traian Băsescu s'est entouré, Monica Macovei, Cristian Preda ou Sebastian Lăzăroiu, ne semble plus trouver sa place au sein du PDL...

Peut-être, mais ils savent aussi qu'ils ne peuvent pas ramener de votes. Lors des élections partielles, où le PDL a obtenu un

résultat extrêmement bon par rapport à ce que l'on voyait dans les sondages, on a pu observer que c'étaient les leaders régionaux fidèles au parti qui ramenaient les votes, pendant que les têtes d'affiche font de beaux discours à la télé. Il serait très naïf de croire qu'un parti d'intellectuels peut fonctionner, parce qu'un parti signifie surtout structure, organisation, etc. Et je ne crois pas qu'il y ait de grands bouleversements jusqu'au printemps au moins, les fêtes arrivent, et il n'y a pas d'enjeu urgent.

Le président Traian Băsescu a dernièrement pris position, comme pour se démarquer du PDL. Peut-il toujours être une locomotive ?

Non, et il ne l'est plus depuis un certain temps, disons depuis 2009.

Si la loi électorale ne change pas et que le seuil éligible reste de 5% des voix, lesquels des petits partis auraient des chances d'entrer au Parlement ?

Deux partis : le PRM (Parti de la Grande Roumanie, ndlr), parce qu'il a derrière lui une histoire et même si Vadim Tudor est un personnage politique un peu dépassé. Dan

Diaconescu a des chances, mais seulement s'il est soutenu par le PDL, plus ou moins ouvertement. Petite parenthèse : n'oublions pas que dans le jeu électoral, souvent le facteur le plus important est la faute de l'adversaire. Rappelez-vous la manière dont Mircea Geoană a perdu l'élection présidentielle de 2009, en grande partie à cause de sa visite la veille du vote chez un personnage controversé tel Sorin Ovidiu Vintu.

Comment voyez-vous l'ambiance générale de cette année électorale ?

2012 sera spectaculaire. Il y aura de nombreuses crises. Ce sera probablement un grand désordre, et si toutes les élections ont lieu au même moment, imaginez... Personne ne comprendra qui est candidat pour la mairie, la Chambre des députés, le Sénat... Ce sera la cacophonie la plus totale. De plus, dans le milieu rural, il n'est pas obligatoire que le candidat à la mairie soutienne forcément le candidat du parti au Parlement. J'espère que tout n'aura pas lieu en même temps, ce ne serait pas bon pour la démocratie en Roumanie.

Propos recueillis par Carmen Constantin.
Photo : Mihai Barbu



DONNEZ DE L'OXYGÈNE
ENSEMBLE NOUS AIDONS NOTRE PLANÈTE À RESPIRER!



Bricostore s'engage pour l'avenir de la planète et propose des produits éco-citoyens. À l'occasion de la semaine de l'écologie, nous vous proposons de planter un arbre.

Mais pourquoi planter un arbre ? Parce que l'arbre est un véritable puits de carbone. Il absorbe le CO2, le gaz à effet de serre principal, et le stocke dans son bois. En plantant un arbre, vous contribuez à réduire les émissions de CO2. Bricostore vous propose de planter un arbre gratuitement. Choisissez parmi les espèces proposées et nous nous occupons de tout le reste. C'est simple et efficace.



MEDECINE : L'admission des étudiants français en cause



Lors d'une visite en Roumanie au mois de novembre, le président de l'Ordre des médecins français, Michel Legmann, a trouvé « *choquant* » le fait qu'il n'existait « *aucune sélection pour les étudiants étrangers dans les facultés roumaines* ». Même si les conditions d'enseignement sont « *très bonnes* », a-t-il estimé, l'autorité qu'il préside réfléchit à un système permettant de « *vérifier les connaissances des étudiants qui ont choisi la Roumanie à leur retour en France* ». Cette pratique n'est toutefois pas permise par la législation communautaire. Le ministre de l'Éducation roumain, Daniel Funeriu, aurait tout de même assuré à l'intéressé que la qualité du recrutement dans les facultés de médecine de Roumanie allait être analysée. À noter par ailleurs que de son côté, la France devrait augmenter le *numerus clausus* des étudiants acceptés en deuxième année de médecine afin notamment de remédier au manque croissant de médecins dans les campagnes. Jonas Mercier. Photo : Mediafax

Un projet associatif de médecine scolaire dans le delta du Danube

L'Association pour sauver le Danube et le Delta organise une opération de santé publique dans plus de 650 établissements scolaires du delta du Danube. Ce programme intitulé « *La santé des enfants du delta du Danube* », soutenu notamment par les ministères de l'Éducation et de la Santé, compte toucher plus de 80% des enfants de la région en proposant des visites médicales gratuites et une éducation à la santé. Pendant trois mois, deux pédiatres accompagnés de huit étudiants en médecine sillonneront cette zone rurale où, selon l'ONG environnementale, certains villages sont presque totalement dépourvus d'infrastructures médicales. François Gaillard.

La presse écrite bientôt obligée d'annoncer la couleur de son contenu ?

Un groupe de députés a déposé au mois de novembre une proposition législative visant à indiquer par un signe distinct les journaux, revues et sites Internet qui présentent un contenu violent ou à connotation sexuelle. Le texte prévoit que les publications visées affichent, à l'image de la réglementation en cours pour la télévision, le chiffre 18 entouré d'un cercle rouge de quatre centimètres de diamètre en une ou sur les pages concernées. Ce projet de loi est actuellement en débat. J. M.

LES ROUMAINS SE METTENT AU CHINOIS

L'enseignement du chinois au sein du réseau de l'Institut Confucius connaît un certain engouement en Roumanie, enregistrant chaque année des milliers de nouveaux inscrits. À Cluj par exemple, ils sont cette année plus de 300 au premier trimestre et ils étaient plus de 700 aux deux trimestres précédents, à raison de 50 lei par semestre. Dans la petite ville de Deva (ouest), trois étudiantes chinoises de l'université Lucian Blaga de Sibiu viennent enseigner leur langue à des dizaines de personnes. Tandis qu'à Bucarest, un nouveau centre social spécialisé dans le soutien scolaire situé dans le quartier Andronache (secteur 2) a également ouvert une section d'apprentissage du chinois. F. G. (avec *Adevărul*)

LA CHRONIQUE
D'ISABELLE WESSELINGH

BEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN, PEU DE BRUIT POUR BEAUCOUP

« *Beaucoup de bruit pour rien* » : ce titre d'une pièce de Shakespeare est devenu une expression du langage courant et je ne peux m'empêcher de lui trouver souvent une étonnante actualité. Il s'écoule ainsi des jours où se succèdent sur l'écran de télévision des mariages de vagues célébrités, souvent incon- nues au-delà de leur ville ou de leur pays mais qui occultent des sujets aussi importants que la répression sanglante en Syrie de manifestants demandant plus de liberté et de démocratie. Sur l'écran se succèdent images de gaffes, de petits scandales ou faits divers qui devraient rester cantonnés aux pages de quoti- diens locaux, des hommes politiques hurlant les uns sur les autres et s'accusant de mensonges. Une vague petite phrase sur la nécessité d'un remaniement réussit à faire se remplir les pages des journaux et les programmes télévisés de mille analyses, parfois faites par des gens dont on se demande comment ils ont pu obtenir ce titre d' « *analyste politique* ». Et puis le sujet tombe aux oubliettes aussi vite qu'il était sorti de l'ombre. Beaucoup de bruit pour rien. Rien sur le fond, sur l'analyse d'une société, sur la profondeur de ses malaises ou de ses réussites, sur les moyens de la changer. L'esprit un peu fatigué par ce vacarme, je suis partie à Cluj, voir le festival de théâtre et danse contemporaine Temps d'Images. Un festival guère couvert par les grands médias nationaux roumains, qui se déroule presque sans bruit, dans la ville de Transylvanie. Pourtant, curieusement, dans ce « *peu de bruit* » se sont retrouvés de jeunes dramaturges, metteurs en scène et acteurs qui ont beaucoup à dire sur la Roumanie contemporaine. Des artistes qui ont aussi su, sans bruit, être appréciés et traduits à l'étranger. David Schwartz et Mihaela Michailov, qui ont déjà monté des pièces profondes et justes sur les res- titutions de propriétés, la perte de logement ou travaillé avec beaucoup d'humanité avec des personnes âgées, ont présenté une pièce sur les minériades, utilisant à la fois documents historiques et témoignages. Gianina Cărbunariu, 34 ans, dramaturge déjà invitée par de nombreux théâtres en France, en Allemagne ou en Autriche, a de son côté choisi de baser sa nouvelle pièce *X centimètres de Y kilomètres* sur une transcrip- tion intégrale de la Securitate, la police politique roumaine, lorsqu'elle surveillait l'écrivain Radu Tudoran (cette transcription occupe à peine quelques centimètres sur les 24 kilomètres de rayonnage des archives de la Securi- tate). Évitant l'écueil que cette transcription apparaisse au spectateur comme « *la vérité* », Gianina Cărbunariu a construit une mise en scène originale et un pont vers les interrogations de la société d'aujourd'hui et les racines de ses maux. « *Jusqu'à présent, il apparaît de temps en temps une information sur la Securitate, quelqu'un a collaboré, mais elles sont prises dans un malaxeur médiatique et finalement on a très peu d'analyses en profondeur* » sur les conséquences de ce long passé de surveillance sur la société roumaine actuelle, dit-elle. Sa conclusion : « *Aujourd'hui, beaucoup de gens présentés comme des "modèles" par les médias ne sont des exemples ni de solidarité, ni de courage, ni de sérieux.* » Et pourtant de tels exemples existent, souvent sans bruit.



Lors du festival Temps d'Images à Cluj fin novembre, organisé par l'association Colectiv A. Photo : Sânziana Crăciun

Selon Durex

Fin novembre, le fabricant de préservatifs Durex a réalisé une étude en ligne sur la sexualité dans 35 pays. Cette étude, intitulée « *The Face of Global Sex 2011* » – dont le contenu dans son intégralité n'est pas disponible sur le Net, on ne sait notam- ment pas combien d'individus y ont participé – révèle que les Roumains n'utilisent en moyenne qu'un seul préservatif par an, soit deux fois moins que leurs voisins hongrois et sept fois moins que les Britanniques. 56% des sondés (hommes et femmes confondus) affirment également ne pas avoir utilisé de protection lors de leur premier rapport sexuel. En moyenne, les Roumains interrogés déclarent avoir eu 17 partenaires dans leur vie, contre 6 pour les Roumaines. Par ailleurs, sur l'ensemble des sondés, 21% des hommes et 12% des femmes disent avoir déjà trompé leur partenaire. F. G.

Isabelle Wesselingh est chef du bureau de l'Agence France-Presse à Bucarest.

P.S. : Puisque ce numéro sort en décembre, il me semble juste de donner un petit compliment en cadeau à *Regard* en soulignant que cette revue a toujours essayé d'aller trouver les gens qui ont des choses à dire, qui s'engagent avec conviction et détermination.

LA TUBERCULOSE RODE TOUJOURS

En Roumanie, la tuberculose continue de faire des ravages, même si le nombre de malades baisse chaque année. Plus d'un quart des 80.000 cas enregistrés dans l'UE sont roumains. Loin de toucher uniquement les plus démunis, la tuberculose frappe aussi les étudiants et les classes supérieures. Reportage dans un dispensaire de Bucarest.



SINERDOL, PYRAZI-

namide, Hydrazide, Streptomine, Ethambutol. Chaque jour, depuis cinq mois, Ion commence sa journée en avalant ce cocktail de molécules, servi sur un plateau par Georgica Pătru, infirmière au dispensaire de l'Institut de pneumologie Marius Nasta, à Bucarest. Depuis près d'un an, Ion lutte contre une forme résistante de la tuberculose.

La maladie l'a pris par surprise. « Personne n'était malade dans mon entourage », explique-t-il, en attendant que Georgica lui fasse son injection quotidienne. « Je ne sais pas où je l'ai attrapée. Dans le bus, les transports, je n'en sais rien... J'ai perdu beaucoup de poids, 25 kilos, j'étais fatigué, je toussais. » En décembre dernier, il ne tient plus debout. Les secours le conduisent à l'hôpital, où le diagnostic tombe : tuberculose. La vie de ce maçon de 46 ans a alors basculé. « J'ai passé trois mois à l'hôpital. Puis encore un mois après avoir rechuté. Heureusement, ma famille, mes collègues, mes amis

ont été testés et aucun n'a été détecté positif, c'est déjà ça, raconte-t-il, le visage émacié et la voix fluette. Aujourd'hui, je suis un traitement en ambulatoire, pour six, huit ou neuf mois, on verra comment la maladie évolue. » Ion est loin d'être un cas isolé. Alors que la maladie a quasiment disparu dans de nombreux pays voisins, en Roumanie, 17.000 nouveaux cas de tuberculose sont détectés, 5000 malades chroniques répertoriés et près de 2000 personnes meurent encore chaque année. Un record dans l'Union européenne. Comme l'explique Elmira Ibrahim, responsable du programme national de lutte contre la maladie, cette épidémie trouve son origine dans les dernières années du communisme. « La tuberculose a fortement reculé jusqu'en 1985, où elle a

atteint son niveau le plus bas, à 55 cas pour 100.000 habitants. Puis elle a recommencé à

« On a des directeurs de banque, des médecins, des avocats... C'est une maladie moderne, qui se transmet n'importe où, dans le tramway, le bus, le métro, au travail... »

se développer du fait de la crise économique à la fin du régime de Ceaușescu. Après la

révolution, la société s'est transformée, de plus en plus de gens ont perdu leur emploi, la situation économique s'est dégradée et tout cela a encouragé la propagation de l'épidémie. »

UNE MALADIE PERVERSE

C'est pourquoi depuis dix ans, malgré la crise du système sanitaire roumain, la lutte contre la tuberculose est devenue une priorité. Un dispositif efficace qui associe médecins généralistes et instituts spécialisés fonctionne dans tout le pays et offre une prise en charge gratuite à tous les malades. Des aides internationales – venant notamment du Fonds mondial de lutte contre la tuberculose – complètent ce programme national, financé par l'État à hauteur de 5 millions d'euros par an. Résultat : l'épidémie recule. « Nous sommes passés de 142 malades pour 100.000 habitants en 2002 à 90 pour 100.000 aujourd'hui », précise Elmira Ibrahim. « C'est bien, mais c'est aussi une baisse trop rapide pour être réelle » tempère la médecin, qui pense que l'émigration massive des Roumains à l'étranger peut expliquer cette dégringolade statistique.

Médecin responsable du dispensaire, Doinița Lugojî refuse elle aussi de crier victoire, même si de moins en moins de patients franchissent la porte de son cabinet. « On fait moins de dépistage qu'avant, plus de façon systématique en tout cas, le suivi des malades s'arrête au bout de deux ans contre cinq auparavant. Mais on ne diagnostique pas tous les cas », explique la très dynamique médecin. Car la tuberculose est un « ennemi pervers », une menace rampante qui peut passer inaperçue et ne se déclarer que des années, voire des décennies plus tard. Bogdan, un étudiant de 23 ans, en est le parfait exemple. « J'ai un ami qui a eu la tuberculose. Mais ce n'est que lorsque ma sœur a été diagnostiquée que j'ai aussi passé des tests et découvert que j'étais malade. Je n'avais rien senti, je ne toussais pas. Sans ma sœur, je serai sans doute encore un malade qui s'ignore. »

Bogdan est aussi la preuve que la maladie n'épargne personne. Au dispensaire, Georgica Pătru

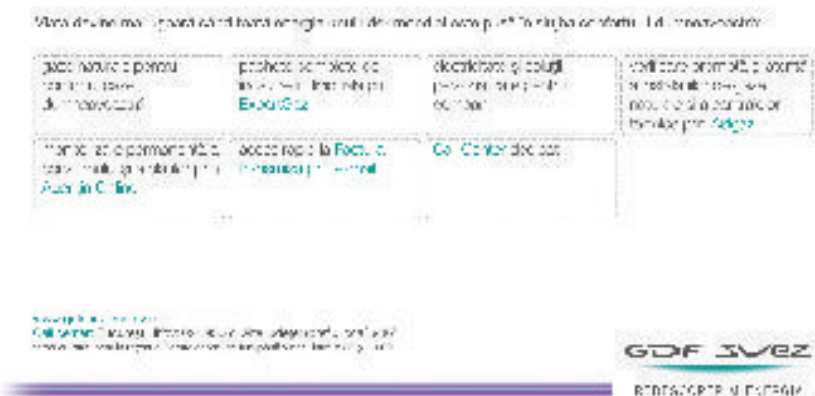
voit chaque jour défiler une soixantaine de malades, issus de tous les milieux. Loin des clichés, la tuberculose n'est pas toujours qu'une maladie de pauvres. « On a des directeurs de banque, des médecins, des avocats... C'est une maladie moderne, qui se transmet n'importe où, dans le tramway, le bus, le métro, au travail... »

Surtout, la tuberculose se fait de plus en plus pernicieuse. Dans la salle de traitement, Georgica Pătru désigne du doigt une pile de fiches médicales. « Ce sont les malades souffrant d'une forme résistante. Pour eux, le traitement dure deux ans. Ils sont nombreux, jeunes le plus souvent et résistent à un, deux voire trois anti-tuberculeux de base », soutient-elle

en soupirant. « Ces formes très résistantes ne touchent plus seulement les malades chroniques, mais aussi les personnes qui sont contaminées pour la première fois », détaille Elmira Ibrahim. Ion, lui, est convaincu d'être sur le chemin de la guérison. « Je vais mieux, j'ai repris un peu de poids, je ne tousse plus. Comparé à ce que j'ai enduré, je suis en grande forme, lâche-t-il dans un sourire. Mais je n'en sortirai pas indemne, quoi qu'il arrive. Je ne peux toujours faire aucun effort et je ne redeviendrai jamais comme avant. Par exemple, je ne pourrai plus jamais travailler dans la construction. Ma vie a changé pour toujours. »

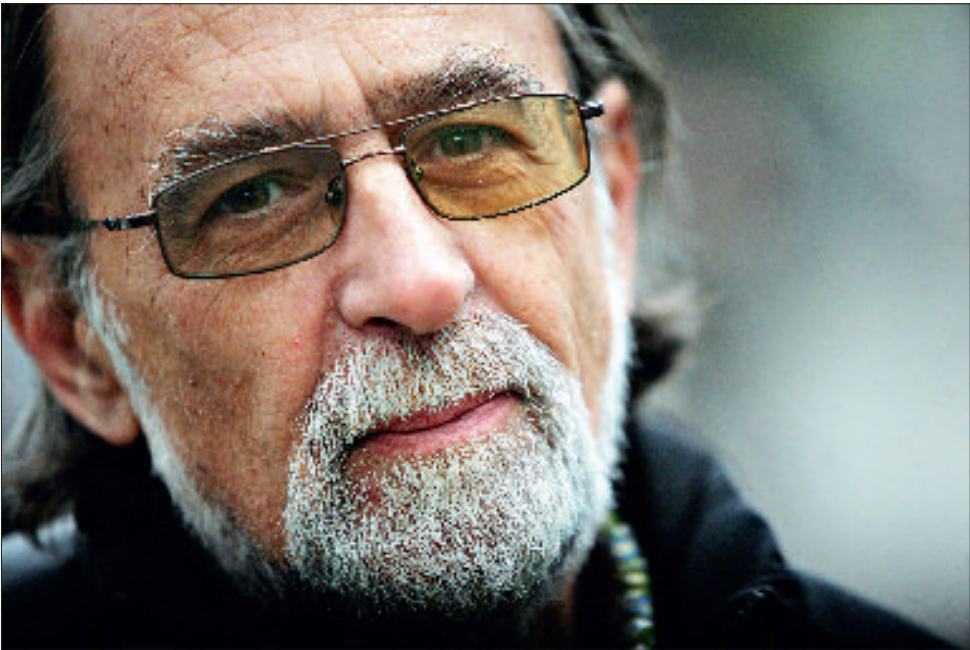
Marion Guyonvarch
Photo : Mediafax

Redescoperim împreună energia pentru o viață mai simplă



CE REGARD SUR LA FEMME

L'image de la femme en Roumanie est devenue très sexualisée. Malgré cette saturation dans les journaux, à la télé, dans la rue, l'anthropologue Vintilă Mihăilescu estime que la situation ne peut aller qu'en s'améliorant.



Regard : Pourquoi le corps de la femme est-il montré de façon si explicite en Roumanie ?

Vintilă Mihăilescu : Après une pause de 50 ans, la société est entrée de façon brutale dans l'économie de marché. L'image de la femme s'est alors calquée sur les pratiques et les clichés de la publicité mondiale. Cette image publicitaire sexualisée presque partout dans le monde est particulièrement présente chez nous car les réglementations en matière de publicité sont assez flexibles, ce qui mène à l'excès dans ce domaine en général. L'image sexualisée de la femme est en excès parce que chez nous, tout est en excès.

Que pensez-vous du comportement des médias notamment ?

Il y a des tabloïdes partout dans le monde. Si on a une presse forte et intéressante, et 17 tabloïdes, ça va. Le problème, c'est le rapport entre les deux, car aujourd'hui on a presque que des tabloïdes. De plus, il existe

un mimétisme très bizarre des médias. L'obsession de faire ce que la concurrence a fait. Si quelqu'un a fait « la fille de la 5ème page », les autres feront pareil. On ne retrouve pas la même chose au sein de marchés plus matures, où la concurrence pousse davantage à l'individualisation, c'est-à-dire à offrir ce que personne d'autre n'offre.

C'est d'autant plus vrai quand on regarde la télé roumaine...

Les recettes de divertissement misent sur les instincts primaires, dont la sexualité. Mais la répétition crée obsessions pavloviennes et saturation à la fois. Ces derniers temps, des télévisions essaient timidement de faire autre chose mais aucune n'a pas le courage d'être la première à s'assumer.

Mis à part ce retard de la société roumaine par rapport à d'autres pays européens, y a-t-il une autre explication ?

Des études seraient utiles, je ne peux

que vous donner une impression. Mais j'évoquerais l'étude d'une collègue belge qui a beaucoup travaillé en Roumanie. Sa recherche commence avec un Français qui avait aménagé à Bucarest au 19ème siècle, un semi-noble. Il avait décidé de venir s'installer ici car il était fasciné par une sorte de liberté d'expression du corps, par ce côté que l'Occident a castré dans son processus de civilisation. On est civilisé dans la mesure où la raison contrôle la passion. C'est en partie de là que vient la fascination pour les Balkans en général, cette libération était et reste permise. Non pas parce que les Balkans sont plus dénaturés, dépravés, mais parce que ce processus de civilisation est arrivé plus tard et il est plus superficiel. Cette expression plus explosive de la liberté du corps fait partie du bagage culturel de la zone. Cela se voit aussi dans les *maneie*, qui sont une sorte de libération du corps décomplexée et c'est pour cela qu'elles plaisent.

Les Roumains respectent-ils la femme ?

Elle est moins respectée qu'elle ne l'était il y a 20 ans et moins qu'elle le sera d'ici 20 ans. Nous vivons une période dans laquelle les modèles de famille et les relations sont en train d'être reconsidérés. Avant il y avait un respect traditionnel vis-à-vis de la femme en tant que mère, épouse, femme au foyer. Avec une hiérarchie patriarcale, évidemment, parfois exagérée par les interprétations féministes qui estiment que lorsque l'homme a le pouvoir, les inégalités sont alors à tous les niveaux. C'est faux. Il est bien connu que si l'homme est le pilier du foyer, c'est la femme qui a les clés de la maison. Certes il y avait une hiérarchie, personne ne peut le nier, mais il y avait aussi une répartition nuancée et du respect. En Roumanie, ce modèle est en train de se déliter. Sans être encore arrivé au modèle occidental d'égalité relative entre les sexes. Nous gardons de nombreux traits du modèle patriarcal, qui est aujourd'hui exacerbé. Et s'est transformé en une composante machiste, alors qu'à la base, le paysan n'était pas machiste. Il était patriarcal. Ce n'est pas la même chose. Cette transformation se manifeste par un mépris des femmes qui n'est pas encore contrôlé par des règles morales mais aussi légales. C'est en ce sens que je disais que la femme est moins bien perçue qu'il y a 20 ans, et qu'elle ne le sera dans 20 ans.

Même les femmes qui réussissent ne semblent pas y échapper...

Parce que les modèles dominants restent ceux sexualisés. Mais le fait que l'image de la femme qui a réussi trouve petit à petit sa place est important. Elle devra cependant passer par plusieurs étapes pour être différemment représentée, car c'est la femme sexualisée qui aujourd'hui domine, en quelque sorte. Ceux qui sont dans le marketing public restent avec les mêmes automatismes, ils sexualisent, c'est la règle du marché, et appliquent les recettes déjà validées.

Pourquoi est-ce grave ?

Au-delà des slogans, l'inégalité des chances est chez elle en Roumanie. Si on se permet de sous-évaluer et sous-utiliser une partie importante de la population, on perd quelque chose, en termes économiques mais pas seulement. C'est cela l'effet le plus dramatique. Ces types d'excès font partie d'une situation, d'un contexte plus large. Leurs évolutions respectives ne sont pas complètement distinctes, l'image de la femme, la migration, la famille, tout cela forme un ensemble, qui a certes ses décalages, mais ce

ne sont pas des phénomènes isolés les uns des autres.

Les femmes ont-elles leur part de responsabilité ?

Bien sûr. D'abord parce que cette image sexualisée de la femme est le produit de la

société, et pas seulement des hommes. Dans la publicité et les médias travaillent beaucoup de femmes qui ne s'intéressent qu'à ce qui se vend bien sur le marché, et n'hésitent pas à exagérer cette même image.

Propos recueillis par Anca Teodorescu
Photo : Mihai Barbu

L'AVIS DE DELIA BUDEANU

Delia Budeanu est réalisatrice. Elle a travaillé à la TVR durant le communisme puis pour la chaîne Antena 2 : « Si le régime communiste transformait la femme roumaine en captive, aujourd'hui les jeunes femmes promues dans les médias exposent leurs atouts féminins avec agressivité. Et souvent elles acceptent de le faire avec enthousiasme. C'est grave, car ce qui se perd dans cette mise en scène, c'est le message. Quand la concurrence est pailletée, montre ses seins et se bouge lascivement sur le plateau, les vraies professionnelles de l'info perdent leur voix. Elles tenteront alors de s'adapter, jusqu'à un certain point. Maquillage plus fort, nouvelle coupe de cheveux, robe soulignant la silhouette, etc. C'est la lutte contre la superficialité. »



APEX
Accounting & Payroll Expert team

Bd. Dacia nr 56, Secteur 2, Bucarest
tel: +40 (0) 31 8092739
fax: +40 (0) 31 8067739
mobil: +40 (0) 74 5202739
office@apex.team.ro
www.apex-team.ro



Nos services :

- Tenue de la comptabilité
- Gestion de la paie et audit social
- Préparation des déclarations fiscales et sociales
- Assistance comptable (mensuelle / trimestrielle)
- Révision comptable, assistance à la clôture des comptes
- Préparation de reporting et de liasse de consolidation
- Assistance au retraitement des situations financières selon les normes IAS-IFRS (normes internationales et normes roumaines)
- Gestion de projets de mise en place des méthodes et procédures comptables
- Conseil

PARTIR A L'ETUDE

PALAIS LONGCHAMP, MARSEILLE, un dimanche ensoleillé du mois de novembre. Adrian Iuliu Hanzu attend sur les marches, le regard projeté sur cette construction du 18^{ème} siècle célébrant l'arrivée du fleuve La Durance dans la cité phocéenne. Il mesure et dissèque les proportions de la fontaine aux quatre taureaux, les colonnades qui encerclent la vasque gigantesque. Et raconte, spontané : « Je suis originaire de Sibiu mais tous mes frères ont fait leurs études supérieures en France, un est docteur en physique, l'autre a fait de la sociologie et moi je suis à l'école d'architecture. »

Un exemple parmi tant d'autres d'étudiants roumains qui ont choisi la France pour poursuivre leurs études, influencés par des raisons historiques – l'échange entre les intellectuels français et roumains a plus d'un siècle – mais aussi tout à fait pragmatiques. « Il ne faut pas oublier que les études sont gratuites ou peu coûteuses en France, la solidarité nationale prenant en charge le coût de la formation des étudiants. Ainsi, une inscription pour un Master se paie environ 500 euros alors qu'en Roumanie elle avoisine 1 000 euros. Dans le système anglo-saxon, les frais d'inscription sont bien plus élevés, les étudiants le savent et s'orientent massivement vers la France », affirme Fabien Flori, attaché de coopération scientifique et universitaire à l'ambassade de France de Bucarest.

Pour les meilleurs éléments, l'État français propose des bourses via Polytechnique ou d'autres structures de recherche. L'idée est de monter des partenariats entre les écoles, et signer des accords de recherche communs. « Il y a des domaines d'excellence en Roumanie, comme l'école de mathématiques qui est la meilleure de l'Est, avec l'école russe et l'école polonaise. L'École Polytechnique, la Fondation Sciences Mathématiques de Paris ou l'ENS (École normale supérieure, ndlr), en partenariat avec l'Institut français, accueillent ces étudiants en les soutenant financièrement, poursuit Fabien Flori. Nous leur offrons des bourses sur cinq ans. Si les Américains proposent souvent des packages prenant tout en compte, 50.000 dollars en moyenne par an, soit environ 37.000 euros, nos bourses sont de l'ordre de 15.000 euros par an, auxquels il faut ajouter l'avantage de la gratuité des études en France, soit 15.000 euros pour une année en classe préparatoire. Au

L'Hexagone reste la destination numéro un des étudiants roumains pour leur cursus supérieur, devant l'Allemagne, avec plus de quatre milles élèves. Rencontre sur place avec l'un d'entre eux, à Marseille, et un responsable français en coopération universitaire.



final, cela revient pratiquement au même, avec l'avantage qu'en étant en France l'étudiant reste en Europe. »

DANS L'ELAN DE L'EMPLOI ET DE LA RECHERCHE

M. Flori ajoute que de nombreuses entreprises françaises implantées en Roumanie s'associent désormais à l'ambassade de France pour cofinancer la mobilité des jeunes Roumains à fort potentiel qu'elles souhaitent placer à des postes de manager. Ainsi, GDF SUEZ, Lafarge, Orange, Colas, Pentalog, BRD y ont contribué en 2011. En 2012, Michelin, Eurocopter, Renault-Dacia, KPMG, Dalkia ou Apa Nova devraient les rejoindre.

La langue peut-elle cependant être un obstacle ?... « Bien qu'il y ait autant de jeunes Roumains apprenant le français ou l'anglais en Roumanie, les étudiants maîtrisent mieux l'anglais. Le Royaume-Uni, où les étudiants trouvent facilement du travail, a donc actuellement le vent en poupe même s'il reste assez loin derrière la France pour l'accueil, le coût des études étant un frein. L'Italie est également très prisée car la communauté roumaine y est très présente », répond Fabien Flori. Tout en réaffirmant que les liens entre la France et la

Roumanie, notamment dans le domaine de la recherche, restent très solides : « À Măgurele, dans la banlieue sud de Bucarest, les instituts de physique accueillent plus de 1 000 chercheurs qui devraient construire ELI-NP, le laser le plus puissant au monde. Ce sont des gens remarquables et de grandes entreprises françaises commencent à venir sur place pour y collaborer. C'est par exemple le cas de Renault-Dacia qui travaille sur un projet de bougie laser. Les chercheurs eux-mêmes disent que l'ambassade de France entretient des liens privilégiés avec leurs instituts. »

À préciser aussi que poursuivre ses études en France peut se faire de façon « privée », une bourse n'étant pas obligatoire. « Je ne suis pas un étudiant Erasmus, je n'ai donc pas droit à un logement étudiant ni à une bourse, mais j'ai fait comme beaucoup d'autres, j'ai simplement envoyé mon dossier dans les écoles d'architecture françaises », conclut Adrian. Sans bourse, le grand point noir reste toutefois le manque de logements étudiants, et le prix des loyers – une chambre à la cité internationale universitaire de Paris coûte en moyenne 650 euros par mois.

Julien Trambouze
Photo : Mediafax

L'ŒIL SUR BUCAREST



Au numéro 3 de strada Coberni, entre les boulevards Dacia et Moșilor. Deux bâtiments avec deux portes d'entrée de tailles et de styles complètement différents, collés l'un à l'autre. Un contraste habituel pour les habitants de la capitale qui n'en reste pas moins saisissant, et unique.

Texte et photo : Julia Beurq

LA CHRONIQUE DE NICOLAS DON

UN TRÈS BEAU COUP PERDANT

POUR UN COUP D'ESSAI, CE FUT UN COUP DE MAÎTRE...

Contre son propre camp. L'année dernière, Victor Ponta avait pris – à la surprise générale – la tête du Parti social démocrate (PSD) au nez et à la barbe de Mircea Geoană, le tenant du titre. Geoană payait ainsi son échec à l'élection présidentielle de décembre 2009, croyait-on à l'époque. Il restait cependant président du Sénat (deuxième fonction de l'État, en Roumanie comme en France). Mais on ne savait pas encore qu'il n'avait pas acquitté la totalité de la note. Les mauvaises langues – toujours promptes à se déchaîner après une défaite – lui reprochaient d'avoir endetté le parti à hauteur de quelques millions d'euros. On a aussi largement insisté, comme d'habitude, sur des rumeurs de corruption. Autre grand classique : la menace de faire sortir quelques dossiers compromettants pour l'impétrant. Bien évidemment sans preuves et – pour le moment – sans suite. En 2011, Mircea Geoană a aggravé son cas par quelques manifestations publiques d'indépendance et par des envies – tout aussi publiques – d'un nouveau rôle de candidat à la présidentielle de 2014. Victor Ponta a donc décidé qu'il était grand temps de faire le ménage. Définitivement. Et de couper la première tête qui dépasse, pour montrer qui est le chef. Geoană était à la tête du Sénat ? Peu importe ! Le PSD perdait ainsi le seul morceau de pouvoir qui lui restait ? On s'en fiche ! Mircea Geoană a été exclu du Parti social démocrate et la présidence du

Sénat a été offerte sur un plateau au Parti démocrate libéral (PDL), qui détient déjà tous les autres leviers de l'État. Victor Ponta affirme – sans rire – que ça ira beaucoup mieux avec Vasile Blaga, l'ancien ministre de l'Intérieur PDL, à la place de Mircea Geoană. Sans nous dire par quel miracle un adversaire politique acharné est plus accommodant qu'un collègue de parti, fût-il vaguement dissident. La presse ricane et montre du doigt ceux qu'elle considère comme les vrais responsables d'une stupidité sans nom. Mais (ouf, on a eu peur...) en apparence seulement. Dans la bonne vieille tradition des coups tordus – toujours géniaux et totalement incompréhensibles pour le commun des mortels – l'ancien président Ion Iliescu et son ancien Premier ministre Adrian Năstase auraient fait d'une pierre deux coups, en enterrant Geoană et en fragilisant Ponta. Au moment opportun, on reprochera à ce dernier d'avoir dépossédé le parti de la deuxième fonction de l'État. Et on lui présentera l'addition. En attendant, la seule conséquence concrète de cette bataille est d'une limpidité absolue : le PSD a perdu le Sénat, à l'initiative du même PSD. Cela sonne comme une farce. Avec un, voire deux dindons. On peut donc légitimement hésiter pour la conclusion : Nicolas Machiavel ou bien Georges Feydeau ?

Nicolas Don, journaliste et fondateur de Telenews.

Sur le marché du travail en Roumanie

QUEL EMPLOI ?



Le marché du travail en Roumanie présente des caractéristiques assez similaires avec celles de n'importe quel autre pays européen, qui sont le résultat des mutations industrielles et technologiques, et d'une logique de l'offre et de la demande. Avec, cependant, des différences de taille dues à l'histoire singulière du pays et notamment à son entrée tardive dans l'économie de marché.

Au fil des pages de ce dossier que nous avons essayé de rendre varié, et humain, des experts donnent leur point de vue, mais aussi un panel d'individus, du patron au chômeur, en passant par le politique ou le syndicaliste. Plus que de s'intéresser à deux ou trois domaines d'activité, notre objectif a été d'analyser l'évolution globale de l'emploi dans le pays, ses principales problématiques (le manque de professionnels qualifiés, l'insertion des plus démunis, la situation de l'emploi dans les campagnes) tout en nous penchant çà et là sur un métier ou un lieu.

Ce dossier parle d'économie, de logiques économiques, mais laisse aussi et surtout la place aux gens, à leur expertise, leur crainte, leur bataille. Face à un contexte imprévisible, mais où l'espoir est quand même là, palpable dans une initiative, dans l'effort malgré les difficultés. L. C.

VUE D'ENSEMBLE

Avant d'approfondir les principaux thèmes relatifs à notre dossier, voici quelques données générales sur le monde du travail en Roumanie.

De moins en moins de salariés

Près de 10 millions de Roumains ont entre 15 et 64 ans et sont ainsi en âge de travailler. En 2011, 6,2 millions d'entre eux étaient considérés comme « salariés » par l'Institut national des statistiques (INS) ; une donnée qui cumule toutefois indistinctement le nombre de travailleurs déclarés et une estimation du nombre de travailleurs au noir. Pour les caisses de retraite, le seul chiffre important est donc celui des salariés qui contribuent au financement de la sécurité sociale ; bref, celui des salariés légaux. Ils étaient 4,8 millions en 2011, soit 40% de moins qu'il y a vingt ans. La situation est d'autant plus alarmante que la Roumanie compte aujourd'hui plus de retraités (5,5 millions) que de salariés contributeurs. Le plan de rigueur décidé en 2010 par le gouvernement d'Emil Boc ainsi que l'entrée en vigueur d'un nouveau code du Travail en mai 2011 visent notamment à résorber cet écart en repoussant l'âge légal du départ à la retraite et en luttant contre le travail au noir.

Le casse-tête du travail au noir

Le travail dissimulé a explosé en Roumanie après la chute du communisme et s'est encore accentué depuis le début de la crise économique. Mais si les spécialistes s'accordent sur son ampleur, il reste très difficile de le chiffrer avec précision. Selon l'INS, environ 1,4 million de Roumains travaillaient au noir en 2011 ce qui constituerait un manque à gagner de 6 milliards d'euros dans les caisses de l'État. Mais selon une étude de l'Observatoire du marché du travail et de la qualité de l'emploi publiée en juillet dernier, ils seraient en fait 3,4 millions à travailler au noir, que ce soit à plein temps ou de façon occasionnelle pour compléter des revenus légaux insuffisants. L'agriculture est de loin le secteur où le travail dissimulé est le plus répandu, loin devant les domaines de la construction, de l'hôtellerie ou de l'alimentation.

Un chômage relativement faible

Un pays, deux taux de chômage... L'ANOFM – l'équivalent roumain de Pôle emploi – et l'Institut national des statistiques publient régulièrement leur propre « chiffre officiel » du chômage. Avec parfois des variations con-

séquentes eu égard aux méthodes de calcul utilisées. Au mois d'octobre 2011, le taux de chômage s'élevait ainsi à 4,9% de la population active, soit environ 440.000 personnes, pour l'ANOFM, contre 7,5%, soit 727.000 personnes, pour l'INS (donnée retenue par l'UE) – point détaillé dans le dossier. Quoi qu'il soit, dans un cas comme dans l'autre, ces chiffres placent la Roumanie parmi les meilleurs élèves de l'UE. Loin des 20% enregistrés par l'Espagne, cancre de l'Union en la matière, et bien en dessous de la moyenne des États membres, autour de 10%. Avec la crise, le taux de chômage roumain a grimpé

de 1 à 3 points selon les sources et ce sont les femmes, les ruraux et les jeunes entre 15 et 24 ans qui ont été les plus touchés.

Plus de services, moins d'industrie et d'agriculture

Si l'industrie était de loin le secteur qui recrutait le plus sous le communisme, elle représente aujourd'hui moins d'un tiers de l'emploi en Roumanie, selon la Banque mondiale. C'est le secteur tertiaire, c'est-à-dire celui des banques, des assurances, de l'éducation, de la santé, de la sécurité, des

télécommunications ou du tourisme, qui l'a progressivement supplantée ces vingt dernières années. Requirant une main-d'œuvre diplômée, qualifiée et polyglotte, ce secteur rassemble près de la moitié de la population active du pays, dont 1,2 millions de fonctionnaires et assimilés. Quant à l'agriculture, elle occupe encore 19% de la population active, soit 2,1 millions de personnes souvent peu qualifiées et prêtes à travailler au noir. Ce secteur a connu une forte expansion dans les années 1990 avant de reculer de 41% entre 2000 et 2009, selon l'Institut Eurostat. La Roumanie reste toutefois le deuxième État de l'UE en termes d'emploi agricole, juste après la Pologne.

Des cas fréquents de discrimination

En Roumanie, comme dans la plupart des pays européens, de nombreux cas de discrimination sont recensés sur le marché du

travail. Le Conseil national de lutte contre les discriminations (CNCD) est chargé depuis 2001 de les prévenir, de les juger et de les sanctionner, mais le phénomène reste très compliqué à mesurer. Parmi les personnes les plus exposées, les Roms rencontrent notamment de nombreuses difficultés en matière d'accès à l'emploi. Souvent confrontés au racisme, à une implication réduite des autorités et à une faible instruction, ils ne seraient que 27% à travailler, selon une étude du Centre de ressources pour les communautés roms publiée en janvier 2011. Les jeunes de moins de 25 ans, les personnes souffrant d'un handicap ou d'une longue maladie et les quinquagénaires souffrent eux aussi régulièrement de formes de discrimination à l'embauche ou sur leur lieu de travail. De leur côté, les femmes accèdent plus difficilement que les hommes à des postes décisionnels et elles sont payées en moyenne 10% de moins qu'eux, selon un rapport de la Banque mondiale publié en septembre 2011.

Des écarts de salaires importants

Chaque année, les revues économiques roumaines publient leur top 10 des plus gros salaires autochtones. Et c'est souvent à Bucarest, où les paies sont en moyenne deux fois plus élevées, que vivent les heureux bénéficiaires. À l'instar de ce financier qui percevait 108.000 euros mensuel brut en 2010 et qui figurait en tête du classement établi par l'hebdomadaire Money Express. De façon générale, la finance propose en effet de bons salaires, entre 1500 et 2000 euros net pour des cadres débutants. Mais l'écart est énorme avec les 1,75 million de Roumains qui ne vivent que du salaire minimum. Un Smic qui était de 158 euros brut en 2011, soit le plus bas de l'UE après celui de la Bulgarie (123 euros), selon Eurostat. Car si les différences de traitement sont importantes au sein même du marché

du travail roumain, elles le sont d'autant plus en comparaison avec les autres pays européens. Ainsi, avec un salaire brut moyen autour de 470 euros par mois en 2011, contre 3020 euros en France ou 4530 euros au Danemark, la Roumanie est loin d'être un eldorado pour tous ses salariés.

Vers une plus grande flexibilité

En Roumanie, seul 1% des contrats de travail sont à durée déterminée, contre 14% en moyenne au sein de l'Union européenne. Un chiffre qui, selon le gouvernement d'Emil Boc, justifiait à lui seul une modification profonde du droit du travail dans le pays. À l'issue de négociations longues et tumultueuses, un nouveau code du Travail est donc entré en vigueur en mai dernier. D'inspiration anglo-saxonne, il fixe à 36 mois la durée maximum d'un CDD et permet aux employeurs et aux salariés de conclure trois fois de suite ce type de contrat. Pour encourager la flexibilité sur le marché de l'emploi, le texte prévoit aussi un allongement des périodes d'essai et de préavis et renforce les sanctions contre le travail dissimulé. Des mesures qui, selon les syndicats, fragilisent davantage les salariés et trahissent l'esprit de l'ancien code du Travail qui ne datait que de 2003 et qui était considéré par l'Organisation internationale du travail comme le meilleur d'Europe centrale et orientale.

Les sirènes de l'étranger

Attirés par des salaires bien supérieurs et des conditions de travail souvent meilleures, plus de trois millions de Roumains travailleraient aujourd'hui à l'étranger. Une estimation admise par de nombreux spécialistes mais qui n'est confortée par aucune statistique officielle en Roumanie. En avril 2011, la Commission européenne a toutefois publié une première donnée fiable sur ce phénomène migratoire. Selon elle, 2,1 millions de Roumains travaillent dans les quinze États les plus riches de l'UE, dont 890.000 en Italie, 825.000 en Espagne et 110.000 en Allemagne. Avec la crise économique, les revenus de ces migrants auraient baissé de 15%, ce qui n'a pas empêché 325.000 nouveaux travailleurs de quitter la Roumanie ces deux dernières années, selon le portail Tjobs, spécialisé dans le recrutement. Une majorité d'entre eux a trouvé un emploi dans les domaines de la santé, du bâtiment, de la restauration, de l'agriculture et du tourisme.

Mehdi Chebana
Photo : Mediafax



Bogdan Iancu est professeur de sociologie et d'anthropologie à l'École nationale de sciences politiques et d'administration de Bucarest (SNSPA), et également chercheur au Musée du paysan roumain. Il livre ici son analyse sur le marché de l'emploi en Roumanie et la notion de travail.

LE TRAVAIL A L'ORIGINE, ET SA MUTATION...

Regard : Comment est structuré le marché de l'emploi en Roumanie ?

Bogdan Iancu : C'est le secteur tertiaire qui concentre maintenant la majorité des postes. À Bucarest, il est prépondérant. Comme les techniques se sont modernisées dans les usines, le secteur du travail « brut »

s'est déplacé vers les métiers de service. Cela s'explique aussi par le fait que la grande majorité des Roumains qui sont partis à l'étranger étaient ceux qui travaillaient comme ouvriers dans les usines ou dans l'agriculture. Il y a donc en quelque sorte un manque de trois millions de travailleurs dans les secteurs primaire et secondaire.

Fin septembre, les employés de l'usine Nokia de Jucu, près de Cluj, sont sous le choc. Ils ont reçu une lettre leur annonçant que l'usine sera fermée à la fin de l'année — elle fermera même plus tôt, fin novembre. Près de 2000 personnes se retrouveront sans emploi. Un véritable drame social, d'autant qu'en Roumanie « l'idée est restée qu'un homme est un homme quand il travaille », indique Bogdan Iancu.



Quel a été l'effet des différentes vagues de privatisation ?

Au début des années 90, les privatisations se sont faites de manière chaotique. Puis, celles avant l'entrée dans l'Union européenne ont été poussées par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, ceci

« À partir du moment où les entreprises ont été privatisées, une forme de résistance est apparue : petits vols, magouilles, arrangements »

afin de sortir de la corruption, même si en réalité elle est restée à un niveau assez élevé. Ces privatisations ont été difficiles pour les entreprises car la transition entre les deux systèmes s'est faite trop rapidement. La manière de penser le travail était complètement différente. De plus, comme les privatisations se sont effectuées de façon mafieuse, les travailleurs ont observé que du jour au lendemain certains s'étaient enrichis d'un seul coup, sans explication, alors qu'ils étaient tous plus ou moins au même niveau. Cela fut très étrange pour eux de voir que quelqu'un arrive à une position élevée en si peu de temps. Et cela a déprécié l'idée du travail.

Justement, comment a évolué la perception du travail ?

Ces privatisations ont amené une nouvelle manière de penser le travail. Sous le communisme, on avait l'impression de travailler pour soi. L'État socialiste était une entité qui exerçait son pouvoir sur les travailleurs mais qui leur rendait bien : cela signifiait, par exemple, avoir un appartement. Une forme de prédictibilité existait, les employés savaient combien ils devaient travailler pour gagner tant. Les coopératives de l'époque pouvaient leur permettre de percevoir jusqu'à 10 % du profit. D'une certaine manière, le travail était davantage valorisé et gratifié. Mais à partir du moment où les entreprises ont été privatisées, une forme de résistance est apparue : petits vols, magouilles, arrangements. Au début des années 90, le vol était devenu une forme de critique sociale. De la même manière, quand les travailleurs ne respectent pas leur lieu de travail en faisant du bruit, en laissant leurs déchets sur place, c'est également une

forme de critique. Elle est caractéristique des personnes qui sont mécontentes des conditions dans lesquelles elles travaillent. Mais elles ne peuvent pas protester.

Pourquoi ne le font-elles pas ?

Les travailleurs acceptent les conditions les plus inimaginables vu que le marché du travail en Roumanie est très restreint. Certaines sociétés, pas toutes, en profitent à l'excès, car les Roumains sont prêts à travailler énormément. C'était pareil sous le communisme, à la différence qu'ils avaient beaucoup plus de temps libre. Certes le temps était étatisé, mais il existait des stratégies pour s'échapper. Comme le temps s'est maintenant « corporatisé », ils ne peuvent plus développer de stratégies pour s'échapper, sinon ils se feraient renvoyer.

Existe-t-il tout de même une éthique du travail ?

L'éthique du travail en Roumanie a existé, c'était celle du bon *gospodar*. À l'image de ces grandes maisons construites dans le nord du pays, par les travailleurs revenus de l'étranger. En simplifiant, on pourrait croire

« On parle beaucoup du nombre de jobs, mais il n'y a aucune verbalisation de ce que représente le travail »

que c'est seulement pour la reconnaissance sociale. En réalité, ces personnes avouent que si elles construisent de si grandes maisons, c'est pour montrer à quel point elles travaillent et savent travailler. La maison est la concrétisation de la quantité de travail fourni, ailleurs. Et c'est triste, car ces gens ont une force de travail énorme, ils auraient pu construire la Roumanie de demain mais ils sont partis, car ils n'ont pas trouvé d'emploi ici. Quant à ceux qui sont restés, ils ont la sensation qu'ils travaillent, mais ils ne savent plus pour qui. Ils ne peuvent pas calculer la valeur de leur travail car celle-ci fluctue sans arrêt.

Comment les syndicats ont-ils réagi ?

Le pouvoir des syndicats a énormément diminué soit parce que les leaders syndicaux ont été trop influencés par la politique, soit parce que certains d'entre eux ont été impliqués dans des scandales de corruption.

Sous le communisme, les syndicats n'étaient pas tellement représentatifs des travailleurs, ils les contrôlaient plutôt. La grève était un droit en théorie, mais pas dans la pratique. Entre 1990 et 2000, il y a eu deux voire trois syndicats très actifs qui possédaient une connaissance du droit du travail, mais en réalité ils n'avaient pas un vocabulaire adéquat. Et c'est un gros problème en Roumanie : discuter sur la notion de travail manque énormément. On parle beaucoup du nombre de *jobs*, mais il n'y a aucune verbalisation de ce que représente le travail, que ce soit dans les médias ou dans les discours publics.

Quels sont les groupes les plus vulnérables sur le marché de l'emploi ? Sont-ils les mêmes qu'à l'Ouest ?

Quelque part oui, mais la Roumanie a développé une très forte culture juvénile. Si on observe les employés dans les bars, les restaurants, les librairies, il n'y en a aucun qui ait plus de 45 ans. Même chose pour les modérateurs dans les émissions de télé. Les cinquantenaires ont été les premiers à avoir été congédiés des usines. Ce fut dramatique car pour eux le travail avait une dimension sociale très importante, il s'agissait d'entraide et de sécurité entre collègues. Ils se sont retrouvés seuls à la maison sans lien social et sans possibilité de retrouver du travail, car ils ne sont pas perçus comme une force de travail efficace. Les Roms ont également souffert directement des privatisations. Quand le système communiste s'est effondré, ils se sont fait renvoyer et se sont retrouvés dans une situation très difficile. Ne possédant pas de terre avant le socialisme, ils n'en avaient toujours pas après. Les femmes également sont les premières à perdre leur travail et elles sont aussi moins bien payées pour un même poste.

Comment sont perçus les chômeurs dans la société roumaine ?

Assez mal, car pour la société, les gens doivent avoir un travail. Et pour l'État, les chômeurs ne sont que des assistés, alors qu'en réalité ces gens ont travaillé, ils ont cotisé. Les retraités sont perçus de la même manière. Auparavant, on ne pouvait pas rester sans rien faire, tout le monde travaillait. Ce n'est plus le cas, mais l'idée est restée qu'un homme est un homme quand il travaille. La pression sociale est énorme.

Propos recueillis par Julia Beurcq
Photo : Mediafax

CHERCHE PERSONNEL QUALIFIE

En Roumanie comme ailleurs, l'assemblage entre offres et demandes d'emploi est loin d'être parfait. Même si certains secteurs ne connaissent pas vraiment de chômage, d'autres manquent de professionnels.



recrutements : Endava, compagnie internationale spécialisée dans la consultance et le développement des services software envisage de recruter, d'ici juin 2012, 350 employés de plus dans ses bureaux de Cluj Napoca, Iași et Bucarest. Début novembre, Oracle Roumanie offrait 60 emplois sur le site BestJobs, tandis qu'au même moment Adobe était à la recherche de 18 spécialistes, Ericsson recrutait 13 ingénieurs, et IBM 11.

Si le domaine IT (Information technology) est depuis plusieurs années le secteur phare du recrutement de

spécialistes en Roumanie, certaines branches dans les services se distinguent également par leur appétit pour embaucher toujours plus. Exemple : les centres d'appel, avides de jeunes polyglottes plutôt « bon marché » – bien qu'un responsable d'équipe peut espérer gagner jusqu'à 2000 euros net par mois. Les Américains de Computer Generated Solutions (CGS) ont déjà 2500 employés

Le marché absorbe tous les programmeurs disponibles. Celui qui entre dans une compagnie de software, même s'il n'a pas encore terminé la faculté, peut espérer gagner 1 000 euros net par mois au bout d'une année », assure Florin Talpeș, directeur général de Bitdefender (logiciels antivirus), l'un des leaders du secteur. La presse économique annonce en effet chaque jour de nouveaux

PREMIERS SALAIRES

Les nouvelles technologies et les banques sont les domaines qui offrent les meilleurs salaires, affirme Bogdan Florea, directeur de la compagnie de recrutement Trenkwalder. Dans ces secteurs, les jeunes cadres à haut potentiel commencent avec des salaires compris entre 1 500 et 2 000 euros net, voire davantage. Idem pour les directeurs de magasin, les chefs de production dans l'industrie automobile ou les experts en finances. Tout dépend évidemment de la taille de la société mais, selon Florea, les offres de salaire pour ce genre de poste auraient de façon générale augmenté, malgré la crise. À noter toutefois que les grandes structures font souvent appel à des agences d'intérim pour les postes qui demandent peu de qualifications, les salaires atteignent alors difficilement 300 euros net par mois, soit moins que le salaire brut moyen (environ 470 euros).

SANS SURPRISE, BUCAREST EST

la ville roumaine qui offre le plus d'opportunités pour les demandeurs d'emploi, selon l'un des principaux sites de recrutement en ligne www.bestjobs.ro. Début novembre, les patrons bucarestois y affichaient 10.300 offres d'emploi, par rapport à 4000 offres pour Timișoara ou Cluj, et 3400 à Brașov ou Iași. Et les candidats ne manquent pas. Ceci étant, d'après les experts en recrutement, le manque de personnel persistera car les compagnies recherchent des personnes qualifiées surtout dans les secteurs d'activité plutôt « traditionnels », industriels ou manufacturiers, avec de l'expérience. Et ils préfèrent attendre plutôt que d'embaucher à la va-vite. D'un autre côté, dans certains domaines, le chômage semble inexistant, c'est le cas notamment dans le secteur des nouvelles technologies.

« Je n'ai pas entendu parler de chômage dans le software (les logiciels informatiques, ndlr).

à Bucarest, Brașov et Sibiu, et ont annoncé pour l'année 2012 la création de 1000 nouveaux postes. Idem pour CallPoint, dirigé par des Français, qui emploie à Bucarest, Sofia et Plovdiv (Bulgarie) près de 1000 personnes, principalement des linguistes, alors que la société vient à peine de fêter ses sept ans sur le marché.

MANQUE DE CORRELATION

Inversement, les cabinets de recrutement estiment qu'il existe désormais une inflation de candidats cherchant un poste dans les domaines de la finance, du marketing ou des ressources humaines. « On peut dire qu'il y a comme un effet de mirage concernant les emplois dans les ressources humaines et le marketing notamment, on ne recrute presque plus dans ces domaines, la crise explique en partie la situation », affirme Oana Manaila, consultante pour le cabinet de recrutement Brainspotting.

Par ailleurs, si ces sociétés de recrutement affirment que les candidats avec le plus de chance de succès sont ceux hautement qualifiés et ayant accumulé de l'expérience dans des postes à responsabilité, du côté des entreprises qui ont surtout besoin d'ouvriers qualifiés, l'opinion est plus nuancée. « Je n'ai pas besoin d'autant de diplômés, dans une société on ne peut pas travailler uniquement avec eux ! Nous avons besoin d'ouvriers qualifiés et ceux qui ont terminé une faculté n'accepteront pas de travailler comme simples opérateurs de production, et encore moins de recevoir des salaires correspondant à ces postes », lance Maria Grapini, présidente de l'Union patronale du textile, récemment citée par le quotidien *Ziarul Financiar*. En effet, sur 781 emplois disponibles inscrits sur la liste de l'Agence municipale pour l'emploi de Bucarest (ANOFM) au 1^{er} novembre, 214 visaient des ouvriers qualifiés dans le domaine du textile et du prêt-à-porter.

Problème : les anciennes écoles professionnelles publiques ont été fermées, et les chefs d'entreprise industrielle en particulier sont désormais obligés d'engager du personnel non qualifié. Avec des coûts de formation élevés et des résultats mitigés. « Il n'est pas simple de choisir quelqu'un qui ne sait rien sur un certain métier et tout lui apprendre à partir de zéro, ajoute Maria Grapini, d'autant qu'entre 65 et 70% de ceux qui ont été recrutés de cette façon donnent vite leur démission, soit parce qu'ils n'ont pas les capacités nécessaires pour continuer, soit parce qu'ils se rendent compte qu'ils n'aiment pas le métier. »

Autre secteur, la grande distribution... Là aussi le besoin de personnel à qualification moyenne ou faible se fait cruellement sentir, d'autant que malgré la crise les grandes surfaces ne chôment pas et continuent de se multiplier, certes à un rythme plus raisonnable qu'au début des années 2000. Toujours sur le site BestJobs, Real hypermarket par exemple cherche des cuisiniers, des bouchers,

des vendeurs et des caissiers. IKEA a de son côté besoin de « techniciens d'entretien », tandis que la chaîne de supermarchés Mic.ro recrute des chauffeurs qui puissent être aussi vendeurs. Des « petits » métiers qui ne sont pas près de disparaître.

Răsvan Roceanu
Photo : Mediafax

L'avis de l'ANOFM

« La différence entre les capacités de ceux qui cherchent du travail et ce que demandent les employeurs est le principal problème que nous devons résoudre, assure Maria Mareș, directrice adjointe de l'Agence nationale pour l'emploi (ANOFM). Les jeunes ont une base théorique solide, mais ils manquent de pratique. Et puis honnêtement, ils ne savent pas ce qu'ils veulent (...) Ils ont suivi une faculté pour le simple plaisir d'avoir un diplôme, sans penser au lendemain. Ces jeunes affirment, dans les entretiens, qu'ils sont prêts à travailler, mais ils sont souvent incapables d'indiquer quelle est leur spécialité. »

Mai multă protecție
Mai mulți kilometri

www.total-romania.ro

Nu suntem aleși din întâmplare

TOTAL

PRENDRE A CŒUR LE METIER

Bien que les écoles privées combleront en partie le manque d'artisans et d'ouvriers qualifiés, cela ne suffit pas. Après deux ans de pause, le ministère de l'Éducation a enfin décidé de réintroduire l'enseignement professionnel à la rentrée 2012.



le pays. « 90% de nos élèves intègrent immédiatement le marché du travail, assure Gabriel Zorzini, son directeur. Il y a un énorme vide dans les secteurs qui devraient aider à la croissance économique, notamment l'industrie. Nous collaborons avec plus de 500 entreprises roumaines et étrangères pour assurer des débouchés. Il est idiot de croire que toute la population d'un pays va suivre des cours à l'université. Or, l'enseignement professionnel public reste très superficiel », soutient-il. Un enseignement désormais peu développé et cantonné dans des lycées dits « techniques », sans qu'ils le soient vraiment.

DANS UN ATELIER DU COLLEGE

UCECOM Spiru Haret de Bucarest, une vingtaine d'élèves s'exercent pour devenir coiffeurs. Devant son mannequin, hésitante, Ana, 31 ans, fait une coupe au carré. Ancienne comptable, elle est maintenant en congé maternité et en profite pour se requalifier. Un poste lui est garanti à la fin de cette formation qui dure sept mois et demi et coûte 2000 lei (environ 460 euros). Cristina, 19 ans, s'est de son côté retrouvée sans perspective d'emploi à la fin de son parcours en lycée technique. « Je suis technicienne en automatisations. Je ne sais pas trop à quoi cela pourra me servir, je suis donc venue ici pour apprendre un métier et trouver vite du travail. »

L'UCECOM (Union nationale de coopération des métiers) forme 4500 élèves par an dans ses douze établissements répartis dans

Dans le domaine de l'automobile, les garages sont en recherche constante de mécaniciens, d'électriciens et de ferblantiers. « Cela fait 25 ans que je travaille en tant que contremaître dans des écoles professionnelles, et tous les ans de grandes sociétés me demandent des élèves appliqués et talentueux. Porsche et Dacia font partie de mes contacts permanents », explique Neacșu Tănase. À la différence des lycées techniques publics, dans le privé l'offre de formations est adaptée en permanence. Deux nouveaux métiers sont notamment proposés cette année à l'UCECOM : agent des douanes et détective privé. « Nous avons pensé à tous les fonctionnaires qui ont perdu leur travail suite aux licenciements. Il va falloir qu'ils trouvent une alternative, c'est pourquoi nous leur proposons cette formation et ensuite un poste dans

le privé », ajoute Gabriel Zorzini.

REORIENTER LES ETUDES

Paradoxe du marché de l'emploi en Roumanie, qui se retrouve dans d'autres pays européens : d'un côté, la demande de professionnels est importante ; de l'autre, un grand nombre de chômeurs ne peut pas pourvoir ces postes, faute de qualification (voir aussi article page 28). « Tout vient d'une mentalité bizarre : la plupart des employeurs demande du personnel ayant le Bac même si le poste n'exige pas ce diplôme. Et puis les élèves rêvent de l'université afin d'être mieux payés », explique Zoica Vlăduț, directeur adjoint du Centre national de développement de l'enseignement professionnel et technique (CNDIPT). Une opinion partagée par Silvia Mișu, chef de formation à la Fondation pour le développement de la société civile (FDSC) : « Les jeunes, qu'ils viennent de la campagne ou de la ville, ne pensent pas qu'une qualification professionnelle pourra leur servir pour trouver un travail bien payé. »

Selon l'Agence roumaine pour la qualité de l'enseignement pré-universitaire (ARACIP), 27.000 élèves sont inscrits à des cours post-secondaires techniques au niveau national (l'équivalent en France des cours pour obtenir un CAP ou un BTS). Soit à peine plus de 10% du nombre total des lycéens. Un constat qui a poussé le ministère de l'Éducation à réintroduire le cursus professionnel pour la rentrée 2012. « Il est important de prendre en compte la réaction des investisseurs qui se voient obligés d'employer des jeunes qui ne sont pas à la hauteur de leurs exigences. La partie théorique de la formation sera réduite pour laisser plus de place à la formation professionnelle », a récemment déclaré Oana Badea, secrétaire d'État au ministère de l'Éducation. Rappelant les résultats catastrophiques du Baccalauréat de cette année, le ministre Daniel Funeriu a insisté qu'il fallait offrir une alternative à ceux qui ne seront pas capables ou ne souhaiteront pas passer le Bac.

Texte et photo : Mihaela Cărbunaru

RESSOURCES

ROUMAINES

Quel est le candidat parfait pour les multinationales ? Quelles sont les compétences les plus recherchées par les grandes compagnies ? Les Roumains ont-ils des chances d'accéder à des postes clés dans les plus grands groupes ?

ELLE A FAIT LA UNE DES JOURNAUX

roumains l'année dernière, lorsque Vodafone a annoncé sa nomination à Londres comme directrice des opérations pour la région Europe. Cadre au sein de la compagnie de téléphonie mobile, Liliana Solomon a tout

« Les Roumains sont reconnus pour leur préparation théorique et leur aisance dans les langues étrangères »

simplement grimpé les échelons depuis Bucarest, où elle est arrivée jusqu'au poste de directrice exécutive. Le cas de Liliana Solomon est sans doute l'un des meilleurs exemples du potentiel des ressources humaines en Roumanie. Pourtant, cet exemple reste une exception. « La situation a bien évidemment évolué depuis quelques années, mais on trouve généralement des expatriés aux postes de direction des sociétés étrangères implantées chez nous », note Corina Diaconu, directrice de ABC Human Capital, une société de recrutement roumaine.

Sur les 50 sociétés étrangères les plus importantes, seulement 30% des directeurs exécutifs sont d'origine roumaine. « La nomination d'une direction de même nationalité que celle des actionnaires est une méthode de contrôle et de réduction des risques sur un marché qui connaît une réputation difficile comme celui de la Roumanie », explique l'économiste Liviu Voinea, coordinateur d'une étude en cours sur le sujet. Les expatriés sont envoyés pour former sur place les employés à la culture organisationnelle de l'entreprise et à ses valeurs. « Les Roumains commencent toutefois



Salon de l'emploi, fin octobre 2011 à Bucarest.

à acquérir de l'expérience dans le milieu des affaires internationales et peuvent apporter une vision complexe sur les pratiques locales et les spécificités culturelles. C'est un plus par rapport aux expatriés », décrypte Lulia Avram, d'une autre société de recrutement de taille, AIMS. Mariana Gheorghe en est le plus brillant exemple. À 55 ans, elle dirige la compagnie avec le plus gros chiffre d'affaires du pays : OMV Petrom, au capital principalement autrichien.

Si les Roumains ne sont encore qu'au début de la conquête des casquettes de patron des multinationales présentes dans leur pays, ils sont en revanche nombreux aux postes de direction intermédiaire. « Les attentes sont très importantes de la part des sociétés étrangères à ce niveau-là, confirme Lulia Avram. L'un des critères d'embauche le plus fréquemment demandé est celui du niveau d'expérience dans le même domaine d'activité et la maîtrise d'une langue étrangère. » Et sur ce dernier point, les Roumains bénéficient déjà une solide réputation. « Ils sont en effet reconnus par les sociétés étrangères pour leur

préparation théorique et leur aisance dans les langues étrangères », confirme Monica Căcina, responsable marketing de Bestjobs, le principal site Internet roumain pour les annonces d'emploi.

La stratégie de recrutement n'est toutefois pas exactement identique pour toutes les entreprises. Il existe, par exemple, de légères différences de vision entre la culture « business » française et celle anglo-saxonne. « Une compagnie française mettra l'accent sur les qualités humaines, relationnelles et la personnalité d'un candidat, par exemple. Les réussites réalisées par le passé sont considérées comme un gage de performances futures, soutient Lulia Avram. Une compagnie allemande ou anglaise va plutôt insister sur les études, les formations et les compétences techniques de la personne. » Constatations « assez subjectives », conclut-elle, car les critères de recrutement restent un domaine sensible au sein des grandes sociétés, pas très bavardes sur le sujet.

Jonas Mercier
Photo : Mediafax

JCCR : JEUNES CADRES CONTENTS en Roumanie

Ils sont jeunes, diplômés, polyglottes, et ont décidé de rester en Roumanie. Leur vie professionnelle ? Ils en sont satisfaits, et pensent pouvoir évoluer dans leur emploi. Alexandra et Ovidiu racontent leur expérience.

« LA PLUPART DES ROUMAINS REVENT d'un poste très bien rémunéré avec le moins de responsabilités possible. Je sais, c'est un peu dur ce que je dis mais c'est en grande partie vrai.

coïncidé avec le rachat de la BCR par les Autrichiens de la Erste Bank. Alexandra s'est alors vite vu attribuer des tâches nouvelles, elle a grandi en même temps

poste entre la Roumanie et l'Autriche est significative. Mais n'en dira pas plus.

À 37 ans, Ovidiu Baron, lui, est directeur marketing du complexe muséal Astra de Sibiu. « Le plus important pour moi est de travailler là où je peux être utile et où je peux faire de mon mieux », dit Ovidiu d'une voix douce. Élevé à la campagne, il a touché un peu à tout : agriculteur, bûcheron... Avant d'être professeur de roumain et de langue française pendant six ans. Mais après son doctorat en France, il n'a plus voulu retourner dans l'enseignement. « Les professeurs ont un statut déplorable en Roumanie. En plus, je dépensais la moitié de mon salaire dans le transport. Comme je ne pouvais pas changer le système, j'ai décidé de changer de carrière », explique-t-il. Il travaille aujourd'hui au sein d'une équipe dynamique, et dans une institution qui évolue en permanence. Son salaire : 400 euros net par mois. Pas énorme mais bien au-dessus du salaire moyen à Sibiu.

« Pour réussir, il faut sortir du confort et s'investir. Dans mon domaine il y a plein d'opportunités de travail sur des projets intéressants. »

Et la crise, qu'en pensent-ils ?... « La situation économique incertaine oblige les gens à apprendre en permanence, à être connectés au monde. Dans les banques par exemple, tout le monde parle au moins deux, trois langues étrangères et participe à des formations de façon régulière », affirme sur un ton assuré Alexandra Stoenescu. Ovidiu Baron a lui son plan B : « Je pourrais toujours travailler en tant que consultant marketing ou traducteur. Par contre, il sera très difficile de me convaincre de quitter Sibiu pour aller à Bucarest. Cette petite ville se développe de façon constante et cohérente, ce qui n'est pas encore le cas de la capitale », conclut-il.

Mihaela Cărbunaru
Illustration : Sorina Vasilescu



Pour moi, un bon salaire n'est pas suffisant pour me motiver. Sans travail d'équipe, on ne peut pas avoir de résultats et sans résultats, du moins dans une multinationale, on ne peut pas justifier un bon salaire », soutient Alexandra Stoenescu, coordinatrice de l'équipe audit pour le retail à la BCR Erste Bank de Bucarest. À 29 ans, elle dirige un département de dix personnes, une position qu'elle a décrochée en six ans de carrière à peine. Elle s'est formée pendant un an en tant qu'associée dans le prestigieux cabinet de conseil PricewaterhouseCoopers. « Au sein d'une multinationale, ce qu'on demande d'abord est une certaine ouverture d'esprit car le rythme de travail est soutenu et les déplacements très fréquents », affirme-t-elle.

C'est en 2006 qu'elle rejoint la plus grande banque roumaine qui comptait seulement 15 personnes dans son département d'audit interne. L'année d'après, l'équipe employait 50 personnes, moment qui a

que la société. « Au moins en Roumanie on peut encore apporter sa pierre à l'édifice. On

« Ici on peut encore apporter sa pierre à l'édifice. On peut s'imposer avec des compétences et un peu de volonté »

peut s'imposer avec des compétences et un peu de volonté. On peut encore innover, donner son avis et être entendu et ne pas rester un simple exécutant. Mes collègues d'Erste en Autriche ont la quarantaine et occupent les mêmes postes que l'on confie en Roumanie à des trentenaires », explique Alexandra sur un ton enthousiaste. Même si elle avoue que la différence de salaire pour le même



MICHELIN ROUMANIE 10 ANS Une histoire en mouvement

Le monde Michelin est un monde dynamique, un monde de diversité, un monde respectueux de l'environnement, un monde au cœur duquel la sécurité et l'innovation mobilisent plus de 6000 chercheurs répartis sur 4 continents. Le monde Michelin est une histoire en mouvement, une histoire qui a commencé il y a 120 ans dans le centre de la France et qui se poursuit aujourd'hui dans plus de 170 pays.

C'est la France s'engageant en Roumanie il y a 10 ans déjà.

3 usines de pneus et 1 usinerie. Plus de 450 000 tonnes de pneus. Plus de 150 000 tonnes de câble métallique. Plus de 3000 personnes réunies dans une seule équipe. 10 ans de développement durable, de professionnalisme et de passion.

Aujourd'hui, Michelin construit la mobilité de demain. Par ses pneus qui offrent plus de sécurité, plus d'économie de carburant et plus de longévité. Par son attachement à l'environnement. Par le respect des hommes et des faits.

Parce que Michelin représente une meilleure façon d'avancer.

www.michelin.ro
www.10ani.michelin.ro



L'AVIS DU PATRON...

Magnat de l'agro-alimentaire, Ioan Niculae est depuis septembre le président de Patrorm, nouvelle organisation patronale. Dans cet entretien, il déplore l'absence d'un vrai dialogue social qui empêche la Roumanie d'adopter des réformes efficaces pour l'emploi, adaptées aux réalités de l'économie.

Regard : Quels sont les principaux problèmes qui caractérisent le marché de l'emploi roumain ?

Ioan Niculae : D'un côté, il n'y a pas assez d'emplois, ce qui pousse une partie de la main-d'œuvre à partir à l'étranger. De l'autre, il y a un manque de personnel dans certains secteurs, notamment ceux qui fonctionnent bien. En plus de cela, de nombreux salariés travaillent sans que leur sécurité soit assurée, et sans bénéficier de la moindre assurance sociale. Enfin, il existe des différences salariales trop fortes entre les hommes et les femmes, les jeunes et les salariés plus âgés. Nous, nous imposons un code de bonne conduite à nos membres. Mais c'est à l'État de s'en préoccuper. Par ailleurs, le nouveau code du Travail a essayé d'introduire une plus grande flexibilité. Mais par rapport aux autres marchés européens, la législation est beaucoup moins flexible pour les contrats à durée déterminée, le travail de nuit ou le paiement des heures supplémentaires. C'est avant tout un problème de mentalité. Certes, l'allongement de la durée possible des contrats temporaires à trois ans a été une intention louable – visant à éliminer le travail au noir. Mais la Roumanie reste bonne dernière de l'UE en ce qui concerne le nombre de CDD signés.

Pourquoi la main-d'œuvre existante n'est-elle pas adaptée au marché ?

Il y a un énorme décalage entre la formation et les besoins réels de l'économie. Il faut des soudeurs, des ingénieurs agronomes, des mécaniciens, mais on a préparé beaucoup de juristes, d'informaticiens. On ne trouve plus de main-d'œuvre qualifiée. Résultat, dans mes entreprises, nous avons dû engager des Chinois, des Bulgares, des Israéliens, des Hollandais, qui travaillent dans les fermes ou les industries énergétiques. Depuis quatre ans, dans mon entreprise de chimie, nous formons nous-mêmes les jeunes. Et nous voulons transformer ces cours de formation professionnelle en université, privée,



spécialisée dans les métiers de la chimie. Il faudrait vraiment une stratégie globale, sur dix ans, pour adapter la formation en fonction des secteurs qui se développent. Et puis les demandeurs d'emploi perdent un temps fou dans leur recherche, qui n'est pas efficace. L'agence nationale pour l'occupation de la main-d'œuvre devrait être gérée par le patronat et les syndicats, qui sont mieux à même de faire coïncider l'offre de postes vacants avec les qualifications des personnes non employées.

Plus généralement, quels sont les problèmes auxquels se confronte le patronat ?

Le patronat est en phase de réorganisation. Il était éclaté, avec 13 confédérations patronales. En septembre, nous avons créé Patrorm, qui regroupe Conpirom, Ugir 1903, le Patronat roumain, et l'Union nationale du Patronat roumain. On représente 70% environ des salariés et entreprises. Nous avons besoin d'une telle organisation pour

nous faire entendre par le gouvernement. L'autre priorité, ce sont les secteurs d'activité – prévus par le nouveau code du Travail en remplacement des branches d'activité – qui doivent être définis par le gouvernement. Ce n'est toujours pas le cas, six mois après l'entrée en vigueur du code du Travail et cela bloque toute procédure dans les entreprises. D'un autre côté, nous avons signé un accord avec les cinq principales confédérations syndicales – une première en Roumanie. Il prévoit la négociation des contrats collectifs de travail en dehors du Conseil économique et social, ainsi que le retrait de tous les signataires des structures de dialogue économique et social tant que le gouvernement ne sera pas remplacé dans le Conseil par des membres de la société civile (comme le prévoit la loi, ndlr). Nous avons aussi défini des propositions communes, pour augmenter les salaires et améliorer les politiques fiscales, pour les salariés et pour les employeurs.

Propos recueillis par Marion Guyonvarch.
Photo : Mihai Barbu

... ET CELUI DU SYNDICALISTE

Président de la confédération syndicale Cartel Alfa, Bogdan Hossu fustige régulièrement la politique du gouvernement en matière d'emploi et a notamment été l'un des opposants les plus féroces au nouveau code du Travail. Il livre ici son analyse sur la situation du marché de l'emploi et l'impact de cette nouvelle législation.

d'autres problèmes... Où sont les congés formation ? Où sont les cours de formation professionnelle continue obligatoire, pourtant prévus par la loi ? Où sont les allocations chômage quand on ne trouve pas d'emploi ?

A-t-il permis d'améliorer la lutte contre le travail au noir ?

Non, au contraire. Déjà, la suppression du contrat collectif de travail a eu pour effet immédiat la hausse du nombre de salariés embauchés au salaire minimum, ce qui veut dire que le travail gris a augmenté (salaire minimum + reste de la rémunération au noir, ndlr). Idem pour le travail au noir, comme le prouve les chiffres de l'inspectat du travail. Et croire qu'on va résoudre ce problème grâce à des amendes plus fortes est une idée totalement fausse.

Quel impact a eu la crise sur le marché de l'emploi ?

Le nombre d'emplois est en chute constante : on est passé de 5 millions de travailleurs à 4,18 millions. Surtout, la migration s'est encore accentuée. La migration permanente est devenue un phénomène de masse. Les promesses du conseil des investisseurs étrangers selon lesquelles ils allaient augmenter le nombre de postes se sont révélées fausses. Beaucoup de ces investisseurs, pas tous évidemment, ont été les premiers à profiter des facilités offertes par le nouveau code du Travail et ont licencié.

Considérez-vous que les salariés roumains sont suffisamment protégés aujourd'hui ?

Non, les salariés sont de moins en moins protégés, évidemment. À l'heure actuelle, ils sont sous la menace constante de perdre leur emploi, une menace qui les pousse à faire tout ce que demande leur patron, sous peine d'être renvoyé, et donc à accepter des horaires, des conditions de travail et des modes de rémunération incorrects. Cela s'est accentué avec la disparition du contrat collectif de travail, qui assurait jusqu'alors un minimum de protection.

Propos recueillis par Marion Guyonvarch
Photo : Mediafax



Regard : Comment définiriez-vous le marché de l'emploi en Roumanie ?

Bogdan Hossu : Le marché de l'emploi en Roumanie est aujourd'hui déstructuré, sans aucune stimulation pour favoriser la motivation au travail ou la formation professionnelle continue. Et les perspectives sont sombres : on risque de continuer à perdre une grande partie du personnel qualifié, qui émigre.

Qu'a changé le nouveau code du Travail, entré en vigueur en mai dernier ?

Le nouveau code du Travail n'a fait qu'accroître le pouvoir de l'employeur sur le salarié, en rompant l'équilibre auquel on était parvenu en huit ans de pratique de l'ancien code du Travail. Il ne faut pas oublier que la variante proposée par une partie des confédérations patronales et tous les syndicats était bien plus équilibrée et efficace. Aujourd'hui, le code est devenu un obstacle dans certains domaines. Avec l'ancien code, plus de 30% des salariés n'avaient pas de fiche de poste.

Ils sont encore moins nombreux à avoir des critères d'évaluation et des détails sur leur emploi dans leur contrat individuel de travail.

A-t-il apporté une plus grande flexibilité comme le souhaitait le gouvernement ?

Quand on parle de flexibilité, il faut savoir qu'elle a deux formes, au sein et à l'extérieur des sociétés. Ce qu'a apporté le nouveau code du Travail, c'est la flexibilité interne, qui existait aussi avant (un programme de travail flexible en termes de calendrier et de temps de travail), mais cette flexibilité était réglemantée par le contrat collectif de travail. Ce n'est plus le cas. Il existe théoriquement des normes, mais faute d'expertise dans leur mise en place, cela conduit à l'exploitation. Surtout, il ne faut pas oublier le plus important, la « flexibilité » devrait aller de pair avec la sécurité, comme le suppose le concept de flexisécurité. Mais ce mot doit être trop long pour nos dirigeants, qui n'ont retenu que la première partie. La sécurité au travail est complètement laissée de côté. Et il y a

EN ERRANCE

Jeunes ou plus âgés, en ville ou à la campagne, les chômeurs roumains ne voient pas tous leur avenir de la même façon. Si certains sont capables de changer de secteur pour trouver un emploi, d'autres sont dans des situations très problématiques.



À l'entrée du salon de l'emploi de Buzău, au printemps dernier.

QUAND IL A ÉTÉ LICENCIÉ, IL Y A maintenant deux ans, Cristian Paiș, alors âgé de 29 ans, croyait retrouver un emploi rapidement. « Je ne me suis pas inscrit au chômage, parce que je pensais ne pas en avoir besoin. Je me suis mis à chercher du travail dès le lendemain de mon licenciement », se remémore-t-il. Mais tout ne s'est pas déroulé comme prévu. À l'époque, la crise économique prend tout juste ses quartiers en Roumanie et les offres d'emploi se font de plus en plus rares. À cela s'ajoute une situation familiale difficile. Cristian Paiș divorce quelques mois plus tard. Seul et sans emploi, c'est la descente aux enfers. Mais le jeune homme ne perd pas espoir et pour s'en sortir, il fait appel à des associations d'intégration sociale comme Ateliers sans frontières ou le Samu social, qui l'aident dans sa recherche d'emploi. « Je ne me considère pas marginalisé, tient-il à préciser. Il existe des offres d'emploi, mais actuellement le marché du travail n'est pas flexible. Les compagnies veulent des

candidats sur mesure, elles ne veulent pas investir dans leur personnel. J'ai une formation solide et une certaine expérience, mais les patrons ont des prétentions trop élevées. »

Cristian Pais n'a en effet rien d'un parvenu. Diplômé d'une licence de management en agrotourisme, il n'a pas trouvé de travail dans sa branche et a débuté une carrière de vendeur chez Ikea entre 2005 et 2008. Il a ensuite démissionné pour postuler dans un groupe espagnol. Sa maîtrise de la langue lui a permis d'être embauché rapidement. Mais avec l'arrivée de la crise, la société a plié bagages et Cristian a fait partie du premier wagon de licenciements. « Aujourd'hui, il n'y a pas de débouchés dans ma branche, mais je suis prêt à faire n'importe quoi », conclut-il.

À une trentaine de kilomètres de Bucarest, Maria Niculae ne voit pas son avenir avec autant d'espoir. Elle a perdu son emploi il y

a bientôt un an et à 42 ans, elle se demande où elle pourrait encore être utile. « Comme vendeuse dans un petit magasin du village

« Je ne me considère pas marginalisé, il existe des offres d'emploi, mais actuellement le marché du travail n'est pas flexible »

peut-être... », dit-elle peu convaincue. Maria a deux enfants et elle a travaillé toute sa vie dans l'administration publique. Il y a trois ans, elle a été embauchée à la mairie d'Ogrezeni, une petite commune au sud-ouest de la capitale. En quelques mois, elle a vu son salaire baisser de 25% avant d'être finalement mise à la porte. « Je me suis inscrite

au pôle emploi, mais on ne m'a jamais appelé pour me proposer du travail. Ici, tout se fait par pistons. Les rares jobs qui apparaissent sont immédiatement donnés à des connaissances des fonctionnaires de l'agence », explique-t-elle résignée. Ses allocations chômage

s'élèvent à 450 lei par mois (environ 100 euros), mais vont prendre fin dans deux mois. Après, plus rien. La famille Niculae devra faire avec le salaire du père d'environ 400 euros. Maria semble fatiguée avant l'âge et un peu résignée... « Suivre une formation

pour apprendre un nouveau métier ? Je ne sais pas si j'en serais capable. »

Jonas Mercier
Photo : Mediafax

COMBIEN Y A-T-IL DE CHOMEURS EN ROUMANIE ?

Difficile de répondre à cette question dans un pays qui compte deux taux de chômage différents. Il existe en effet deux méthodes totalement indépendantes pour quantifier le nombre de personnes sans emploi. On parle tout d'abord d'un indicateur administratif, calculé par l'ANOFM – l'équivalent du Pôle emploi français – et qui se base sur l'enregistrement volontaire des chômeurs à cette agence. L'autre indicateur, celui de l'Institut national des statistiques (INS), se base lui sur un travail d'enquête statistique répondant aux critères du Bureau international du travail – c'est ce chiffre qui est d'ailleurs retenu par Eurostat, l'Institut statistique européen. Cette situation est d'autant plus incongrue que les différences entre ces deux pourcentages sont parfois considérables. Au mois d'octobre par exemple, le taux de chômage calculé par l'ANOFM était de 4,9% de la population active, alors que celui de l'INS était de 7,5%. « Le problème avec les statistiques de l'ANOFM, c'est qu'un chômeur en fin de droits sort automatiquement du système. Il doit lui-même se réenregistrer pour être pris en compte », explique Valentina Vasile, directrice de l'Institut d'économie nationale. Et cette démarche est loin d'être un réflexe chez les demandeurs d'emploi qui préfèrent généralement se débrouiller seuls pour retrouver du travail. Les avantages offerts par l'ANOFM, comme les formations professionnelles gratuites ou la communication des offres d'emploi, ne seraient pas suffisamment attractifs. Selon Ion Picioruș, président d'une association qui propose des formations professionnelles gratuites, « beaucoup de demandeurs d'emploi qui font appel à nos services ne sont pas inscrits sur les listes de l'ANOFM, ils ne doivent pas y trouver leur compte ». À noter par ailleurs que le taux de chômage varie nettement suivant les régions. Si à Bucarest il est d'environ 2%, et de moins de 2% dans le département de Timiș (ouest), ce taux oscille entre 7 et 9% dans les départements les plus pauvres du pays, tels Teleorman (sud), Vaslui (nord-est) ou Dolj (sud-ouest). Chiffres issus de l'ANOFM et non pas de l'INS...

Où vont les docteurs ?

Cette année, 5000 candidats se sont disputé 3810 places disponibles pour l'internat de médecine en Roumanie. Un vivier qui s'évapore ou part vers le privé.

CES QUATRE DERNIÈRES ANNÉES, 8000 jeunes médecins ont quitté la Roumanie. Le pays a le plus petit nombre de docteurs de toute l'Union européenne, soit moins de 2 pour 1000 habitants. Mis à part les salaires, les médecins se plaignent notamment qu'ils n'ont pas l'occasion de mettre en pratique ce qu'ils apprennent à la faculté. « Dans les hôpitaux publics, les embauches se font grâce aux relations, tout le monde le sait », soutient un interne en chirurgie. « Nous ne faisons pas grand-chose en chirurgie à Brașov. Il n'y a personne pour nous suivre, et si nous faisons des erreurs nous sommes tout de suite pénalisés. Maintenant je suis venu repasser mon examen d'internat afin de changer de spécialité. »

Ces jeunes médecins ont-ils d'autres alternatives en Roumanie ? Nadia Awdha, étudiante en 5ème année à la faculté de médecine de Bucarest, a déjà sa petite idée : « Je postulerais pour des cabinets privés ou à la clinique Med-Life. On m'a dit qu'ils accueilleraient des médecins sans expérience, et qu'ils les formaient. » Une

politique qui se retrouve dans le réseau de cliniques privées Regina Maria. Son directeur exécutif, Fady Chreich, explique que ses cliniques « disposent actuellement de 1000 médecins. Cette année nous avons agrandi l'équipe médicale en même temps que notre réseau à Bucarest et dans le reste du pays. Nous sommes ouverts envers les internes et les jeunes médecins en général. En ce moment, nous avons 170 médecins à temps plein qui ont moins de 40 ans, mais aussi un grand nombre de médecins collaborateurs. » Et ces opérateurs privés offrent de meilleurs salaires, conscients du déficit de spécialistes et de la migration du personnel médical roumain à l'étranger. Le risque est que le secteur public soit encore plus déserté, ce qui a des conséquences très graves pour l'ensemble de la population (voir l'entretien du numéro 51 avec le sous-secrétaire d'État à la Santé Raed Arafat).

À part les cliniques et les cabinets privés, les jeunes médecins peuvent aussi opter pour des compagnies qui proposent de la

consultance médicale, le secteur des ONG, ou les sociétés pharmaceutiques qui offrent des postes de représentants médicaux, de spécialistes pour les tests cliniques ou pour faire de la recherche médicale. D'après le directeur exécutif de Johnson&Johnson en Roumanie, Papataxiarchis Efthymios, « il y aura ici environ 35% d'employés en plus dans l'industrie pharmaceutique dans les années à venir ». Le géant britannique de cette industrie GlaxoSmithKline a même initié un programme depuis cinq ans destiné à encourager l'embauche des jeunes diplômés en médecine, le « GSK Trainee Programme ».

Faute de mesures adéquates, et malgré l'alternative proposée par les centres privés, les médecins roumains continueront de s'installer dans d'autres pays de l'Union européenne. Même Șerban Mihăileanu, président de l'Association des médecins roumains de France, concède que « peut-être chaque pays mérite ses docteurs ».

Cristina Bobe

Les personnes provenant de milieux défavorisés peinent sur le marché du travail. C'est vrai ici comme ailleurs. Même si la législation pousse vers l'intégration de ces personnes. Mais des initiatives existent, mises en place par une poignée d'ONG.

LE DUR LABEUR DE L'INSERTION



Florin sur sa « cargo bicicleta ».

LUNDI MATIN ORDINAIRE POUR

Florin : malgré le gris et le froid de l'automne bucarestois, il est déjà au travail. Au feu rouge, un homme s'arrête, intrigué par Florin ou plutôt par le véhicule qu'il conduit : la « cargo bicicleta ». Il faut dire qu'il y a de quoi : une solide bicyclette verte à trois roues transportant à l'arrière un grand panier en métal recouvert d'une bâche, cela ne court pas les rues. Il demande au jeune cycliste : « Si je veux que vous veniez chercher du papier à recycler chez moi, je fais comment ?... » — « Vous pouvez contacter les filles de Viitor Plus, vous avez le numéro de téléphone ici », répond Florin en montrant les coordonnées de la fondation. « Vous venez le chercher et en échange vous me donnez de l'argent, c'est ça ? » — « Euh... pas

vraiment », réplique Florin un peu gêné, « c'est pour aider » — « Mais aider qui ? » Silence... — « Les enfants, et nous, les gens en difficulté », répond finalement Florin.

Sans études, sans permis de travail et avec un bébé depuis peu, la situation de Florin était délicate. Mais depuis août 2011, il conduit fièrement sa « cargo bicicleta » dans le quartier Dorobanți. D'entreprises en bureaux, il collecte le papier destiné à être recyclé. Aujourd'hui, c'est plus de 100 kilos qu'il a eu à transporter de l'Institut culturel roumain à la benne à papier de la fondation Viitor Plus. L'organisation SOS Satele Copiilor, qui conseille et soutient les parents en difficulté, l'a mis en lien avec l'association. Cristina Pașcanu,

coordinatrice du projet Recicleta explique qu'« à travers ce travail, nous permettons aux employés d'arriver à une stabilité financière afin qu'ils puissent élever leurs enfants et faire vivre leur famille ». Comme Alex qui, depuis deux ans, pédale pour Viitor Plus et, grâce à cette activité, a pu mettre ses cinq enfants à la maternelle ainsi que contracter un crédit à la banque.

Mais ce genre d'initiative qui permet d'insérer dans la société une personne en difficulté reste rare en Roumanie. « Le marché

du travail n'est pas structuré pour accepter des gens en difficulté », explique Francesco Aloisio, directeur de l'ONG Apel — une agence de médiation pour l'emploi des personnes marginalisées — et expert du marché du travail. Il détaille : « Il existe très peu de structures dédiées aux personnes défavorisées en Roumanie. Par exemple, les unités protégées y sont peu nombreuses ». Par « unités protégées », on entend des espaces de production similaires à l'entreprise, mais où les employés provenant de milieux en difficulté bénéficient de conditions de travail aménagées. À l'image d'Ateliere Fără Frontiere, qui recycle notamment les ordinateurs usagés, et d'Ateliere de Pânză, qui confectionne des sacs en tissu de récupération. D'autre part, les contrats de solidarité

sont également peu courants : à peine 3000 ont été signés depuis leur création en mars 2002. Ils permettent pourtant aux entreprises d'employer des personnes en difficulté tout en ayant 75% de leur salaire financé par l'État.

ENTRE CRISE ET PREJUGES

Plusieurs facteurs expliquent le désintérêt de ces entreprises à engager des personnes en difficulté. « Leur emploi doit être poussé par différentes mesures politiques, explique le directeur d'Apel. Or, pour le moment, les entreprises ne voient aucun avantage à le faire. » Seuls certains textes, dont la loi 116 de 2002, favorisent l'emploi des jeunes en difficulté, des Roms et des handicapés (voir encadré). Cristina Pașcanu de Viitor Plus ajoute : « L'effort de la part de l'État est très réduit. Nous avons juste bénéficié d'une bourse l'année dernière qui nous a permis d'ouvrir ce deuxième poste pour Florin ». Pourtant,

« C'est un problème complexe, qui ne peut pas être résolu juste par de l'accompagnement. Il faudrait opérer des changements profonds au sein de notre société »

quand les entreprises étrangères se sont implantées en Roumanie, il y a quelques années, elles avaient amené avec elles leur politique de responsabilité sociale. Mais comme l'a constaté Francesco Aloisio, après l'arrivée de la crise, « les premières mesures prises ont été de réduire les coûts en termes de responsabilité sociale ».

Par ailleurs, les entreprises sont réticentes à employer ces personnes à cause des possibles incompréhensions et le manque de respect venant des autres collègues de travail. C'est le cas notamment avec les personnes d'ethnie rom, qui subissent, selon M. Aloisio, « une discrimination plus marquée que les autres personnes défavorisées ». Une autre raison de la plus difficile insertion des Roms dans le monde du travail pourrait aussi résider dans « un système de valeurs associé au travail qui est différent de celui de la société actuelle, soutient-il. C'est un problème complexe, qui ne peut pas être résolu juste par de l'accompagnement. Il faudrait opérer des changements profonds au sein de notre société ».

Texte et photo : Julia Beurq

INTEGRER LES HANDICAPES

L'État roumain impose aux entreprises — à travers la loi 116 de 2002 — que 4% de leurs salariés proviennent d'un milieu défavorisé. Si elles ne la respectent pas, elles sont contraintes soit de se fournir en services réalisés par des « unités protégées », soit de payer des taxes supplémentaires à l'État. En 2006, ce texte a été adapté spécialement pour les personnes en situation de handicap et pour les entreprises ayant plus de 50 employés. Pour Gabi Comănescu, coordinatrice du programme d'intégration par le travail des handicapés de la fondation Motivation, « les compagnies préfèrent payer des impôts à l'État au lieu de repenser le lieu de travail en faveur des personnes en situation de handicap. De plus, ces taxes, qui rentrent directement dans le budget général de l'État, ne sont pas destinées de façon spécifique à l'insertion professionnelle des handicapés ». Stéphane Meuret, responsable chez HR Specialists, une organisation aidant les handicapés à s'insérer dans le monde du travail, confirme que « la démarche d'aller taxer les entreprises est bonne mais les revenus générés ne sont pas utilisés à bon escient. Ces taxes pourraient être versées à un organisme collecteur qui s'occuperait exclusivement de l'intégration des handicapés comme c'est le cas en France ». Il conclut néanmoins que « la nouvelle loi sur l'économie sociale de 2012 concernant les unités protégées devrait être plus adaptée aux handicaps les plus lourds ».

CHOISISSEZ LE CONFORT !

Leader pour les services en efficacité énergétique
Le meilleur prix de chaleur en Roumanie
Toutes nos Energies pour un développement durable

Dalkia Roumanie

Strada 11, Bucuresti, Romania
Tel: +40 21 122 55 72
Fax: +40 21 122 55 71
www.dalkia.ro
Contact: Sales@Dalkia.ro

VEOLIA
ENERGIES

PLUS POUR LES FEMMES

Comme dans la plupart des pays européens, et malgré la volonté et l'engagement d'un certain nombre de responsables politiques, l'équilibre entre les sexes sur le marché de l'emploi est loin d'être atteint en Roumanie. Rencontre avec la députée (PSD) Cristina Dumitrache, membre de la Commission sur le Travail et la Protection sociale et vice-présidente de la Commission sur l'Égalité des chances entre les femmes et les hommes.

Regard : Quels sont les principaux enjeux et priorités des politiques d'égalité des chances entre les femmes et les hommes sur le marché du travail roumain ?

Cristina Dumitrache : Comme dans les autres pays de l'Union européenne, il y a un désir d'améliorer l'accès des femmes à l'égalité des chances sur le marché du travail. Néanmoins, chaque pays est confronté à un ensemble particulier de problèmes qui limitent son action. Sur le plan des salaires, la Roumanie donne l'image d'une société presque égalitaire : pour le même type d'emploi et le même niveau de qualification, les femmes gagnent en moyenne 10% de moins que les hommes, tandis que dans d'autres pays de l'UE cette différence est de 20% (1). Des entraves à l'égalité demeurent cependant, comme par exemple un ensemble de valeurs traditionnelles, qui conditionne souvent l'orientation à l'école et se traduit aussi sur le taux d'emploi. Compte tenu du triple fardeau directement ou indirectement attribué aux femmes (maternité, carrière et travail domestique, ndlr), seulement 56,3% d'entre elles participent au marché du travail, par rapport à 70,7% des hommes. En outre, la discrimination vis-à-vis des femmes par certains secteurs d'activité est l'un des défis majeurs du marché du travail roumain. Les femmes se concentrent en effet dans quelques secteurs d'activité, généralement moins bien rémunérés que les secteurs plus masculins. Elles représentent 68 à 69% de la population active dans la santé, la grande distribution, l'éducation, l'administration, le commerce, l'hôtellerie et la restauration, tandis que l'industrie est un secteur dominé par les hommes. Selon l'Institut roumain de l'économie nationale, cette tendance à la discrimination augmente au lieu de diminuer, et c'est préoccupant. Je

note par ailleurs que cette répartition est plus marquée dans le secteur privé. Quant à la différence entre les sexes dans la distribution des postes à haute responsabilité au sein des entreprises, elle est frappante : les femmes n'occupent que 28,7% de ces postes, contre 71,3% pour les hommes. Il faut donc encourager une répartition plus équilibrée dans tous les secteurs professionnels, ainsi que sur le plan hiérarchique.

Comment se présente le phénomène du « plafond de verre » (2) en Roumanie ?

Le « plafond de verre » n'est pas totalement inconnu en Roumanie. Cela existait déjà sous le régime communiste, mais il n'a été reconnu ni par les gouvernants, ni par

« **La discrimination vis-à-vis des femmes par certains secteurs d'activité est l'un des défis majeurs du marché du travail roumain** »

la population (3). Ce problème n'a trouvé un nom et n'a pris une certaine importance que lorsque la Roumanie a entamé son processus d'adhésion à l'UE. Les femmes peuvent maintenant accéder à des postes plus élevés qu'avant, mais elles restent encore souvent en bas de l'échelle. Les statistiques réalisées par l'UE sur la population active en 2006 montrent qu'en Roumanie, 69% des managers sont des hommes et 31% sont des femmes. Ce phénomène est d'ailleurs plus visible dans le secteur privé que dans le public, encore une fois. Selon les chiffres du ministère du Travail transmis à la Commis-

sion européenne, les femmes occupent plus de la moitié des postes décisionnels dans les ministères du Travail et de la Protection sociale, des Finances publiques et de la Justice. Néanmoins, cette étude ne prend pas en compte les postes les plus importants, comme ceux de ministres, de secrétaires d'État et de leurs conseillers personnels.

La discrimination vis-à-vis des femmes au travail connaît-elle des disparités régionales ?

Il faut prendre en compte l'importance de la culture et des traditions, qui font obstacle aux politiques d'égalité des chances mises en place à Bucarest. Même s'il est difficile d'identifier les régions où la discrimination est plus forte, plus on se rapproche du noyau rural de la Roumanie, moins la société est exposée à des facteurs externes qui pourraient altérer la perception traditionnelle du rôle des femmes.

Propos recueillis par François Gaillard

(1) Statistiques de la Banque mondiale (2011) et d'Eurostat (2008).

(2) L'expression « plafond de verre » désigne l'ensemble des obstacles que rencontrent les femmes pour accéder à des postes élevés dans la hiérarchie professionnelle, comme si un plafond invisible les empêchait de gravir les échelons qui mènent aux plus hautes fonctions.

(3) Sous couvert d'une idéologie « égalitariste », les femmes n'avaient pas de statut explicite à l'époque communiste. Selon Cristina Dumitrache, leur « statut » était à bien des égards semblable à celui des femmes dans des pays non communistes.

À la campagne, le marché de l'emploi est tout autre que dans les villes. Main-d'œuvre peu qualifiée, pénurie de postes, inactivité massive... Travailler y est une activité compliquée. Reportage à Tărtășești, petite commune à une trentaine de kilomètres au nord-ouest de Bucarest.

L'AUTRE MONDE DU TRAVAIL

A MILLE LIEUES DE L'EFFERVESCENCE de la capitale, dans la commune assoupie de Tărtășești, le travail se conjugue à un mode différent de celui des villes.

« Ici, ça n'a rien à voir avec Bucarest, où j'ai aussi un magasin », explique Vlad Constantin, propriétaire d'une petite épicerie et d'une entreprise de plats à emporter. « C'est

dur de trouver de la main-d'œuvre. Les gens sont généralement peu formés et beaucoup sont partis à l'étranger. En 2008, j'ai passé trois annonces pendant trois mois avant de



trouver une vendeuse...», raconte-t-il. « Les gens vivent de l'agriculture ou ont déjà un emploi stable qu'ils ne veulent pas quitter. Avec la crise, il y a plus de demandes, mais le problème reste de trouver des personnes com-

« Le taux de chômage est de 20% environ, 10% d'inscrits qui perçoivent des aides, 10% dont les droits sont expirés. Mais en réalité, je pense que moins de 50% de la population active travaille »

pétentes et qualifiées. Pour les plats préparés, j'ai recruté quelqu'un de Bucarest, qui est logé sur place. » En juin dernier, Vlad Constantin a eu la chance de trouver une comptable rapidement, Aura Stanciu, 27 ans, originaire de Târtășești, qui ne trouvait rien depuis un an dans les environs.

Car si les patrons peinent à recruter, les aspirants travailleurs ont souvent encore plus de mal à se faire embaucher. « J'ai longtemps travaillé à Bucarest et fait la navette chaque jour. Mais j'ai été licenciée à cause de la crise. J'ai bossé un peu aux champs avec ma famille, je ne trouvais rien, à part des offres de gardien. Et puis je suis tombée sur cette annonce. J'ai eu de la chance, je suis même mieux payée qu'à Bucarest, je gagne 1 100 lei, contre 900. Et je n'ai plus la fatigue et le coût du transport (15 à 20 lei par jour, ndr). Cela tient du miracle d'avoir trouvé un boulot ici », explique Aura.

Le travail est décidément une denrée très rare dans cette petite commune. La preuve avec la famille Șerbănoiu, dont la maison est située au bord de la route qui mène à Târgoviște. Et où quatre générations cohabitent : Coca, la grand-mère, ouvrière aujourd'hui retraitée, son fils Gabriel et son épouse Vali qui ont repris la ferme familiale, leurs deux garçons, dont l'aîné Petrică, marié à Nicoleta, qui a deux enfants en bas âge. « Nous sommes cinq adultes et aucun n'a d'emploi, cela vous donne une idée », lance Vali, d'un air dépit. Atablée devant un café fumant, elle soupire. « J'ai travaillé à Avicola, une usine de volailles, jusqu'en 92 puis plus rien. Idem pour mon mari. Avant la révolution, les gens travaillaient dans les usines, les abattoirs, ici ou à Bucarest. Mais au fil des ans, tout a fermé et aucune nouvelle grande entreprise ne s'est installée. La crise n'a rien arrangé.

Mes deux fils étaient chauffeurs routiers, mais ont perdu leur emploi. On vit tous grâce à ce qu'on produit à la ferme. Des céréales, pas d'animaux. On vend parfois un peu le surplus, mais rien d'extraordinaire. C'est dur. »

Son fils, Petrică, confirme : « Je n'ai pas eu droit au chômage quand j'ai été licencié ; je ne touche aucune aide sociale, à part les allocations pour les enfants, et je ne suis pas couvert pour la santé. En trois ans, je n'ai pas réussi à trouver un seul emploi, c'est désespérant. » Petrică occupe ses journées en aidant son père aux travaux des champs et en jouant aux cartes avec ses amis. Inactif, il n'est pourtant pas comptabilisé dans les chiffres du chômage. Une situation loin d'être exceptionnelle à la campagne.

Assis dans un petit bureau vétuste, Constantin Badea, le maire de la commune et de ses 5700 âmes, souligne que « le taux de chômage est de 20% environ, 10% d'inscrits qui perçoivent des aides, 10% dont les droits sont expirés. Mais en réalité, je pense que

« Avant la révolution, les gens travaillaient dans les usines, les abattoirs, ici ou à Bucarest. Mais au fil des ans, tout a fermé et aucune nouvelle grande entreprise ne s'est installée »

moins de 50% de la population active travaille. Vous voyez bien, tous ces gens qui se baladent dans les rues en pleine journée... »

Pour tous ces inactifs, les aides existent, mais désormais peu en bénéficient. « Seules 42 personnes touchent les allocations sociales, car les critères sont de plus en plus restrictifs », explique Mihaela Moșoiu, l'assistante sociale de la mairie. Devant les abus enregistrés, le gouvernement a effectivement réduit de façon drastique le nombre de bénéficiaires. À Târtășești, la plupart des habitants survivent donc grâce à « l'agriculture de subsistance », soutient le maire. « Il y a peu d'employeurs ici : deux élevages de volailles, une usine de meubles, une de cartons, une trentaine de petits magasins... Et depuis la crise, c'est de pire en pire. Avicola a restructuré et n'emploie plus que 200 personnes contre 1 000 auparavant, et beaucoup de gens qui faisaient la navette à Bucarest ont perdu leur emploi. Quelques investisseurs ont acheté des terrains, des étrangers notamment, mais aucun n'a développé d'activité pour le moment. »

Un des amis de Petrică, Cristi, 25 ans, se heurte à cette équation insoluble. « Je suis mécanicien, mais je ne trouve pas de travail, même à Bucarest. Pourtant, je serais prêt à faire n'importe quoi, à apprendre un métier de zéro. Mais à l'agence pour l'emploi on ne me propose jamais rien, ou rien d'intéressant. Résultat, j'ai travaillé un peu sur des chantiers, au noir, bossé un peu comme ouvrier agricole dans les fermes. J'ai 25 ans et je continue à dépendre de mes parents, c'est déprimant. » À Târtășești, de nombreux jeunes sont dans le même cas. Et beaucoup choisissent l'exil pour s'en sortir. « Ma fille est installée au Canada où elle est professeure depuis des années, explique Vali. C'est triste mais c'est souvent la seule solution, ceux qui restent ici sont dans une impasse. »

Texte et photo : Marion Guyonvarch

LE TRAVAIL JOURNALIER REGLEMENTÉ

Dans les campagnes, où l'agriculture est encore la principale activité, le travail journalier est très répandu et souvent payé au noir. Au printemps dernier, dans la foulée de l'adoption du nouveau code du Travail, le gouvernement Boc a élaboré une nouvelle législation pour mieux encadrer cette pratique. Le nouveau texte prévoit que les zilieri (journaliers), âgés de 16 ans minimum, effectuant un travail non qualifié huit heures par jour, toucheront une rémunération de 2 à 10 lei de l'heure de leur journée de travail sur laquelle l'impôt de 16% aura été retenu. Selon les chiffres du ministère du Travail, depuis l'entrée en vigueur de la loi cet été, 1 million de zilieri ont été enregistrés. Mais à Târtășești, la mesure est accueillie avec réserve. « On continue à faire comme avant, de la main à la main », lance Vali. Même constat à la mairie. « La plupart des gens font des échanges, je bosse chez toi, tu viens m'aider pour la récolte », explique le maire Constantin Badea. Président de la confédération syndicale Cartel Alfa, Bogdan Hossu, reproche en outre à la loi de n'offrir aucune protection sociale : « Ce texte ne prévoit aucune cotisation retraite ou allocation chômage pour le journalier. »

ETRE FONCTIONNAIRE

Amputation des salaires, dégraissage des effectifs, accusations de corruption : jadis considérés comme une classe privilégiée, les fonctionnaires publics déplorent une dégradation sans précédent de leur statut, qui risque selon eux d'affaiblir l'autorité de l'État.



Bureau de l'assurance maladie à Bucarest.

« MALHEUREUSEMENT, EN ROUMANIE, les fonctionnaires publics ne sont pas vus comme des personnes qui travaillent pour le bien de la société. En théorie il s'agit d'une catégorie privilégiée mais en réalité elle ne l'est pas », souligne le président du Syndicat national des fonctionnaires publics (SNFP) Sebastian Opreșcu. Entré dans le système en 1993, à l'âge de 23 ans, cet expert des finances publiques se souvient de jours meilleurs, lorsqu'un fonctionnaire public inspirait le respect. « Mais aujourd'hui notre statut est des moins confortables, nous sommes blâmés aussi bien par les contribuables que par les hommes politiques qui veulent gagner du capital à nos frais, dit-il. Or, si les fonctionnaires sont vulnérables, le respect de la loi et l'autorité de l'État le sont aussi. »

Frappés de plein fouet par la réduction des salaires de 25% et le départ de quelque 50.000 de leurs collègues en trois ans, les fonctionnaires gagnent aujourd'hui en moyenne 1 400 lei net par mois (environ 320 euros), voire moins de 1 000 lei pour 60% d'entre eux. À l'autre bout de l'échelle, les salaires les plus élevés atteignent environ 5 600 lei net (1 300 euros), soit quasiment le

revenu mensuel du président Traian Băsescu. Pour nombre des 120.000 employés de ce secteur, la chute des revenus n'a fait qu'accroître la tentation de la corruption. Au début de l'année, une opération « mains propres » aux frontières a permis l'arrestation de plusieurs dizaines de douaniers. Des employés et des responsables locaux de la Garde des finances ont également été arrêtés après avoir reçu des pots-de-vin pour fermer les yeux sur des illégalités.

Selon l'analyste politique Andreea Pora, la culpabilité est partagée entre les fonctionnaires et la classe politique, qui « les a déplacés comme les pièces d'un jeu d'échec à chaque changement de pouvoir ». D'autre part, les fonctionnaires, dont une partie a été formée sous le régime communiste, « ont été habitués à avoir de hauts salaires, à travailler à leur gré et à mépriser le contribuable », dit-elle. Une position partagée par nombre de Roumains. Depuis des années, chaque fois qu'elle doit payer ses impôts, Monica Petre glisse un billet de 100 lei dans son dossier avant de le remettre à l'employée de l'administration fiscale. « Sans ça, il y a toujours un document qui manque ou un formulaire mal rempli »,

peste-t-elle. Adrian Calianu, un petit entrepreneur, dénonce lui aussi la « permanente mauvaise humeur » des fonctionnaires. « Le fonctionnaire au guichet est en colère contre son employeur en raison de son bas salaire, cela donne une image très désagréable », reconnaît M. Opreșcu.

Malgré ces aléas, la fonction publique conserve son attrait et obtenir un poste – haut placé et bien rémunéré si possible – n'est pas simple. Avoir les compétences nécessaires ne suffit pas toujours. Pots-de-vin, relations et recommandations comptent souvent plus. « Je ne peux pas nier qu'il y a des examens truqués, où tel ou tel candidat est favorisé », indique le syndicaliste, selon qui une analyse du nombre d'employés qui sont des proches d'un chef d'institution montre l'ampleur du fléau. « Dans une institution publique il y a un noyau d'experts et une enveloppe formée de gens nommés selon des critères politiques. » Ces derniers peuvent représenter jusqu'à 40% du total. En outre, lorsqu'il s'agit de tailler dans les effectifs, ce sont toujours les experts qui partent les premiers. « La décision de restructurer la fonction publique n'a pas entraîné une plus grande efficacité du système, car elle n'a pas été basée sur des critères économiques rigoureux », estime M. Opreșcu, évoquant une « démotivation » du personnel. « Quand on parle du respect de l'État envers les fonctionnaires, on est loin de ce qui se passe dans les autres pays de l'UE », déplore-t-il. Mais pour Andreea Pora, « s'ils veulent recouvrer prestige et respect, les fonctionnaires, qui ont souvent joui de privilèges non mérités, doivent faire preuve d'un minimum de solidarité et de compréhension à l'égard des difficultés économiques que traverse la Roumanie ».

Mihaela Rodina
Photo : Mediafax

UNE POLITIQUE de l'emploi ?

Malgré la crise, la Roumanie a jusqu'ici été épargnée par une flambée du chômage. Mais alors que le gouvernement y voit l'effet des mesures destinées à stimuler l'emploi, les syndicats et les analystes estiment qu'une aggravation de la situation en Europe, où travaillent quelque 2 millions de Roumains, pourrait changer la donne.

SELON LES STATISTIQUES

de l'agence nationale pour l'emploi (ANOFM), le taux de chômage s'élevait fin octobre à 4,93% de la population active, touchant environ 444.000 personnes. Ce chiffre est toutefois trompeur, car il ne prend en compte que les chômeurs qui se font enregistrer tous les mois. Plus fiable, car basé sur une enquête auprès de la population selon des critères de l'Union européenne, le taux publié par l'Institut national des statistiques pour le même mois s'élève à 7,5%, soit 727.000 personnes âgées de 15 à 74 ans (voir article pages 36-37).

Quoi qu'il en soit, le taux de chômage reste très inférieur à la moyenne de l'UE, qui s'élevait à 9,7% en septembre, avec des pics dépassant 20% notamment en Espagne. Selon les analystes, la Roumanie doit cette performance au grand nombre de ses ressortissants travaillant à l'étranger. Une détérioration des conditions dans les pays d'accueil pourrait toutefois entraîner un retour massif et soumettre le marché du travail à de fortes pressions, soulignent-ils. Les autorités assurent de leur côté que les mesures visant à créer des emplois ont porté leurs fruits et tablent sur une baisse du nombre officiel de chômeurs à 410.000, selon le projet du budget 2012.

Parmi les principaux arguments du gouvernement figure l'adoption en mai du nouveau code du Travail, qui a flexibilisé le marché et endigué le travail au noir: « Au cours des trois premiers mois après l'entrée en vigueur de ce texte, environ 1 million de nouveaux contrats de travail ont été signés. Il est vrai qu'une partie a été résiliée par la suite mais le solde sur trois mois s'est élevé à 200.000, contre une moyenne de 30.000 sur une période similaire auparavant », indique l'ancien ministre du Travail Sebastian Lăzăroiu.

Cette hausse n'a toutefois pas été assortie d'une augmentation substantielle des impôts et taxes payés par les employés et les employeurs, en raison de l'évasion fiscale,



En mars dernier, plusieurs manifestations ont eu lieu dénonçant le nouveau code du Travail, avec une motion de censure contre le gouvernement intitulée "Le code Boc : bas salaires, fort chômage et entreprises en faillite".

toujours florissante. En outre, souligne M. Lăzăroiu, nombre d'employeurs ont profité de l'adoption de la loi sur le travail saisonnier et fait enregistrer leurs employés comme de simples ouvriers saisonniers. Un subterfuge permettant de payer uniquement un impôt de 16%. Le maintien de ce taux unique d'imposition sur les revenus des particuliers et les bénéfices des sociétés, de même que

Déplorant « l'impuissance » des autorités, le Bloc national syndical a mis sur pied un programme de formation et de conseil pour les petits agriculteurs

le bas coût de la main-d'œuvre, représentent d'ailleurs deux atouts supplémentaires pour la Roumanie dans ses efforts pour attirer des investisseurs étrangers.

Le gouvernement a également encouragé l'embauche de jeunes qui viennent de finir leurs études et le maintien en activité d'adultes âgés de plus de 45 ans, en accordant des compensations aux employeurs.

Le président du Bloc national syndical (BNS), Dumitru Costin, conteste toutefois l'impact de ces mesures. « Le nouveau code fiscal n'a fait que précariser l'emploi, car l'essentiel des contrats signés sont à durée déterminée. Dire qu'il a permis de créer de nouveaux emplois est une illusion », soutient-il, soulignant que les investissements privés dans l'économie ont

drastiquement chuté en 2011. M. Costin se dit en outre inquiet du taux de chômage parmi les jeunes. « Augmenter le taux d'occupation pour cette catégorie est une priorité pour la Roumanie », estime-t-il. Le BNS plaide notamment pour la mise en place de programmes de « mentoring » pour former les jeunes, « mal préparés par l'école et non adaptés aux besoins du marché ». « Financer l'apprentissage sur le lieu du travail aiderait les jeunes à s'intégrer et arrêterait leur exode », ajoute M. Costin.

Une autre priorité vise les Roumains vivant dans les campagnes, soit près de 50% de la population totale, qui n'ont aucune formation et vivent pour la plupart de l'agriculture de subsistance (voir article pages 41-42). Déplorant « l'impuissance » des autorités, le BNS a mis sur pied un programme de formation et de conseil pour les petits agriculteurs, encouragés à créer des petites entreprises ou à travailler dans le secteur des services. « Nous avons déjà créé quelque 100.000 emplois. Cela revient à environ 30 par commune, ce n'est pas un chiffre négligeable », conclut M. Costin. Un exemple à suivre, sans aucun doute.

Mihaela Rodina
Photo : Mediafax



www.renault.ro



Renault partner elf

DRIVE THE CHANGE



2012, L'IMPREVISIBLE

Quelle sera la croissance de la Roumanie l'année prochaine ? Question que tout le monde se pose en ces temps fragiles. Même si les fondamentaux de l'économie roumaine sont relativement bons, la dépendance du pays vis-à-vis de ses partenaires européens fait que les prévisions sont difficiles. Mais qu'en pensent les experts ?

EN 2011, LA CROISSANCE ROUMAINE

aura été, en grande partie, nourrie par une récolte agricole exceptionnelle. Mais en sera-t-il de même en 2012 ? Rien n'est moins sûr, d'autant que les productions record enregistrées cette année n'ont pas été le résultat d'une meilleure productivité des fermes grâce au renouvellement de leur matériel, mais plutôt le fruit d'un contexte climatique extrêmement favorable. En l'absence de systèmes d'irrigation fiables, et dans les conditions où l'émiettement des terrains agricoles en centaines de milliers de petites exploitations peu rentables persiste, qui oserait miser sur une répétition du succès de l'été dernier ?

D'un autre côté, la croissance enregistrée en 2011 a aussi été le résultat d'une nette percée des exportations. Exportations qui ont été dirigées en priorité vers l'Union européenne et surtout vers les pays de la zone euro. Or, la Commission européenne prévoit une croissance de 0,6% seulement pour l'ensemble des 27 pays en 2012, et de 0,5% pour la zone euro (derniers chiffres sortis au bouclage de ce numéro). Dans un marché européen pratiquement bloqué, comme l'a récemment reconnu l'ancien commissaire européen à l'élargissement Olli Rehn, quelles chances aura la Roumanie de trouver des débouchés pour ses produits ?

L'exécutif roumain a annoncé et répété que la cure d'austérité drastique continuera en 2012 et 2013, avec pour but, confirmé par

le président Traian Băsescu au cours de sa dernière visite en Allemagne, d'atteindre un déficit zéro en 2013. À cela va s'ajouter la poursuite des licenciements massifs dans la fonction publique. Maigres chances donc d'avoir une croissance basée sur la revigoration de la consommation intérieure, d'autant que la Banque nationale roumaine (BNR), toujours inquiète de contrôler l'inflation, maintient son taux de référence à un niveau qui décourage la relance des crédits – bien qu'il devrait baisser dans le courant de l'année prochaine, selon la direction de la BNR.

« Je ne vois pas quelles pourraient être les sources de la croissance en 2012. Certes les exportations, qui ont fortement progressé en 2011, pourraient continuer d'augmenter, mais à un rythme inférieur. Cette hypothèse est cependant basée sur des facteurs extérieurs incontrôlables », a récemment affirmé le professeur Daniel Dăianu, ancien ministre des Finances et ancien économiste en chef de la BNR (source : www.cursdeguvernare.ro). « Une croissance de 2% est un objectif plutôt optimiste pour la Roumanie. » Selon lui, la conséquence directe des coupes budgétaires sera la diminution de la demande intérieure. Les fonds européens pourraient représenter une chance, à condition que les investissements effectués grâce à ces fonds aient un effet d'entraînement. « Il serait idiot de dépenser de l'argent européen pour construire une piscine municipale, par exemple », estime Dăianu. Message indirect adressé

à l'ambitieuse et très glamour ministre du Tourisme et du Développement Elena Udrea – qui devrait d'ailleurs obtenir une augmentation de son budget en 2012. Lors d'une conférence organisée par la Chambre de commerce et d'industrie française en Roumanie à la mi-novembre, Eugen Chirovici, conseiller à la Banque nationale roumaine, a déclaré que le pays se trouvait face à un dilemme : « Même si les fondamen-

« Certes les exportations, qui ont fortement progressé en 2011, pourraient continuer d'augmenter, mais à un rythme inférieur. Cette hypothèse est cependant basée sur des facteurs extérieurs incontrôlables »

taux sont relativement bons, nous devons consolider l'équilibre fiscal tout en favorisant la croissance de l'économie réelle. » Pour ce faire, il mise sur une meilleure absorption des fonds européens, davantage de compétitivité et de créativité au niveau des entreprises, mais aussi moins de bureaucratie. Un dernier point notamment partagé par la plupart des directeurs des principales sociétés françaises

installées en Roumanie présents lors de cette rencontre.

De son côté, Theodor Stolojan, ancien Premier ministre et eurodéputé, est d'avis que pour sortir de la crise, la Roumanie aura besoin d'une croissance bien supérieure à 1 ou 2%. « Pour réduire le décalage qui nous sépare des autres pays européens, nous avons besoin d'une croissance d'au moins 4 ou 5% », soutient-il. C'était vrai aussi avant la crise. Et de remarquer lui aussi que la réduction du taux d'inflation, si elle est mal gérée, risquerait de bloquer l'économie. « Il faut que cette réduction ne soit pas le résultat de la stagnation de l'économie. » Stolojan fait allusion aux paroles du gouverneur de la Banque nationale, Mugur Isărescu, qui a reconnu que la baisse du taux d'inflation avait été, avant tout, le résultat de la baisse drastique de la demande et de la consommation.

Valentin Lazea, l'actuel économiste en chef de la BNR, se veut plus optimiste et estime que l'industrie, la construction et le commerce seront les piliers de la croissance en 2012. « Une croissance de 2% que nous espérons atteindre l'année prochaine représente la somme d'une multitude de facteurs. Très

probablement, l'agriculture ne répètera pas les performances de cette année, mais nous misons toujours sur l'industrie, bien que son rythme de croissance soit moins alerte, ainsi que sur le commerce. Quant à la construction, il semblerait que ce secteur ait déjà atteint son niveau minimum, il ne peut donc que croître. »

Quant à Liviu Voinea, directeur du Groupe d'économie appliquée (GEA), il pense que les sources de la relance économique sont peu claires : « La consommation des ménages ne va pas augmenter car les revenus ne vont pas augmenter, et les dépenses du gouvernement ne vont pas augmenter non plus, les coupes budgétaires devant atteindre environ 3 milliards d'euros. »

Enfin, lors d'une conférence sur l'épargne et les crédits au mois d'octobre, le gouverneur de la BNR Mugur Isărescu a déclaré, à propos de l'ambition affichée du gouvernement d'arriver à un déficit zéro en 2013, que « la préoccupation première ne devrait pas être un déficit zéro, mais un déficit qu'on peut gérer. Avec un déficit zéro, il n'y a pas de développement possible, surtout pour un pays comme la Roumanie ».

Răsvan Roceanu

DES PREVISIONS, MAIS SANS GARANTIE

Le gouvernement compte sur un déficit de 1,9% du PIB et sur une croissance de 2,1% en 2012, selon son projet de budget (derniers chiffres sortis au bouclage de ce numéro). À son tour, la Banque nationale a avancé la cible de 3% pour le taux d'inflation l'année prochaine. La Commission européenne estime elle aussi qu'en 2012 la Roumanie devrait arriver à 2,1% de croissance. Du côté des banques commerciales, les opinions sont plus variées : la BCR voit la croissance à 1,9% du PIB, la BRD à 2,1%, ING à 2,2%, tandis que Raiffeisen Bank considère que la croissance ne dépassera pas 1,8%. Mais la prévision la plus pessimiste est de loin celle rendue récemment publique par la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD) : croissance de 1,1% seulement pour la Roumanie en 2012...



Organisation internationale, intégrée et indépendante, spécialisée dans :

- Audit
- Comptabilité
- Conseil fiscal
- Conseil juridique

présente dans 51 pays

fédérant plus de 13.000 professionnels

www.mazars.com

Mazars, services intégrés en Roumanie

AUDIT

- Assurance : audit légal, audit contractuel ; audit interne ; contrôle interne, Sarbanes-Oxley ; maîtrise des risques ; audit des systèmes d'information ;
- Conseil : restructurations ; Gestion de crise ; Financement ; Budgets ;
- Transactions : Due diligences ; Etudes de faisabilité ; Gestion du changement postérieur à l'acquisition ;

CONSEIL FISCAL

- Fiscalité des entreprises : Respect de la législation en vigueur ; Prix de transfert ; Optimisation fiscale des holdings ; Fusions et acquisitions ; Fiscalité internationale ; Fiscalité des expatriés ; Dialogues avec les autorités fiscales ; Fiscalité immobilière ; Audit fiscal et due diligence en matière fiscale ; Fiscalité de l'environnement ; Impôts locaux ;

EXPERTISE COMPTABLE ET GESTION DE LA PAIE

- Services de comptabilité : Tenue et vérification des comptes ; Préparation des comptes de gestion et des états financiers ; Reporting mensuel conformément aux Standards Comptables Internationaux ; Clôture mensuelle et de fin d'année ; Contrôle budgétaire ; Outsourcing des fonctions administratives ;
- Gestion de la paie et des dossiers du personnel ;

CONSEIL JURIDIQUE

- Droit des sociétés : Secrétariat juridique ; Fusions et acquisitions ; Banques et institutions financières ; Immobilier ; Droit de la concurrence ; Règlement L.P.F. ; Droit du travail et droit social ; Recouvrement de créances ; Droit de la propriété intellectuelle et droit des technologies de l'information ; Résolution des litiges et arbitrage ;

Contact :
 Irina-Florentina Văducelu – Managing Partner
 Str. Economiei Coezistenței, nr. 51B – sector 5, București, Roumanie
 Tel : +40 21 220 2000 / 01 ; contact@mazars.ro / www.mazars.ro

« LA PROSPERITE doit être fondée sur la création de valeurs »

Marius Ghenea, 43 ans, est l'archétype d'un entrepreneur moderne. Et « successful » : il est parmi les 500 hommes les plus riches du pays avec sept compagnies actives dans les nouvelles technologies. Entretien sur la croissance des disparités sociales, la crise de la dette, l'Europe...



Regard : Comment les millionnaires roumains sont-ils toujours touchés par la crise ?

Marius Ghenea : La crise a affecté toute la société, mais il y a des entrepreneurs roumains qui ont commencé de nouveaux projets et ont réussi à exploiter les opportunités de cette période. D'autres ont vu leur chiffre d'affaires se réduire de 30 à 50% voire plus, et certains sont en faillite.

Bref, il y a tous les cas de figure. De façon plus générale, cet antagonisme si discuté entre riches et pauvres me semble être un faux problème, un argument populiste qui convient plutôt à un agenda politique qu'à une analyse sérieuse de la situation. Car ce sont les entrepreneurs qui maintiennent l'économie et assurent les emplois. Évidem-

ment, il faut faire une distinction entre les vrais entrepreneurs et les autres, ceux qui bénéficient de la corruption du système politique et administratif local pour devenir plus riches, affectant directement notre situation financière.

Depuis des années on parle d'un contrôle

fiscal plus strict des grandes richesses mais rien ne s'est passé jusqu'à présent...

Là n'est pas la question, c'est juste un message politique populiste visant à identifier de faux ennemis de l'État et de la population. Je suis entièrement d'accord avec toutes les actions anti-corruption, anti-évasion fiscale et avec la lutte contre la criminalité économique organisée, car à travers l'administration publique des sommes énormes sont déversées directement ou indirectement dans les poches de certains. Mais je pense que le principe fondamental d'égalité devant la loi serait violé si on contrôlait une personne différemment seulement parce qu'elle a plus d'argent. Quant à un impôt supplémentaire pour les grandes richesses, cela amènerait à modifier l'impôt unique qui, selon moi, est un élément de stabilité pour les hommes d'affaires et pour la population dans son ensemble. Par ailleurs, l'effet de cet impôt supplémentaire serait négligeable car presque toutes les grandes entreprises de Roumanie sont des multinationales qui ne seraient pas soumises à cette mesure. De plus, une charge supplémentaire ne ferait que stimuler l'évasion fiscale.

La crise a souligné les différences croissantes entre riches et pauvres dans le monde entier, la classe moyenne serait également en péril...

Pas du tout. La classe moyenne se développe rapidement dans la plupart des pays du monde. Cela dépend comment on définit la classe moyenne. D'après moi, elle est d'abord constituée de petits entrepreneurs et de

professionnels libéraux relativement bien payés. Ce sont des gens généralement actifs et dynamiques, qui s'adaptent rapidement aux nouvelles conditions du marché et savent se réinventer.

Des voix sur le marché international, de plus en plus puissantes, contestent la spéculation financière. Peut-elle être empêchée, ou mieux contrôlée ?

Normalement, toute augmentation réelle de la prospérité collective, et individuelle, devrait être fondée exclusivement sur la création de valeur, et non pas sur des emprunts excessifs ou des spéculations artificielles. Les spéculations financières qui ont alimenté la bulle avant la crise de 2008 devraient effectivement être vérifiées plus attentivement à l'avenir. Mais l'avidité est aussi dans la nature humaine... Beaucoup vont encore

essayer d'organiser ou de participer à une telle spéculation. On peut contrôler tout cela administrativement, par la régulation des banques centrales ou des gouvernements. Mais le meilleur contrôle est celui qui, implicitement, rend les spéculateurs conscients que leurs actions manquent de soutien réel.

Êtes-vous très inquiet par rapport à la crise de la dette qui touche plusieurs pays d'Europe ? L'Allemagne et la France sont-elles assez solides ?

La France et l'Allemagne, les deux principales économies de la zone euro, ont un niveau de dette significatif. Dans l'absolu, l'Allemagne dépasse même la France. Mais selon moi, la France doit surtout répondre à des questions fondamentales concernant son modèle économique et social, où les solutions ne sont pas claires. Car comparé à l'Europe médi-

terrannée, et même à des pays comme l'Irlande, l'Autriche ou la Hollande, la dette de la France est nettement moins importante. Je ne crois pas que la France puisse entrer dans une crise de la dette, sauf si la situation provoque une panique extraordinaire sur les marchés financiers. Un tel scénario serait catastrophique, mais je suis convaincu que l'Europe ne va pas le vivre, même si des mesures sévères seront prises dans de nombreux pays de l'Union dans les années à venir.

Est-il encore souhaitable que la Roumanie passe à l'euro en 2015 ?

En tant que citoyen et en tant qu'entrepreneur, je tiens à passer à l'euro immédiatement, car cette Europe à deux vitesses, voire trois, si l'on considère la non inclusion de la Roumanie dans l'espace Schengen, ne nous avantage pas. Il n'y a que des inconvénients au fait que la Roumanie n'appartienne pas à la zone euro, tant pour le touriste que pour l'entrepreneur roumain. Nous contribuons déjà au budget de l'UE, et l'argument selon lequel la Banque nationale roumaine ne pourrait plus intervenir pour réguler le marché si on passe à l'euro est mauvais, je dirais même hypocrite : ces interventions ne font que générer des profits spéculatifs pour certains. Si la Roumanie rejoint la zone euro, la spéculation ne sera plus possible. Enfin, n'oubliez pas qu'en Roumanie la plupart des coûts pour les services publics et autres produits sont basés sur l'euro. Mais dans une relation biaisée entre le leu et l'euro. Chaque fois que l'euro augmente, les fournisseurs de services publics augmentent leurs prix. Mais quand l'euro baisse face au leu, ces mêmes fournisseurs oublient, évidemment, de réduire leurs prix. Ce problème serait résolu si la Roumanie rejoignait la zone euro.

Votre scénario le plus optimiste pour la Roumanie en 2012 ?

Une croissance économique d'environ 2%. Et pour le scénario pessimiste, une croissance zéro, voire légèrement négative. Mais je ne vois pas de contraction significative de l'économie. Rien n'est vraiment différent par rapport à 2011 en ce qui concerne le taux de change euro-leu ou l'inflation, même si l'endettement et le chômage ont tendance à augmenter. Le déficit budgétaire sera même plus bas qu'en 2011. Ceci étant, je trouve le gouvernement un peu trop ambitieux, et ne vois pas de croissance allant au-delà des 2%.

Propos recueillis par Florentina Ciuverca.
Photo : Mediafax

GRUIA DUFAUT
AVOCATS – PARIS & BUCAREST

DOMAINES D'INTERVENTION :

- Droit commercial
- Droit de la concurrence, consommation, distribution
- Fiscalité des entreprises et des expatriés
- Droit du travail, négociations collectives
- Droit immobilier
- Droit des sociétés
- Propriété intellectuelle
- Fusions-acquisition
- Litiges et arbitrages

Dana GRUIA DUFAUT
Avocat aux Barreaux de Paris et de Bucarest
Fondatrice du Cabinet GRUIA DUFAUT

20 ans d'expérience en Roumanie

Le Cabinet GRUIA DUFAUT fête en 2011 ses 20 ans de présence en Roumanie. Fort d'une équipe soignée d'avocats et de juristes roumains, tous francophones et francophones, le Cabinet accompagne ses clients dans divers domaines avec des services irréprochables.

(Siège du Cabinet GRUIA DUFAUT à Bucarest)

15 Avenue Carpathia
75008 Paris - France
Tél : +33 (0)1 43 67 94 94
Fax : +33 (0)1 48 62 31 52
Email : paris@gruiadufaut.com

14, Ploiești Boulevard 28
Sector 3 - Bucarest - Roumanie
Tél : +40 21 305 67 67
Fax : +40 21 305 67 62
Email : bucuresti@gruiadufaut.com

UNE PASSION

AU DEVENIR RENTABLE

À Comana, petite commune située à 35 kilomètres au sud de Bucarest, s'est ouvert cet été un atelier musée pas comme les autres : le moulin à papier (*moara de hârtie*). Reportage en compagnie du couple Georges-cu, à l'initiative du projet.

LE MOULIN À PAPIER DE COMANA A OUVERT SES PORTES LE 6 AOÛT DERNIER.

Mais l'aventure de Dana et Ion a commencé il y a presque 3 ans, grâce aux cours délivrés par la fondation Calea Victoriei. Apprentissage d'impression manuelle pour Dana, reliage de livre pour Ion. Par la suite, il leur fut « difficile voire impossible de trouver du beau papier à imprimer en Roumanie ».

Donc ils apprirent à le fabriquer, lors d'un cours proposé par le Musée du paysan roumain. « Ce fut le déclenchement, raconte Ion, après, tout est venu naturellement. » Achat sur Internet de machines de typographie, envie d'un lieu pour les exposer, démission de Dana de son poste dans les ressources humaines, construction du moulin dont a découlé – après coup – cette idée d'atelier-musée. Investissement dans l'affaire : à peu près 120.000 euros, dont 90.000 empruntés à un ami et à la banque. Dana insiste sur le mot atelier... « Nous n'avons pas créé cet endroit pour nous, nous partageons nos connaissances et nos collections, c'est un espace ouvert où chacun peut venir avec un projet. »



Maître mot : se diversifier

Le couple mise sur la diversité des activités proposées. « On n'a jamais essayé de vivre de la production de papier, de l'impression ou de la reliure, ce n'est pas notre but. » En collaboration avec la fondation Calea Victoriei, une excursion mensuelle à l'atelier-musée est proposée au public. Elle comprend une visite guidée du monastère de Comana ainsi que celle du moulin. Quant aux ateliers et événements, ils ont lieu presque tous les week-ends : fabrication artisanale de papier avec des vieux vêtements ou avec incrustation de fleurs séchées voire de marc de café, impression manuelle, inscriptions sur T-shirt. Dana précise : « Quand nous créons des produits, ils ont une histoire, comme ce carnet par exemple. C'est quelqu'un du village qui nous a apporté le cuir que nous avons relié manuellement à du papier recyclé. »



11 wagons de lettres de plomb partis à la ferraille

Toute cette nombreuse collection – presses, massicots, imprimantes, machines à pliage et à reliure – provient principalement de l'ancienne typographie du journal *Universul*, devenu *Informația Bucureștiului* en 1953. « Quand la typographie *Universul* a fermé en mars 2009, c'est 11 wagons de lettres de plomb qui sont partis à la ferraille, des centaines de milliers de lettres ! Nous avons pu sauver environ 500 lettres, et quelques machines. À l'époque, des centaines d'hommes étaient en charge de collecter ces lettres à la pince à épiler, de les assembler, et de les amener à l'impression. » De cette typographie, il ne reste maintenant que les murs. Elle a été vendue en octobre 2009 après plus d'un siècle d'existence. L'emplacement très central – à côté de Cișmigiu – était devenu beaucoup trop inconfortable pour les camions et le terrain valait plus que l'usine elle-même.



D'Heidelberg à la Linotype

L'un de leurs futurs projets – tirage limité de livres de collection – repose sur « Heidelberg ». Et c'est avec fierté que Ion en parle... « C'est l'une des machines de typographie les plus performantes qui existe : elle peut aller jusqu'à 5000 copies par heure ! Elle pourrait même nous faire des impressions couleur. Le transport d'Allemagne et la révision m'ont coûté plus cher que la machine. » Et elle fonctionne ? « Bien sûr, le seul problème est qu'il nous faut un machiniste. » Jusqu'à maintenant, ils n'ont trouvé ni le temps ni l'argent pour s'en occuper. D'où l'envie de mettre en place un système de parrainage ou d'adoption de machines qui pourrait leur permettre de collecter des fonds afin de terminer la restauration de certains de leurs appareils. Ils rêveraient aussi d'acquérir une Linotype : une combinaison entre une machine à écrire et une micro fonderie qui permet de créer des lignes de texte dans un seul bloc de plomb et qui a révolutionné l'imprimerie à la fin du 19ème siècle. La dernière « bécane » qui leur manque afin de s'autoproclamer le « musée de typographie le plus complet de Roumanie ».

Texte et photos : Julia Beurq

UNE MODERNISATION TARDIVE

Les typographies de Roumanie se sont modernisées et industrialisées très tardivement, dans les années 2000. Ion l'explique par le fait que « sous le communisme, tout le monde devait avoir un travail. Avant, 30 personnes travaillaient à la production d'un journal. Les ouvriers imprimeurs étaient formés dans des écoles professionnelles qui n'existent plus. Même si ce modèle a perduré dans les années 90, petit à petit, l'homme a été remplacé par la machine : la presse rotative par celle offset, le travailleur par l'ordinateur ». Plus d'infos sur www.moaradehartie.ro

Dur VISA

Cruciaux pour l'économie du pays, les investisseurs étrangers, d'où qu'ils viennent, sont évidemment les bienvenus. Aucun officiel ne le contredira. Mais selon qui vous êtes, la réalité peut être tout autre.



Le président Traian Băsescu lors du Forum économique Roumanie-Pays du Golfe, en mars 2011.

« JE RECOMMANDE AUX INVESTISSEURS chinois de venir en Roumanie, mais l'octroi du visa a été bloqué pendant une longue période et pour faire venir un homme d'affaires chinois ici, il faut pas moins de trois mois d'efforts. Si je l'invite par l'intermédiaire de la Chambre de commerce, les fonctionnaires de l'ambassade (l'ambassade de Roumanie à Pékin, ndlr) le traitent pire que ne le faisait la police politique d'autrefois. Ils exigent de savoir d'avance ce qu'il va faire, les personnes qu'il va rencontrer, etc. », déclare, exaspéré, Gabriel Ghelmegeanu, président de la Chambre de commerce roumano-chinoise à Bucarest. « Pour ces bureaucrates, ne pas délivrer de visa signifie éviter tout problème », ajoute-t-il.

Sur le même sujet, le quotidien *Financiarul* remarque que si l'investisseur chinois possède déjà un visa pour l'espace Schengen, celui-ci n'est pas considéré valable en Roumanie. De plus, l'ensemble des documents exigés pour un Chinois qui désire travailler ici en tant que patron ou en tant qu'employé d'une compagnie déjà existante coûte de 300 à 400 euros plus cher que les documents demandés en Hongrie, par exemple. Durant sa visite en Chine, en mars 2006, le président Traian Băsescu avait promis une simplification

de l'octroi des visas. Cinq ans après, rien n'a changé.

Tomohiro Yoden, directeur du bureau de l'Organisation nipponne pour le commerce extérieur (JETRO) à Bucarest, affirme que les Japonais qui désirent investir ou travailler en Roumanie se heurtent, eux aussi, à la toute

« Le président Traian Băsescu, présent au Forum, s'est alors tourné vers son ministre des Affaires étrangères, et lui a dit : "Je veux que le problème soit résolu dans les trente jours !" »

puissante bureaucratie autochtone. « Il n'est pas difficile d'obtenir un visa, le problème est qu'avec un visa classique, un Japonais ne peut rester en Roumanie que 90 jours. Or, pour remplir toutes les formalités en vue d'obtenir un permis de travail il faut attendre plus de trois mois », précise M. Yoden. « En Allemagne, c'est beaucoup plus simple.

À Düsseldorf, par exemple, toutes ces formalités ne prennent pas plus d'une semaine. » Pire, selon Mme Keiko Ueta, conseillère à JETRO, tout dépend de la façon dont le fonctionnaire chargé du dossier entend interpréter la loi : il peut trouver le dossier complet et acceptable, tandis qu'un autre le rejettera ou le considérera incomplet. « Aux services d'immigration, il n'y a pas deux employés qui raisonnent de la même façon », assure-t-elle. Les représentants de JETRO se plaignent aussi que les règles du « jeu » changent chaque année : un document considéré valable aujourd'hui peut ne plus l'être l'année suivante. Conséquence : confrontés à de tels obstacles, bon nombre d'investisseurs japonais ont préféré abandonner leur projet de venir en Roumanie.

Tout aussi excédés se déclarent les investisseurs arabes. « Pourquoi un homme d'affaires accepterait-il de faire la queue pendant des mois et des mois à l'ambassade de Roumanie alors que pour d'autres pays il obtient son visa en une heure ? », se demande M. Ahmad Aqel, ambassadeur plénipotentiaire de Palestine à Bucarest. Ahmed Jaber, vice-président du Club de la presse roumano-arabe, est encore plus véhément : « C'est très clair, la plupart des pays européens, Bulgarie incluse, ou même la Russie, délivrent beaucoup plus facilement des visas aux hommes d'affaires arabes que ne le fait la Roumanie ! ». En mars 2011, à l'occasion du Forum économique Roumanie-Pays du Golfe, les ambassadeurs arabes accrédités à Bucarest tout comme les représentants des gouvernements du Golfe ont demandé, d'une seule voix, de résoudre le problème. « Le président Traian Băsescu, présent au Forum, s'est alors tourné vers son ministre des Affaires étrangères, et lui a dit : "Je veux que le problème soit résolu dans les trente jours !" », raconte Mohamed El-Dib, ambassadeur du Liban à Bucarest. Et de conclure : « Quoi de plus rassurant qu'un tel engagement ? Pourtant, force est de constater que les mois ont passé, mais la situation est restée inchangée. »

Răsvan Roceanu
Photo : Mediafax

L'ELECTRIQUE EN AVANT

DAN MARINESCU EST LE PREMIER ingénieur roumain à avoir homologué une voiture électrique au Registre automobile roumain (RAR). Professeur au centre de recherche d'ingénierie automobile à l'université de Pitești, il a transformé son ancienne Oltcit en Eltcit XP. XP pour ICSP, abréviation de « iată că se poate » (tu vois que c'est possible). Marinescu a mis six batteries électriques sur son ancienne voiture qui lui donnent une autonomie de 50 km. « Pour les électriques, pas de taxe de pollution, pas besoin de révision et pas d'impôts », énumère-t-il.

« En Roumanie, on produit des modèles expérimentaux depuis plus de 40 ans, mais sans subventions il sera difficile de les produire en série », explique Mihaela Chefneux, secrétaire scientifique de l'Association pour la promotion des véhicules électriques. Car le prix d'une voiture électrique tourne autour de 35.000 euros... À partir de cette année, l'État roumain devrait néanmoins offrir une subvention de

Les voitures hybrides et électriques font peu à peu leur place sur le marché. Même si elles restent chères et demandent quelques installations spécifiques.



maximum 3700 euros pour une électrique et de 1800 euros pour un véhicule hybride (mi-essence, mi-électrique). Trois marques proposent déjà des véhicules 100% électriques en Roumanie : Mitsubishi, Peugeot et Citroën. Deux modèles Renault devraient également arriver sur le marché début 2012, et peut-être aussi un modèle Nissan.

Mihai Marcot est ingénieur au sein du Conseil international des grands réseaux électriques ; il conduit une Mitsubishi i-MiEV, la première voiture électrique vendue en Roumanie. Avec Transelectrica et en partenariat avec Mitsubishi, le Conseil a ouvert la première station de recharge publique au centre de Bucarest. « Nous avons installé plusieurs stations de recharge privées et actuellement nous sommes en discussion avec d'autres partenaires pour agrandir le réseau public », explique-t-il. Faire

« le plein » dure six heures, mais le temps de recharge peut être réduit à une demi-heure grâce à un adaptateur. En France, un plan gouvernemental prévoit qu'à partir de l'année prochaine tous les logements neufs devront être dotés de prises de recharge. Même chose pour les bureaux à partir de 2015.

Mais pour l'instant, le nombre d'utilisateurs en Roumanie ne justifie pas de tels investissements. Il faudra encore des modifications législatives, notamment au niveau de la taxation et des assurances afin de bien accueillir ces voitures. Aujourd'hui, seules neuf voitures électriques et 1107 hybrides circulent dans les rues roumaines.

Mihaela Cărbunaru
Photo : D. R.



LA PIERRE RESTE FROIDE

Le marché de l'immobilier résidentiel ancien et neuf stagnera ou continuera de chuter au cours de la première moitié 2012, affirment plusieurs spécialistes cités par le site www.money.ro. Même si la voie de la croissance pourrait revenir en fin d'année – mais il est difficile de faire ce genre de prévision vu la situation actuelle. Valentin Ilie, directeur général de Coldwell Banker affirme qu'« à court terme, c'est-à-dire dans les six mois à venir, les prix resteront les mêmes voire continueront de baisser, mais de façon légère ». Car il estime qu'une famille moyenne ne peut pas se permettre pour l'instant de payer plus de 60.000 euros pour un logement. De son côté, Andrew Prelea, directeur de Ozone Homes, soutient qu'il est impossible de baisser encore plus le prix du mètre carré, que ce soit dans l'ancien ou le neuf, et mise sur des logements de petite surface. Enfin, la compagnie de consultance Jones Lang LaSalle montre dans une étude que si les banques restent frileuses pour accorder des crédits, les propriétaires de logements neufs restés invendus seront forcés de baisser leur prix en 2012. Răsvan Roceanu. Photo : Mediafax



Les tours Asmita Gardens, au sud de Bucarest. Un projet immobilier qui, au bouclage de ce numéro début décembre, était déclaré en faillite.

METRO ESPAGNOL A BUCAREST

De nouvelles rames vont circuler dans le réseau de transport souterrain de la capitale roumaine à l'horizon 2013, après que Metrorex a signé un contrat avec la compagnie espagnole CAF le 29 novembre dernier. Il s'agit d'un contrat de 97 millions d'euros pour l'acquisition de 16 rames. Le but de cette commande est de remplacer les anciennes rames de fabrication roumaine circulant sur les lignes 3 et 4. Ce nouveau métro circulera aux côtés des rames déjà existantes construites par les canadiens de Bombardier. Jonas Mercier

Un deuxième terminal en juin à Otopeni

La Compagnie nationale des aéroports de Bucarest a annoncé l'ouverture en juin prochain d'un deuxième terminal pour l'aéroport international d'Otopeni. Ce nouveau bâtiment aura une surface de 19.600 mètres carrés et sera le résultat d'un investissement de 62 millions d'euros. Il comptera 52 guichets pour l'enregistrement des bagages et huit portes d'embarquement. « Cela va doubler la capacité de transport de l'aéroport », a indiqué en novembre dernier la ministre des Transports, Anca Boagiu. J. M.

L'éolien en suspens

Coup de froid sur l'effervescence des parcs éoliens : Transelectrica, la compagnie qui gère le réseau national d'électricité a annoncé qu'elle ne pouvait pas connecter tous les parcs éoliens en construction en Roumanie. Jusqu'à présent, les contrats pour des parcs éoliens totalisent 8300 Mégawatts. « À l'heure actuelle, nous ne pouvons pas connecter plus de 5000 Mégawatts au réseau tout en garantissant les conditions de sécurité », a récemment déclaré Octavian Lohan, directeur général adjoint de Transelectrica. Et d'ajouter : « Pour relier tous les parcs, il faudra trouver des solutions qui coûteront plus de 500 millions d'euros, argent que nous n'avons pas. » R. R.

TROP HONNETES ?

Les dirigeants de la société allemande de logiciels informatiques SAP se demandent pourquoi ils ont perdu tous les appels d'offres publics de ces quatre dernières années au profit de leur concurrent américain Oracle. « Plus de cinquante pays utilisent nos systèmes de gestion des taxes et des impôts. Pourquoi la Roumanie n'en profite-t-elle pas elle aussi ? », a lancé en novembre dernier Franck Cohen, le directeur de SAP Europe. « Certains membres du gouvernement ne jouent pas le jeu de façon honnête », a-t-il ajouté. Mais la compagnie ne se laisse pas abattre, elle vient d'annoncer l'ouverture d'un centre de consultance en Roumanie qui embauchera 400 informaticiens. J. M.

LA ROUMANIE, GRANDE POLLUEUSE

Selon un rapport de l'Agence européenne pour l'Environnement paru fin novembre, la Roumanie est le sixième pollueur industriel de l'Union européenne derrière l'Allemagne, la Pologne, le Royaume-Uni, la France et l'Italie. Ce rapport se base sur des données de 2009 concernant la pollution atmosphérique et les émissions de dioxyde de carbone. Cependant, si le classement devait prendre en compte la taille des économies nationales, la Roumanie pointerait à la deuxième place, juste derrière la Bulgarie, et devant l'Estonie, la Pologne et la République tchèque. François Gaillard



Plein GAS

Le sous-sol roumain réserve encore des surprises : un seul puits, récemment creusé par la compagnie Petrom à Totea (sud-ouest), dans le département de Dolj, produit 430.000 mètres cubes de gaz naturel par jour, c'est-à-dire plus de 3% de la quantité extraite par Petrom et plus de 1% de la production totale de gaz naturel du pays, a récemment révélé le quotidien *Ziarul Financiar*. Selon Johann Pleininger, membre du comité directeur de Petrom, si les estimations préliminaires sont confirmées, le gisement de gaz de Totea pourrait représenter la plus grande découverte dans le domaine en Roumanie de ces six dernières années. R. R.

Depuis près de 10 ans, ACVATOT apporte l'expérience, les compétences et l'esprit entrepreneurial d'un groupe international depuis la conception jusqu'à la réalisation de projets complexes d'infrastructures. Chaque année, des dizaines de chantiers de réseaux (eau, assainissement, gaz, etc.), de routes ou de génie civil sont entrepris sur toute la Roumanie avec le même souci de qualité, de respect des engagements et d'innovation qui caractérisent nos projets.

Se souhaitant impliquer de manière active dans la vie de la communauté, ACVATOT a donné naissance à la **Fondation ACVATOT** qui développe des projets dans la sphère sociale et la protection de l'environnement. Dans un même souci de développement durable, notre centre de formation **ACVATOSCHOOL** formera nos collaborateurs à toutes nos techniques ainsi qu'aux bonnes pratiques en matière de sécurité.

Contact:
 25, rue Pope Leon, bâtiment 014, etage 1-2, Sector 2, Bucarest
 Tel: 0040 212 230 280 • Fax: 0040 212 530 954 • info@acvatot.ro

www.acvatot.com

Phénomène ressenti dans une majorité de pays européens, les productions de cinéma américaines raflent tout sur leur passage. État des lieux en Roumanie en 2011.

HOLLYWOOD FAIT L'ECRAN

LES CHAMPIONS DU BOX-OFFICE

du cinéma roumain, en 2011, sont toujours les mêmes : les productions hollywoodiennes. Et les perdants sont aussi les mêmes : les films roumains. *Pirates of the Caribbean*, *The Hangover*, *Fast & Furious*, *Transformers*, *Harry Potter* ou *Twilight* ont rempli les multiplexes de Roumanie alors que les films roumains recueillaient quelques milliers de cinéphiles. Le film roumain avec le plus grand nombre d'entrées, la comédie de MediaPro Pictures *Naşa* n'a attiré que 26.765 spectateurs. Soit le nombre d'entrées de *Pirates of the Caribbean* avec Johnny Depp en un seul jour...



Ada Condeescu et George Pistereanu dans *Loverboy*.

Après s'être beaucoup investi pour deux films roumains cet automne, *Principii de viaţă* et *Din dragoste*, *cu cele mai bune intenţii*, qui ont recueilli moins de 5000 entrées, la productrice Ada Solomon (Hi Film et Parada Film) se déclare « non pas déçue, mais très triste... Triste parce qu'à part nous, les gens de l'industrie, personne ne s'intéresse au sort du cinéma roumain. Nous n'avons pas et nous n'aurons jamais les budgets de marketing et de promotion des films américains ». Autres échecs : *Bună ! Ce faci ?* et *Loverboy*, pourtant bien « commercialisés ».

Dans le classement de l'Agence Champions sur le nombre d'entrées cumulées, *Pirates of the Caribbean : On Stranger Tides* aura tout raflé, avec 346.434 entrées et des recettes de 2,3 millions de dollars en Roumanie. Moins cependant que le blockbuster de James Cameron, *Avatar*, qui avait attiré plus de 850.000

que *Fast & Furious 5* (182.000 entrées) et *Transformers : Dark of the Moon* (166.600). Suivent *Harry Potter and the deathly harrows : Part II* avec un peu plus de 150.000 spectateurs, *The Three Musketeers* (149.800 entrées) et *Twilight 4* (149.400 spectateurs, du 18 au 30 novembre seulement).

TOURNER COURT

Parallèlement, seuls trois films roumains ont attiré plus de 10.000 spectateurs au cinéma en 2011 : *Naşa*, réalisé par Virgil Nicolaescu et Jesus del Cerro (26.765 entrées), *Ursul*, réalisé par Dan Chişu (12.676 entrées, la plupart d'entre elles pendant le festival TIFF de Cluj), et *Loverboy*, de Cătălin Mitulescu (11.281 spectateurs). « Ce qui est arrivé à un film comme *Loverboy*, construit pour attirer un public de jeunes, la catégorie qui va le plus au cinéma, est très décevant, d'autant que ce film a eu une campagne de marketing visible et intelligente », soutient Ada Solomon. L'un des problèmes est que l'évolution d'un film dans les salles dépend beaucoup des exploitants. Si un titre roumain ne ramène pas suffisamment de spectateurs dans les deux premières semaines, les multiplexes notamment le remplacent ou le programment à des heures peu commodes. Sans un réseau de cinémas propre, les productions roumaines ont donc peu de chance de résister.

Autre conséquence : sur la page Facebook de *Loverboy*, de nombreux « fans » demandent

où ils peuvent télécharger le film gratuitement... « Tant qu'il y aura ce type de piratage, comment le nombre de spectateurs peut-il augmenter ? Personne n'est puni ou même averti pour distribuer ou voir illégalement des films. Mais c'est comme quitter une librairie avec cinq livres sans les payer ! », lance Ada Solomon.

De plus, mise à part la concurrence des films américains et du piratage, les cinéastes roumains doivent faire face aux préjugés. Le côté « misérabiliste » reste la principale critique, tout comme le manque de films de genre pour le grand public – comédies, thrillers, actions. Les productions primées dans les festivals sont vues comme des films intimistes, destinés à un « certain » public. C'est le cas de *Aurora*, réalisé par Cristi Puiu, qui n'a été vu que par environ 4000 spectateurs. Même la comédie romantique *Bună ! Ce faci ?* de Alexandru Maftai, pourtant destinée à un public plus large, n'a pas atteint 10.000 entrées. Selon le critique Andrei Creţulescu,

« on a besoin de diversité, de quelque chose qui puisse convaincre le spectateur », écrit-il dans le livre *Noul cinema românesc. De la tovarăşul Ceauşescu la domnul Lăzărescu* (Polirom).

***Naşa* n'a attiré que 26.765 spectateurs. Soit le nombre d'entrées de *Pirates of the Caribbean* avec Johnny Depp en un seul jour...**

Côté infrastructures, si certaines salles de-

mandent à être rénovées, la Roumanie dispose tout de même de 70 cinémas et d'environ 190 écrans. Mais les recettes annuelles ne dépassent pas 35 millions de dollars, soit le budget moyen d'un film américain. Selon les statistiques 2010 du Centre national de la cinématographie, 89% du total des entrées dans les salles sont pour des films hollywoodiens, 8% pour des films européens et 2,5% pour des films roumains. Heureusement qu'il existe encore des distributeurs comme Antoine Bagnaninchi (Independenţa Film) qui s'entête, malgré tout, à ramener dans les salles roumaines des productions européennes de grande qualité, de Lars von Trier à Pedro Almodovar, en passant par les frères Dardenne ou Aki Kaurismäki.

Florentina Ciuverca
Photo : D. R.

Classement des films en 2011 (entrées jusqu'au 1er décembre 2011 et recettes en dollars) :

Pirates of the Caribbean : On Stranger Tides – 346.434 entrées, 2.320.056 \$
The Hangover 2 – 202.625 entrées, 1.125.073 \$
Tangled – 186.981 entrées, 1.155.266 \$
Fast & Furious 5 – 182.027 entrées, 1.018.071 \$
Transformers : Dark of the Moon – 166.636 entrées, 1.159.074 \$

Source : Agence Champions

Classement des films roumains :

Naşa – 26.765 entrées, 153.208 \$
Ursul – 12.676 entrées, 58.252 \$
Loverboy – 11.281 entrées, 55.046 \$
Bună ! Ce faci ? – 9936 entrées, 35.750 \$
Periferic – 4360 entrées, 8606 \$



CEAUȘESCU, produit touristique

APRÈS LES BUS TOURISTIQUES

« décapotables », la ministre du Tourisme Elena Udrea envisage de mettre en place *Circuitul roșu* (le circuit rouge)... « Pour les occidentaux, l'histoire de Ceaușescu est très intéressante et remarquable par son unicité et sa notoriété. Il est important que nous trouvions le meilleur moyen pour la vendre », a-t-elle récemment déclaré lors d'une conférence de presse. Une annonce qui a généré un flot de commentaires, contre ou en faveur de l'initiative.

« Ce n'est pas le devoir du ministère du Tourisme d'inventer des circuits touristiques, on ne peut pas imposer à une agence spécialisée de proposer tel ou tel programme. C'est à moi de décider comment satisfaire mes clients, pour faire bouger mon affaire », estime le patron d'une grande agence de tourisme bucarestoise, qui a préféré garder l'anonymat. Selon lui, le ministère doit se limiter à offrir des facilités et développer les infrastructures et non pas créer des circuits touristiques. Par ailleurs, il doute de la rentabilité du projet : « L'offre est pauvre... Il y a peu à montrer et ce serait un circuit peu pratique. Par exemple, la maison natale de Ceaușescu, à Scornicești, est très loin de tout autre objectif

« Ce projet de circuit serait une façon d'attirer les touristes avec la promesse de pénétrer l'univers obscur de Ceaușescu, et de leur offrir aussi l'occasion de découvrir notre beau et accueillant pays »

touristique et très difficile d'accès. Ensuite, la prison de Doftana, où Ceaușescu a purgé sa peine de détenu politique, est une ruine ! Quant au bâtiment de l'ancien Comité central, d'où le couple s'est enfui en hélicoptère, c'est désormais le siège du ministère de l'Intérieur, l'accès du public y est interdit. Idem pour l'unité militaire de Târgoviște, là où a eu lieu le procès et l'exécution de Nicolae et Elena. De quoi parle le ministère du Tourisme ? »

Sorin Psata, professeur de psychologie sociale

L'idée surprend, et énerve certains. Après le parc d'attractions sur le thème de Dracula, qui est resté dans les tiroirs, la flamboyante ministre du Tourisme Elena Udrea propose une petite balade autour de la vie de Nicolae Ceaușescu. Pour ou contre ?



À l'intérieur de la Maison du Peuple.

à l'université de Bucarest, n'est cependant pas du même avis. « Cela me semble être une bonne idée, si elle s'adresse surtout aux touristes étrangers (...) La dictature communiste n'est pas la plus éclatante et glorieuse période de notre histoire, mais pour certains elle peut être intéressante. Aux États-Unis, vous avez aujourd'hui la possibilité de visiter des réserves d'Indiens. Leur histoire et la façon dont ils ont été traités n'ont pas de quoi rendre fiers les Américains, mais il y aura toujours des touristes curieux de voir de tels endroits. Et puis, il faudrait enfin être capables de regarder notre passé en face. Par ailleurs, je ne pense pas qu'on puisse nous accuser de glorifier l'image de Ceaușescu à travers ce circuit, tout le

monde sait ce qu'il a fait et ce qu'il nous a fait. » M. Psata ajoute que « la plupart des étrangers arrivent en Roumanie avec des préjugés, ils s'attendent à trouver un pays sans toilettes, sans eau courante, avec des prostitués et des mendiants à chaque coin de rue, etc. Ce projet de circuit serait une façon de les attirer avec la promesse de pénétrer l'univers obscur de Ceaușescu, dont le nom a encore une forte résonance de par le monde et de leur offrir aussi l'occasion de découvrir notre beau et accueillant pays... »

Daniela Coman
Photo : Mediafax

LES ÉTAPES DU « CIRCUIT ROUGE »...

Pour l'instant, les principaux sites auxquels le ministère du Tourisme a pensé pour son « circuit rouge » sont : Scornicești, lieu de naissance du « conducător » ; Doftana, l'ancienne prison pour les détenus politiques ; la Maison du Peuple (Casa Poporului), la fierté du régime ; le balcon du Comité central du parti communiste à Bucarest, où Ceaușescu a tenu son dernier discours qui a provoqué la colère de la foule ; et enfin l'unité militaire de Târgoviște, lieu du procès du couple et aussi de son exécution.



**KOSOVO
MUNTENEGRU**
VINERI, ORA 13:30

www.rfi.ro

Un program realizat de:



GoodPlanet.org

« Préjugés », la collection couture présentée le 10 novembre dernier à Bucarest par le créateur français Philippe Guilet, est le fruit d'une collaboration inédite entre le couturier et une cinquantaine d'artisans roumains. Premier projet de l'association 100%.RO, cette collection, qui s'inspire et rend hommage aux traditions roumaines, veut aussi contribuer à faire évoluer l'image du pays.

UN DEFILÉ saisissant



IL ETAIT UNE FOIS UNE JEUNE FILLE, perdue dans un village de Roumanie. Ce soir, elle est invitée à un bal. Mais comme Cendrillon, elle n'a rien à se mettre. Comme Cendrillon, elle va improviser avec ce qu'elle trouve dans sa maison. De ce concept aux allures de conte, le créateur français Philippe Guilet a fait naître une collection couture peu commune. Pas question de ressusciter simplement la blouse roumaine de Saint Laurent. Philippe Guilet a détourné et sublimé les codes du folklore roumain en créant 34 tenues enchantées, surprenantes, colorées, audacieuses qui, le 10 novembre dernier à la résidence de l'ambassade de France, ont emballé un public bouche bée. Une résidence transformée, le temps d'une soirée, en forêt féérique.

Sur le podium, les câbles qui envahissent les rues de Bucarest inspirent une robe, les toits du Maramureș donnent naissance à un tailleur jupe-veste recouvert de tuiles de bois miniatures, des colliers perlés traditionnels ornent une robe en organdi ou deviennent une blouse, le tapis traditionnel de Bucovine est détourné et se fait robe et les mannequins défilent perchées sur des talons calqués sur la Colonne de l'infini de Brâncuși. Coupes impeccables, réinterprétations et associations surprenantes, broderies et dentelles ciselées... Chacune des tenues étonne, séduit. Et émeut aussi, lorsque les mannequins sont rejointes sur le podium par les artisans qui ont participé à la création de chacune des pièces présentées.

Car cette collection est d'abord l'histoire d'une belle rencontre entre un créateur, les traditions roumaines et des petites mains en or. Deux semaines avant le lancement officiel de la collection, Philippe Guilet reçoit dans son atelier, une jolie mansarde lumineuse nichée sous les toits de l'ambassade de

France, où les tenues prennent lentement forme. « Tout est parti d'un livre consacré à une femme qui faisait les galons pour Chanel et qui expliquait qu'elle n'avait pas de successeur. Je me suis alors rendu compte que j'avais découvert, au fil de mes quatre années passées en Roumanie, des métiers extraordinaires qui risquaient eux aussi de disparaître », raconte le créateur. Ancien de chez Mugler et Gaultier, il décide alors de dessiner une collection et « d'apporter un regard singulier sur ces métiers, de les associer à quelque chose de différent du folklore, de moderne et créatif, pour les promouvoir et les aider à perpétuer un savoir-faire ».

En mars dernier, le projet se structure avec la création de l'association 100%.RO. Philippe Guilet et son équipe, composée de jeunes créateurs roumains, partent sillonner le pays à la recherche des « meilleurs artisans ». Le hasard, la renommée ou le bouche-à-oreille vont les mettre en contact avec une cinquantaine de petites mains, qui travaillent selon des techniques ancestrales, dans des villages perdus. « Tout s'est fait simplement, explique Andra Clîțan, designer et bras droit de Philippe Guilet. Nous leur avons donné un modèle et ils se sont adaptés. La plupart ont très bien compris ce que l'on souhaitait, même si cela n'avait rien à voir avec leurs travaux habituels. Je me souviens du regard amusé de

Constantin, un artisan qui fait des manteaux en peau retournée, lorsqu'on lui a demandé un bustier. Mais la qualité de leur travail est incroyable et va étonner les gens ! »

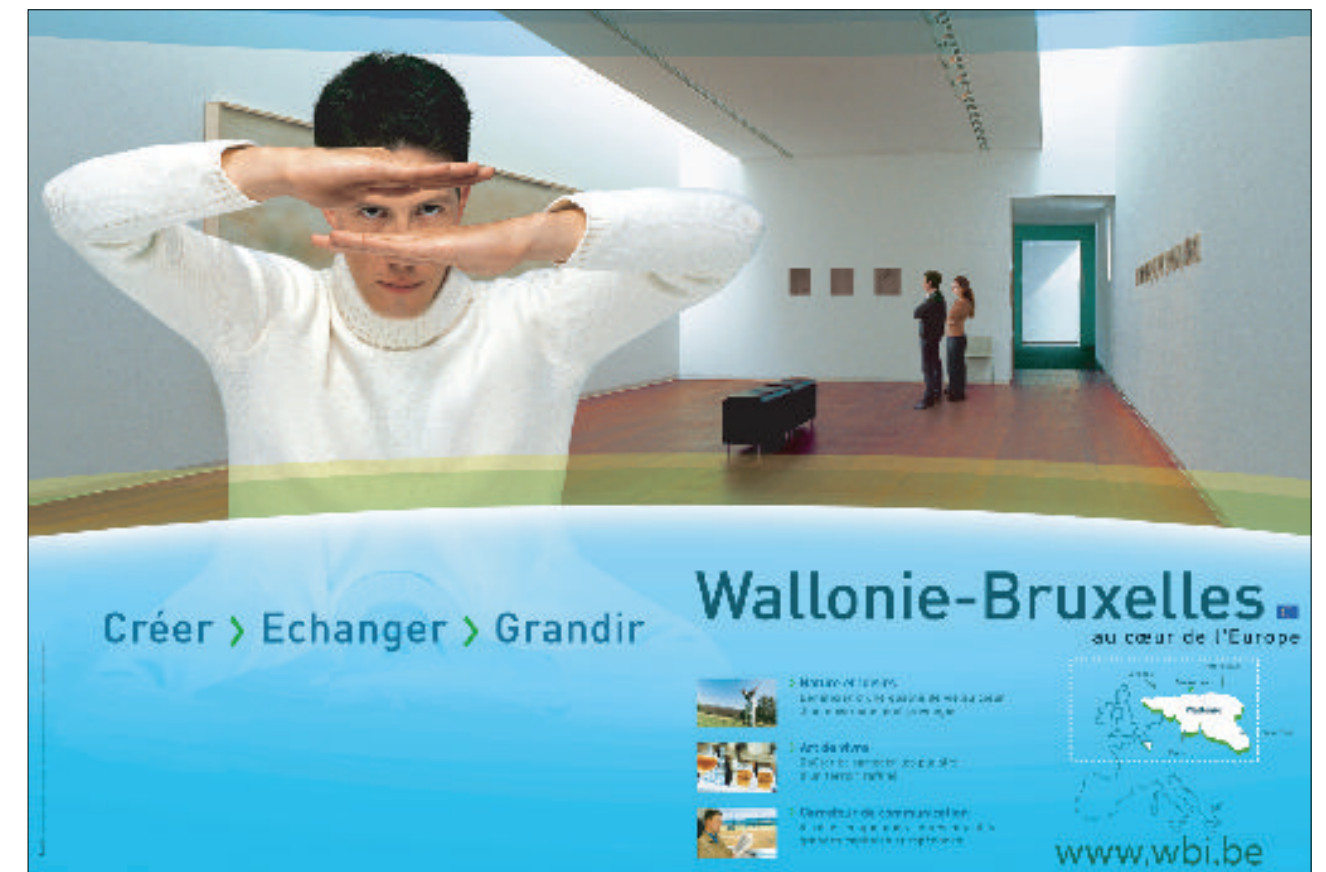
Tel est d'ailleurs l'objectif de la collection : donner à d'autres l'envie d'utiliser à leur tour ce savoir-faire. Comme l'explique Oana Marinescu, la manager du projet de l'association 100%.RO, « la collection va être présentée à Paris début 2012 devant un parterre de créateurs français, pour faire connaître ces artisans. Il y a là des ressources que les designers peuvent utiliser dans leur travail, un savoir-faire qui a disparu ailleurs. On aimerait contribuer à créer un marché plus large que le seul folklore. Il y a une transmission de ces techniques, au sein d'une famille, mais faute de marché viable, les jeunes ne se lancent pas. Nous, on souhaite que ce savoir-faire se perpétue, on aimerait créer des cours de formation pour les jeunes à la campagne. Mais il faut qu'il y ait un marché ».

À Slava, petit village du département de Bistrița, l'impact social du projet s'est déjà fait sentir. C'est ici qu'ont été brodées toutes les petites perles multicolores qui ornent de nombreuses pièces de la collection. Pour faire face aux commandes, Virginia Linul a fait travailler une quarantaine de femmes de son village. « C'est une chance extraordinaire pour

nous », confie cette artisane de 41 ans, qui vit habituellement grâce aux costumes folkloriques qu'elle fabrique. « On réalise de belles choses, mais personne ne nous avait jamais mis en avant. Les designers roumains par exemple s'intéressent peu au folklore. Philippe lui nous met en valeur, montre ce dont nous sommes capables. Je suis sûre qu'après le défilé, les gens vont se rendre compte de notre savoir-faire extraordinaire et réaliser qu'il existe aussi de vraies belles choses en Roumanie. »

Car « Préjugés » veut justement lutter contre les clichés qui plombent l'image du pays. « La Roumanie n'a rien à voir avec l'image qu'on en a », lance Philippe Guilet. « Prenez les Roms, qui sont tant décriés. Et bien ce sont des orfèvres roms qui ont réalisé ces dentelles de métal sublimes », explique le créateur. Oana Marinescu confirme... « Avec ce projet, nous voulons faire évoluer l'image de la Roumanie. Et je ne parle pas seulement de l'image du pays à l'étranger, mais aussi de celle des Roumains eux-mêmes sur leur pays. Il est important que nous aussi nous réalisons qu'il y a chez nous des richesses, des talents, dont nous pouvons être fiers et que nous pouvons valoriser. Cette collection en est la preuve concrète, matérielle. »

Marion Guyonvarch
Photo : D. R.



SUR DES SONS CLASSIQUES

Le monde serait sans doute plus doux si la musique classique était davantage présente dans le quotidien des gens. C'est dans cette idée que Radio Roumanie musique a lancé un programme unique à travers tout le pays.

DANS LES HYPERMARCHÉS, LES

malls, les grandes librairies, les musées, chaque jour cinq minutes de classique désormais s'installent, comme pour arrêter le temps des achats, permettre aux gens de rêvasser un peu, mais aussi mieux connaître la musique classique. C'est le but du programme radiophonique « Écoute cinq minutes de musique classique ».

Une petite équipe de trois personnes travaillent sur cette initiative inédite : la rédactrice en chef adjointe de Radio Roumanie musique, Cristina Comandașu, qui

est l'âme du projet, un journaliste, Ștefan Costache et l'illustratrice musicale, Andra Aron. Deux mois par an – en octobre, à l'occasion de la journée internationale de la musique et en mars, le mois anniversaire de Radio Roumanie musique – Bach, Mozart, Beethoven et compagnie sont diffusés dans le plus d'endroits possibles. « Il ne s'agit pas d'un simple projet de promotion de la musique classique et de notre chaîne, mais surtout d'une démarche éducative. Parce qu'on ne peut pas aimer la musique classique si on ne l'écoute jamais », soutient Cristina Comandașu.

Chaque jour, une nouvelle pièce sort des ondes, accompagnée d'une annonce spécifiant les coordonnées du morceau écouté : le nom, l'auteur et l'interprète. « Nous sommes très heureux que plusieurs écoles de la campagne se retrouvent parmi nos partenaires, c'est une chose tout à fait nouvelle pour ces enfants. Nous avons même organisé un concours : écrire un court essai sur les sentiments que la musique a réveillés en eux. Leurs réactions ont été très surprenantes, ces enfants ont vraiment des réserves de créativité et de fantaisie », ajoute la rédactrice en chef adjointe.

Et du côté des auditeurs, simples passants, l'enthousiasme est tout aussi perceptible... « Quelle bonne idée, entendre de la musique classique au supermarché me rend plus tranquille. C'est agréable, après le travail, après une folle journée... » Dixit un client d'un hypermarché de Bucarest, surpris pendant cinq minutes de musique classique.

Daniela Coman

LES LIEUX OU LE CLASSIQUE A « PRIS SES MARQUES » :

- Trois réseaux d'hypermarchés : Carrefour, Cora et Mr Bricolage.
- Iulius Mall de Iași.
- Sept grands musées à Bucarest : le Musée national d'art, le Musée national Cotroceni, le Musée du paysan Roumain, le château de Bran à Brașov, le Musée Brukenthal de Sibiu, le Musée de la littérature de Iași, le Musée Peleş de Sinaia, et le Musée d'histoire de Transylvanie de Cluj.
- Les chaînes de librairies Cărturești et Humanitas.

BELLE TECHNIQUE



Il est un peu poussiéreux, mais rempli d'inventions surprenantes. Le musée technique de Bucarest, situé près du parc Carol Ier, ramène au temps où la Roumanie était le premier pays européen à exploiter le pétrole, où les éboueurs circulaient dans les rues de Bucarest avec des voitures à vapeur et où l'électricité pour éclairer la capitale était générée par des moteurs Diesel.

INGENIEUR PASSIONNÉ, NICOLAE

Diaconescu est le directeur du musée technique depuis 1977. Des projets pour « dépoussiérer » l'établissement, il en a plein la tête. « On pourrait le rendre beaucoup plus attractif et sauver des pièces qui tombent en ruine du fait du manque de place. Un projet a été proposé, mais il faudrait débloquer 20 millions d'euros... », dit-il d'un air un peu résigné. Car plus de la moitié des 5000 pièces de la collection n'est pas accessible aux visiteurs. Le bâtiment a mal survécu aux tremblements de terre successifs et une seule aile a pu être consolidée. Dimitrie Leonida a de quoi se retourner dans sa tombe. Quand il a fondé le musée en 1909, cet ingénieur roumain souhaitait rassembler

les scientifiques de son pays. « Il a voulu quelque chose de pédagogique, qui puisse être un lieu de découverte, mais aussi de recherche, d'expérimentation. Il disait que ce devait être l'école des écoles », raconte Nicolae Diaconescu. Aujourd'hui, le musée reçoit toujours beaucoup d'enfants et d'étudiants, même si l'entrain d'antan a disparu. Le musée de la technique est ouvert du mercredi au dimanche de 10h30 à 16h, strada Candiano Popescu, nr. 2.

Texte et photo : Jonas Mercier

Plus d'informations sur le site : www.cimec.ro/muzeu/mteh/mteh.htm

CARTOGRAPHIE DE LA CULTURE EN ROUMANIE

Une vaste étude apparue cet automne trace une cartographie de la répartition urbaine de la culture en Roumanie. Une offre en hausse ces dernières années mais aussi de fortes disparités. Ainsi que quelques surprises.

L'OFFRE CULTURELLE EN ROUMANIE ?

Des festivals de musique folklorique, quelques vedettes rock – souvent les mêmes – ravies de capitaliser le succès rencontré à l'international... dans les années 80. Les mauvaises langues n'ont de cesse de pointer du doigt une offre culturelle famélique. Il suffit cependant de consulter l'agenda des événements proposés ces dernières années pour constater que les choses ont évolué dans le bon sens. À Bucarest, un réel virage s'est opéré ces sept, huit dernières années. Mais l'impression – en partie justifiée – persiste qu'en dehors de la capitale, rien ne se passe. Bucarest a pour cela été volontairement mise de côté dans l'étude en question.

Le Centre de recherche et de consultation dans le domaine de la culture (CCCC) est un institut fondé en 2005. L'étude qu'il vient de publier début novembre est inédite en Roumanie, intitulée « Vitalité culturelle : un modèle de développement local par la culture ». Celle-ci permet de dégager des tendances de développement culturel au niveau urbain et de juger de la vitalité culturelle des villes. C'est aussi un précieux outil à la disposition de quiconque souhaite impulser de nouveaux projets avec en guise de modèles des villes européennes comme Bilbao, Berlin

ou Marseille, dont la mue culturelle réussie est également présentée dans le rapport. Outil qui met enfin en relief l'intérêt croissant pour les industries culturelles en Roumanie, celles-ci constituant désormais un indice de développement urbain.

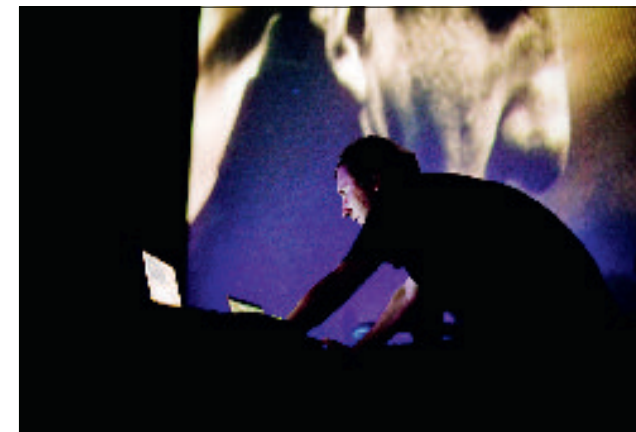
On peut observer de façon générale

que la répartition spatiale de la culture ne procède pas à proprement parler d'une stratégie politique globale. Elle relève davantage de volontés locales. Si l'on a tendance à penser que l'ouest est plus développé d'un point de vue culturel, l'étude montre que paradoxalement les villes plutôt à l'est du pays octroient une part plus importante de

Paradoxalement, les villes plutôt à l'est du pays octroient une part plus importante de leur budget à la culture

leur budget à la culture, à l'exception des centres urbains de l'ouest où les minorités sont majoritaires et très soucieuses de marquer leur empreinte culturelle. Hors Bucarest – et ce n'est là guère une surprise – Cluj occupe la première place en termes de vitalité culturelle, grâce notamment à d'importantes infrastructures mais aussi à une forte présence d'industries créatives. La ville peut en effet se targuer d'avoir le plus

Sfântu Gheorghe (Tulcea) accueille chaque année au mois d'août le festival du film indépendant Anonimul.



important budget consacré à la culture. Une surprise cependant : la participation de la population à la culture est plus importante à Sibiu qu'à Cluj et ce malgré la présence du TIFF à Cluj qui a attiré cette année 70.000 spectateurs. Il semblerait qu'à Sibiu les musées et surtout le théâtre fassent largement recette – plus d'un million de spectateurs par an pour les deux cumulés. Sibiu arrive également en tête en ce qui concerne le nombre de personnes évoluant dans la formation culturelle – élèves et personnel.

La vitalité culturelle d'une ville n'est donc pas nécessairement proportionnelle à sa taille et à son degré de développement économique. Brașov, avec un budget très important – le deuxième après Cluj – ne consacre que 5,78% de celui-ci à la culture et n'occupe en termes de vitalité culturelle que le quinzième rang à l'échelle du pays. Le rapport met par ailleurs en évidence la relation entre le dynamisme d'une ville et la présence d'ONG et autres associations. Elles sont particulièrement présentes dans la petite ville de Bistrița, au nord du pays. Le budget de ces ONG et associations y est quasiment égal à celui de Cluj, et leurs employés et bénévoles sont 150 fois plus nombreux à Bistrița qu'à Cluj.

Mais le cas le plus évocateur et surprenant de cette étude concerne sans aucun doute le cendrilla Sfântu Gheorghe en Transylvanie. Ville de taille très moyenne – 60.000 habitants – celle-ci consacre près de 18% de son budget global annuel à la culture... Un pourcentage record pour la Roumanie. En termes de vitalité culturelle, la ville se hisse ainsi au troisième rang au niveau national. Le secteur non gouvernemental culturel y est fortement représenté avec une forte implication de la population locale sous la forme de bénévolat mais aussi un grand nombre d'emplois dans le domaine.

Benjamin Ribout
Photo : Mediafax

Le dessin de **BRANEA**

Matei Branea est invité au festival international de la bande dessinée d'Angoulême qui aura lieu du 26 au 29 janvier. Rencontre avec un auteur éclectique et déjà fameux.

IL N'AUROIT JAMAIS PENSE

devenir, à 34 ans, un dessinateur de BD en vogue en Roumanie. « Cela me paraissait beaucoup trop de travail. Ce que j'aimais au lycée d'art plastique N. Tonitza de Bucarest, c'était surtout les caricatures graphiques, les illustrations, les personnages de films d'animation », raconte Matei Branea. Il effectuera donc tout son cursus universitaire dans ce domaine, y compris sa thèse de doctorat qu'il écrit en ce moment. Et la BD alors ? C'est son personnage Omulan créé pour des animations en ligne qui le propulse dans le milieu. Lors d'une exposition en 2002 à la Galeria Nouă, il présente ses planches où déambule ce petit bonhomme, dessiné simplement au feutre noir sur fond blanc. On le présente à Milos Jovanovic, fondateur de Hardcomics – l'une des rares maisons d'édition roumaines destinée à la BD – qui lui laisse un an pour créer un livre sur les aventures d'Omulan.

Mais depuis 2003, seules des histoires courtes sont publiées dans des magazines ou des journaux, car Matei a commencé à travailler dans la publicité et l'illustration. « Je n'ai malheureuse-

« À Kyoto, l'accueil pour Aoleu fut incroyable. Les Japonais n'en revenaient pas que le journal avait été financé par le ministère de la Culture »

ment plus le temps ni l'énergie de me pencher sur un projet de roman graphique... » Et même s'il le pouvait, il ne pourrait pas gagner sa vie avec. « En Roumanie, il n'y a pas moyen de vivre que de la BD, car il n'y a pas de marché ou alors il est très restreint. Une seule librairie est vraiment spécialisée BD, il y a une maison d'édition et un public réduit de fans et d'amateurs d'art. Il faudrait qu'une énorme maison d'édition décide d'investir dans le domaine et fasse une grosse campagne de communication pour pousser les gens à acheter des albums. »

Pourtant, ce milieu tend à être connu et reconnu à l'étranger grâce à une production assez prolifique, notamment soutenue et

diffusée par l'Institut culturel roumain (ICR). L'année dernière, les visiteurs du festival de la BD d'Angoulême sont repartis avec *The book of George*, un recueil d'histoires dessinées par des auteurs roumains auquel Matei a participé. Publié chez Hardcomics en anglais, l'ouvrage a été financé par l'Institut culturel roumain. Quant à la version roumaine, elle a été lancée cet automne lors du 2ème salon européen de la BD de Bucarest. En 2008, le projet *Aoleu* – un journal en bande dessinée – a été financé par le programme Cantemir proposé par l'ICR. Comme *The Book of George*, *Aoleu* a été publié en anglais et diffusé gratuitement grâce au soutien de l'ICR.

Matei raconte à ce propos que lorsqu'il fut invité il y a trois ans par la fondation Asie-Europe au festival Lingua Comics 3 de Kyoto,

« l'accueil pour Aoleu fut incroyable. Les Japonais n'en revenaient pas que le journal avait été financé par le ministère de la Culture... "Quel ministère cool vous avez en Roumanie !", m'ont-ils dit ». La situation n'est pas aussi simple que ça, bien évidemment, mais il est vrai que l'ICR a également fait traverser l'Atlantique à la BD roumaine en soutenant un stand lors du festival New York Comic Con où là encore, les Roumains ont été très appréciés. « Au moins on promeut l'image de notre pays », estime Matei. Et c'est ce qu'il fera, en personne, à Angoulême du 26 au 29 janvier. Les organisateurs du festival lui ont d'ailleurs commandé une planche, sur le thème : « L'Europe dans 20 ans. »

Julia Beurq
Dessin : Matei Branea

LA BD REMISE EN FORME

La bande dessinée semble vivre un nouvel élan en Roumanie. Lors de la deuxième édition du festival européen de la bande dessinée qui s'est déroulé au Musée national d'art contemporain de Bucarest en novembre, les maisons d'édition Editura Art, Humanitas, Hardcomics et Jumătatea plină ont présenté plusieurs ouvrages, dont de très prometteurs romans graphiques : *Travesti* d'Edmond Baudoin, d'après un roman de Mircea Cărtărescu, est édité par Humanitas et Jumătatea plină, avec le soutien de l'Institut culturel français de Bucarest ; *The Book of George* a été présenté dans sa version roumaine (*Cartea lui George*) ; ou encore *Stigmata* de Lorenzo Mattotti, publié par Editura Art et Jumătatea plină.

EN CAMPAGNE...



Et une forteresse saxonne de plus en rénovation en Transylvanie ! Celle du village d'Apold, près de Sighişoara. Mais qui doit-on remercier pour la rénovation de ce patrimoine ? Qui a mis l'argent sur la table ? Pas les deux derniers maires du village qui viennent d'être jugés pour corruption. Et encore moins l'État roumain qui n'a cure de ces vieilles pierres comme le prouve le budget 2012. Réponse : l'Église évangélique roumaine, qui a obtenu des fonds étrangers.

Texte et photo : Julia Beurq

EXPOSITION EXCEPTIONNELLE DE TAPISSERIES DES GOBELINS A BUCAREST

Jusqu'au 26 février prochain, une double exposition de tapisseries de la Manufacture des Gobelins se tient au Musée national d'art de Roumanie (MNAR) et au Musée national d'art contemporain (MNAC). Le MNAR reçoit les tapisseries royales du XVII^{ème} et du XVIII^{ème} siècle, tandis que le MNAC présente le renouveau de la tapisserie de 1950 à nos jours. Cet événement, soutenu par l'ambassade de France et l'Institut français de Bucarest, permet pour la première fois d'admirer la continuité d'une des plus belles traditions artistiques et artisanales françaises.

François Gaillard



BOOKTOPIA, PREMIER RESEAU SOCIAL DES LIVRES EN ROUMANIE

La compagnie informatique Bit-Soft et Alexandra Rusu, 30 ans, ancienne responsable d'édition chez Humanitas, ont lancé Booktopia, le premier réseau social de livres de Roumanie. L'idée est de donner la parole aux lecteurs et laisser la place au débat. Selon Alexandra, « il y a des gens qui peuvent changer la vie des livres comme il existe des livres qui peuvent changer la vie des gens. Nous avons conçu Booktopia comme un endroit de rendez-vous avec l'ambiance d'un café plutôt que d'un auditorium ». Voir sur : www.booktopia.ro. Mihaela Cărbunaru

Toujours plus de musique à la télévision roumaine

Le distributeur Chello Central Europe (Chellomedia) lance trois nouvelles chaînes musicales payantes dans le paysage audiovisuel roumain. Il s'agit de Music Choice, qui diffuse de la musique en continu depuis 1993, de Concert TV, qui propose des concerts en direct et à la demande depuis 2003, et de The Karaoke Channel, qui offre le plus grand catalogue de karaoké télévisé du monde. Les trois chaînes sont exploitées par la compagnie canadienne Stingray Digital Media Group, basée à Montréal. F. G.

L'agenda des alliances, centres et instituts culturels français sont sur les sites suivants :

Institut français de Bucarest : www.institut-francais.ro
Centre culturel français de Cluj : www.ccfcluj.ro
Centre culturel français de Iași : www.ccfiasi.ro
Centre culturel français de Timișoara : www.ccfetimisoara.ro
Alliance française de Brașov : www.afbv.ro
Alliances française de Constanța : www.afconstanta.org
Alliance française de Pitești : www.afpitesti.org
Alliance française de Ploiești : www.afploiesti.ro

Note : la nouvelle salle Elvire Popesco de l'Institut français de Bucarest ouvrira début 2012.

Insolite : un Roumain au top de la créativité moléculaire

Créer des paysages moléculaires, atomiques, et des nano sculptures, voici le travail de Cris Orfescu, chercheur et artiste à la fois. Réalisées à l'aide d'un microscope, les œuvres de ce roumain qui vit à Los Angeles depuis 1991 ont fait le tour du monde. Pour que tout le monde ait accès à ses créations – pas faciles à voir – il a créé sur son site de « nano-art » une galerie virtuelle. À visiter sur : www.crisorfescu.com. M. C.

LES FRERES DARDENNE A BUCAREST

Courant 2012, la Délégation Wallonie-Bruxelles à Bucarest accueillera les Frères Dardenne, plusieurs fois primés au festival de Cannes, qui présenteront leur dernier film *Le gamin au vélo*, Grand Prix ex aequo au dernier festival de Cannes. À noter par ailleurs que la Délégation fêtera l'année prochaine ses 10 ans en Roumanie.

LIRE, ECOUTER, VOIR

par Matei Martin

THEATRE
MENAGE A TROIS

Liza est mariée avec Ivan, mais aime Grigori. Pour les rendre heureux, Ivan accepte de vendre Liza à Grigori. Les deux partent en Crimée. Mais la femme commence vite à s'ennuyer avec Grigori. Au-delà de la clôture, elle voit son Ivan qui, avec l'argent gagné de sa transaction, s'est acheté une propriété parmi les riches. Pour l'écarter, Grigori le paie une fois de plus, en lui offrant un domaine à l'autre bout de la Russie. Mais Liza le quitte et s'en va avec Ivan. On les retrouve, tous les trois, dans l'acte final : l'amant triste et pauvre, la femme enceinte et le mari riche et jaloux. Un ménage à trois. Comment en est-on arrivé là ? C'est l'essence de la nouvelle *Marchandise vivante* de Chekov : les compromis au nom de l'amour, la folie, la peur de solitude, etc. Dans son spectacle *De l'amour chez les humains*, Alexandru Dabija emploie ce texte dramatisé par Nicolae Urs à partir de la nouvelle chekovienne en insistant davantage sur la dimension cynique de cet échange érotique. C'est une comédie, bien sûr, mais il y a ici un rire bizarre, peut-être un peu forcé, gêné en tout cas. Pour Dabija, les personnages ne sont pas des cas pathologiques, mais bien des héros adaptés, par leur cynisme, à la société contemporaine, où tout est à vendre. Dilemme moral ? Pas ici, pas dans ce spectacle qui joue avec des répliques glaciales, pas dans cette forêt sauvage où seulement l'écorce des bouleaux est blanche.



Despre iubire la om (De l'amour chez les humains), d'après A. P. Chekov. Mise en scène : Alexandru Dabija. Avec : Iulia Popescu, Marius Cordoș, Demis Muraru. Photo : Florin Biolan

PHOTO
HAITI-CHERIE

Il y a près de deux ans, un séisme détruisait presque complètement Haïti, un État insulaire, pauvre, dans la mer des Caraïbes. Plusieurs organisations humanitaires sont intervenues pour aider la population. Les Haïtiens avaient besoin de nourriture, de médicaments, de nouveaux logements. Parmi ceux qui s'y sont rendus, Dorothée Hasnaș, jeune architecte suisse d'origine roumaine. Sa mission, entre autres, était d'aider les Haïtiens à reconstruire les écoles et les hôpitaux détruits par le tremblement de terre. Un compte rendu de sa mission, qui a duré sept mois, se retrouve dans l'exposition *Haïti-Chérie*. Près de deux cent photos prises à Port-au-Prince et dans la campagne haïtienne, des portraits, des impressions et des paysages. Sans pour autant se concentrer sur l'esthétique de l'image, l'architecte est plutôt préoccupée par la dimension documentaire de ses photos. Ses clichés contredisent... les clichés. Si en Roumanie, les seules images connues sont les villes dévastées par le séisme et les foules affamées, Hasnaș nous montre un pays plutôt paisible, voire même optimiste. Il y a des hommes souriants (« ne pas sourire est vu comme une insulte », explique-t-elle), des plages ensoleillées, des petits faubourgs qui débordent d'énergie. La démarche presque ethnologique de Hasnaș montre la vie dans toutes ses dimensions : métissage culturel, vaudou, atavismes de l'ancienne colonie, mais aussi beaucoup d'espoir.



Dorothée Hasnaș, *Haïti-Chérie*. Le côté beau. Strada Bătești 24. Programmation des visites sur : www.hasnas.com

JEU
MISE SUR BUCAREST

Acheter une maison en centre ville et sa rénovation coûtent 40 pièces ; pour le même prix, on peut démolir la dite maison puis reconstruire, sur le même terrain, un grand immeuble, un casino ou encore un mall. Deux équipes – celle des restaurateurs et celle des démolisseurs – s'affrontent. Les restaurateurs ont de leur côté la société civile et des autorités publiques vigilantes. Quant aux démolisseurs, ils ont pour complices la mafia immobilière et des autorités corrompues. C'est la réalité quotidienne à Bucarest ; et l'intrigue d'un nouveau jeu de société lancé par une petite ONG qui veut que les Bucarestois se rendent compte qu'ils perdent leur patrimoine. La table de jeu reconstitue une bonne partie de la vieille ville, avec ses maisons d'époque menacées. Fondatrice de l'association Odaia creativă, une ONG qui soutient plusieurs initiatives pour la protection du patrimoine et le développement urbain, Irina Paraschivou a développé ce jeu avec Bogdan Alto. « Habitat » est à la fois une initiative culturelle et une forme de participation civique. Produit en 100 exemplaires, le jeu est disponible, jusqu'à fin juillet, dans plusieurs espaces publics, musées, cafés, clubs.



« Habitat », jeu de société produit par Odaia creativă.

ON DANSE ?

Texte et photos : Julia Beurq

Marre des soirées en club, tassé en sous-sol ? Las de la musique boum boum inaudible ? Envie d'exotisme ? Deux endroits à Bucarest emmènent danser en Amérique latine. À condition de prendre ses talons aiguilles à La Scena et son chapeau Panama au Garage Hall. Pour une soirée très chaude...

SUR UN AIR DE PIAZZOLLA

Le vendredi soir, le Tango est à l'honneur au dernier étage du bar-théâtre La Scena. Vous êtes en Argentine et la soirée s'annonce élégante : costume deux pièces pour les hommes, talons aiguilles et robe ajustée pour les femmes. Ça virevolte langoureusement sur la piste, des dizaines de couples d'une quarantaine d'années se tiennent ou s'empoignent par les bras et tournent à s'en retourner les sens. Si vous êtes débutants et que les circonvolutions de cette danse réputée difficile vous effraient, pas de crainte, rendez-vous sur place en début de soirée et vous aurez droit à un cours (100 lei pour 8 séances par mois) donné par la charmante Laura de l'école Tango Brujo. Si au contraire vous êtes déjà un expert, venez plus tard, pour sûr vous trouverez chaussure à votre pied. Des danseurs de tous niveaux se retrouvent ici à partir de 22 heures. Les morceaux s'enchaînent, passant d'un rythme lent où les corps se frôlent lascivement, à un tempo plus rapide où les mollets musclés des danseuses font claquer les talons sur le parquet de la mansarde.

LA SCENA, Calea Călărași 55, le vendredi à partir de 19h.



QUIERES BAILAR ?

Envie d'une soirée débridée ? Le samedi soir, pour 20 Lei, le Havana club orchestra vous emmène à Cuba pour une salsa endiablée ! Le groupe a pris ses quartiers tous les samedis au Garage Hall et devrait réveiller, au son des cuivres, le danseur de salsa qui sommeille en vous. Alors que chacun pourra se déhancher sur les tubes latinos orchestrés par cette troupe bouillonnante, le Mojito sera

le bienvenu pour rafraîchir les fêtards. Dès les premiers rythmes de percussion soutenus par une basse chaloupée, tout est là pour vous faire quitter la froideur de Bucarest : des musiciens talentueux, des chanteurs et chanteuses à l'énergie débordante, des danseuses plutôt sensuelles. Elles vous prendront par la taille, vous montreront les pas salutaires qui vous permettront d'inviter à danser avec confiance. Autour de la piste de danse, des trentenaires sirotent des cocktails fluorescents dans des gros fauteuils et attendent avec impatience l'invitation qui leur permettra de montrer comment ils manient les pas de cette danse pas si compliquée que ça.

GARAGE HALL, George Enescu 25, le samedi à partir de 23h30.



REVUE DE PRESSE

Regard présente ici une sélection d'articles de la presse internationale traitant de l'actualité roumaine.

Le Monde

La Moldavie en déprime postrévolutionnaire

(...) Il y a deux ans, en avril 2009, Natalia Morari était une des figures de proue de la « révolution Twitter », cette éruption de la jeunesse moldave, contestant la mainmise communiste sur le pouvoir. Les réseaux sociaux avaient joué un rôle décisif, par l'intermédiaire des SMS, de Twitter ou d'Odnoklassniki, l'équivalent russe de Facebook. La jeune journaliste en est l'incarnation, la liberté d'expression en Moldavie a progressé à pas de géant depuis avril 2009. Le débat public rappelle – à l'échelle d'un petit pays de 3,5 millions d'habitants – la Russie des années 1990, avant la glaciation poutinienne. Mais, d'un point de vue politique, c'est plutôt l'Ukraine qui vient à l'esprit, celle d'après la « révolution orange ». (...) Depuis deux ans, la Moldavie n'a pas de président, faute de majorité au Parlement. Une anomalie qui jure sur le tableau idyllique peint par les dirigeants européens, qui veulent ériger la Moldavie en succès, rare dans l'espace postsoviétique. (...) Indépendante depuis vingt ans mais écartelée entre deux langues et deux cultures, elle cherche à affirmer son identité

et son ambition européenne. Mais il faudrait que les députés y mettent du leur. Longtemps, l'Alliance n'a disposé que de 59 sièges, soit deux de moins que la majorité nécessaire pour désigner le chef de l'État. À l'approche du vote prévu le 18 novembre, trois dissidents des rangs communistes étaient prêts à se joindre à la coalition. À leurs conditions. Résultat : pas de candidat du tout, et un nouveau pas franchi vers des élections anticipées au printemps 2012 (...). Ces élections pourraient compromettre les efforts du gouvernement moldave, qui mise sur l'intégration européenne, malgré la crise au sein de l'Union. Selon un sondage récent, 47 % des Moldaves sont en faveur d'une intégration dans l'UE, le plus faible niveau depuis près de dix ans. Les discussions se poursuivent avec Bruxelles sur un accord d'association et un autre portant sur le libre-échange. Surtout, le pays aimerait être prêt dès la fin 2012 pour une levée des visas.

Piotr Smolar, 29/11/2011

THE INDEPENDENT

Les Orphelinats roumains : mettre le passé derrière soi

En 1998, lorsque Hope and Homes for Children a débarqué en Roumanie et a été confronté à 60 bébés au milieu de leurs excréments, au lieu de construire un meilleur orphelinat, l'association a acheté six maisons, placé dix enfants dans chacune d'elles et démarré un programme de « désinstitutionnalisation », en partenariat avec le gouvernement roumain. (...) « Nous avons aussi réalisé qu'il était impossible de fermer un orphelinat sans mettre en place un modèle qui transforme la prise en charge des enfants d'un système institutionnel en un système basé sur la famille », explique Mark Cook (de l'association). Et cela prend du temps. Mais ce modèle a été accepté par le gouvernement roumain et

reconnu par l'Unicef et l'OMS. C'est une telle réussite qu'il est maintenant utilisé dans d'autres pays où les orphelinats sont trop nombreux, comme l'Ukraine, la Bulgarie, la Biélorussie, la Moldavie, la Bosnie, le Rwanda et le Soudan. (...) Hope and Homes for Children a permis à la Roumanie d'être pionnier dans la fermeture des orphelinats. Il existe d'ailleurs un centre d'entraînement dans le pays, où sont venus des représentants des pays européens et du Soudan pour voir comment fonctionne le système.

Virginia Ironside, 29/11/2011

La Libre

On recrute des pharmaciens à l'étranger

Après les infirmières bulgares, voici les pharmaciens roumains. L'agence de recrutement Moving People annonce avoir commencé à chercher des candidats en Roumanie. Et à en trouver. Depuis avril, l'agence spécialisée dans la main-d'œuvre médicale affirme avoir déjà recruté six pharmaciens. Quatre autres sont formés et prêts à venir travailler en Belgique. (...) L'arrivée de pharmaciens roumains suscite déjà des questions. « Ce n'est pas simple, avance le responsable d'une fédération hospitalière. Le nom des médicaments varie fort d'un pays à l'autre et en Belgique, nous ne sommes pas encore habitués à travailler avec des dénominations communes. Les normes d'hygiène hospitalière ne sont pas les mêmes non plus.

Cela pose question. » À Moving People, on réfute ces arguments. « C'est exactement la même chose quand un pharmacien belge va travailler en France », commente Olivier Van den Bossche, fondateur de l'agence de recrutement. Moving People avance que le taux de satisfaction de ses clients est bon. « Non seulement les candidats pharmaciens semblent satisfaire aux exigences de leur employeur, se félicite Olivier Van den Bossche, mais 50 % d'entre eux se verront proposer à court terme de reprendre l'officine ou d'y occuper une fonction d'adjoint. Ce premier ballon d'essai est conduant. »

26/11/2011

Où trouver Regard ?

Kiosques



La rédaction REGARD :
Vasile Conta 4, Bucarest

LA CHRONIQUE DE LUCA NICULESCU

Fier d’être roumain !

Cette année, plus que jamais, la fête nationale a été... fêlée. Des milliers de Roumains sont descendus regarder le défilé à l'Arc de Triomphe, les télévisions ont réalisé des émissions spéciales, les drapeaux tricolores étaient nombreux, le sujet de la « roumanité » a été débattu en long et en large alors que la question « êtes-vous fier d’être roumain ? » fut posée d’innombrable fois par les journalistes à leurs interlocuteurs.

Comment expliquer cette « roumanité » retrouvée, peu visible il y a quelques années ?... Par des raisons contextuelles et de substance. La conjoncture, tout d’abord. Cette année, contrairement aux années précédentes, il a fait beau et assez chaud, ce qui a poussé les Bucarestois à aller à l'Arc de Triomphe. De plus, il n’y avait pas d’autre actualité qui « pollue » la célébration. En 2009, la fête nationale est tombée entre les deux tours de la présidentielle et l'année dernière, il y a eu toute une polémique liée au fait que le président roumain était en déplacement à l’étranger. Rien de tout cela cette année. Cette fois-ci, il y a même eu des campagnes de presse déclenchées par plusieurs médias sur « ce que nous aimons en Roumanie ». À un autre niveau, dans une Europe en crise et qui se pose des questions sur son avenir, il n'est pas anormal que les sentiments patriotiques soient plus vifs.

Mais s'il est bien d’ « aimer » la Roumanie, il serait encore mieux de savoir comment le faire. Il ne suffit pas de clamer « je suis fier d’être roumain ». Il ne suffit pas de connaître quelques dates historiques que nous avons apprises au lycée. Il ne suffit pas de savoir entonner la première strophe de l'hymne national. Si on aime ce pays, on devrait se poser également quelques questions sur le présent et l'avenir : dans quelle société nous voulons vivre, comment peut-on conjuguer tradition et modernité, identité nationale et européenne, liberté et responsabilité. Et réfléchir plus souvent – pas seulement un jour de 1er décembre ensoleillé – à la Roumanie dans laquelle nous vivons et à celle que nous laisserons à nos enfants.

Luca Niculescu est rédacteur en chef de RFI-Roumanie.

REGARD EST UNE PUBLICATION DE
FUNDATIA FRANCOFONIA

Président
Bruno Roche

Comité de direction
Laurent Couderc, Jacqueline Laye,
Bruno Roche, Didier Varlot

Rédacteur en chef
Laurent Couderc

Secrétaire générale de rédaction
Cătălina Kahn

Ont participé à la rédaction de ce numéro
Julia Beurq, Cristina Bobe, Mihaela
Cărbunaru, Mehdi Chebana, Florentina
Ciuverca, Daniela Coman, Carmen Constan-
tin, Nicolas Don, François Gaillard, Marion
Guyonvarch, Matei Martin, Jonas Mercier
Mure-Ravaud, Luca Niculescu, Benjamin
Ribout, Răsvan Roceanu, Mihaela Rodina,
Stéphane Siohan, Anca Teodorescu, Julien
Trambouze, Isabelle Wesselingh

Maquette
Anamaria Pravencu

Agences, photos et illustrations
Mihai Barbu, Julia Beurq, Mihaela Cărbunaru,
Sânziana Craciun, Marion Guyonvarch, Jonas
Mercier Mure-Ravaud, Sorina Vasilescu,
Mediafax

Imprimerie
Imprimeria Arta Grafică

Informatique
Marius Moisescu

REGARD remercie vivement ses partenaires



Abonnez-vous dès maintenant à REGARD

Pour vous abonner ? C’est simple !

par la poste en ligne par téléphone par fax
remplir le BULETTIN D'ABONNEMENT par e-mail: catalina@regard.ro + (4) 021 317 77 45 + (4) 021 317 77 45
et l'adresser à Fundatia Francofonia ou + (4) 0742 204 402
Str. Vasile Conta 4, Sector 2, Bucarest via le site Internet www.regard.ro

BULETTIN D'ABONNEMENT

Je m’abonne à Regard pour cinq numéros, au prix de 30 lei (12 euro à l’étranger), port inclus.
Je m'abonne à Regard pour dix numéros, au prix de 55 lei (19 euro à l’étranger), port inclus.

NOM.....PRENOM.....
RUE.....NO.....BLOC.....ESCALIER.....ETAGE.....APT.....
VILLE.....CODE POSTAL.....PAYS.....
TEL. BUREAU.....TEL. DOMICILE.....
FAX.....E-MAIL.....

Une fois reçu ce talon nous vous adresserons les modalités de paiement.
Le prochain numéro de Regard sortira le 15 mars 2012.

Rédaction :
Vasile Conta 4, Bucarest
Tel/Fax: (40) 21 317 7745
Courriel : catalina@regard.ro
Site Internet : www.regard.ro



Ou bien rendez-vous à
l'agence
Charles de Gaulle
pour la clientèle internationale

Services pour expatriés



Toujours plus simple

Pour toutes transactions bancaires et services dirigés pour une clientèle internationale, visiter l'agence BRD de Galet - Jacobart (09 288). Ouvert du lundi au Vendredi de 8h à 17h. Tél: +40(0) 21 318 28 27.